lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 120 — SEMAINE DU 15 AU 21 DECEMBRE 1970 — PRIX : 2 F

LA DICTATURE FRANQUISTE NE S'EN RELEVERA PAS

courrier des lecteurs

LES REVOLUTIONNAIRES ET LA RELIGION

Chers camarades,

Dans le n° 116 de L.O. dans la rubrique en bref il y a un article sur l'entrevue du pape avec un membre du gouvernement soviétique. Effectivement c'est curieux, je croyais que les « communistes » se disaient athées. Mais, que voulez-vous, coexistence pacifique oblige, ils ont bien vite oublié de quel côté est l'Eglise.

S'il y a plusieurs églises à détruire, je crois que l'on doit mettre en cause non pas l'Evangile par lui-même, mais son utilisation par la hiérarchie cléricale qui en fait un organe d' « opium du peuple » (tu jouira de la justice, dans l'au-delà, mais en attendant reste pauvre et laisse-toi exploiter).

L'état de clerc fait du prêtre un homme au-dessus des partis. Du fait qu'il n'a aucune activité professionelle, il est donc automatiquement complice de l'ordre établi. Si l'on sécularise le Christianisme, c'est-à-dire si le prêtre devient un homme possédant une profession de préférence en milieu ouvrier (usine) ayant le droit de sa marier s'il le désire, le droit à l'engagement politique et syndical, sa déclericalisation permettra l'insertion de l'Eglise dans le monde ouvrier, permettant une lutte efficace aux côtés des opprimés pour le socialisme.

Ce bref exposé n'est pas l'expression de mes idées personnelles, mais d'une des rares revues chrétiennes révolutionnaires paraissant en France, Frères du Monde (208, rue de Pessac, 33 - Bordeaux, CCP 2674-85). **Vous seriez bien aimable de faire connaître à vos lecteurs (par l'intermédiaire de la revue de presse d'extrême-gauche) quelques passages de cette revue. Accepteriez-vous éventuellement de prendre contact avec ses rédacteurs en vue d'une insertion avec droit de tendance dans le futur parti révolutionnaire ?**

D'autre part j'ai été étonné de ne pas voir paraître dans L.O. le compte rendu de la conférence sur la crise des partis communistes, dirigée par Informations Ouvrières.

Merci d'avance. Salutations trotskystes.

S.G. (Paris).

Il existe évidemment, en France comme de par le monde, bien des croyants et même des prêtres qui sont sincèrement révoltés par l'injustice et par l'oppression, et qui veulent sincèrement les combattre tout en restant des croyants. Il est possible que ceux qui publient Frères du Monde *en fassent partie.*

Une organisation marxiste révolutionnaire peut parfaitement faire un bout de chemin ensemble avec de tels croyants.

Cependant, l'émancipation du prolétariat exige la compréhension scientifique des lois de la société qui l'opprime. Et c'est précisément parce que le marxisme est basé sur une telle compréhension scientifique qu'il est en absolue contradiction avec toutes les superstition quelles qu'elles soient, donc avec toute religion. Une organisation révolutionnaire prolétarienne n'en serait pas une si elle ne luttait pas contre les préjugés religieux. Il est peu probable que des prêtres, quelles que puissent être leurs opinions sur le fonctionnement de l'Eglise, puissent accepter d'adhérer à une organisation qui fait du combat contre les croyances religieuses un élément essentiel de son fondement théorique.

Dans le même ordre d'idées, bien que « l'extrême-gauche » soit une notion aux limites floues, bien qu'il soit possible de discuter dans quelle mesure telle organisation peut y être rangée, l'attitude par rapport à la religion est tout de même un critère. Nous pouvons éventuellement citer Frères du Monde, *mais pas dans la rubrique des revues d'extrême-gauche.*

Quant à ta dernière question : nous essayons autant que possible de rendre compte de toute manifestation qui concerne l'ensemble. du mouvement révolutionnaire. Mais bien évidemment, il n'est pas de notre rôle de rendre compte systématiquement de l'activité particulière de chacune des tendances différentes de la nôtre, surtout s'il s'agit d'une tendance qui a sa propre presse et ses propres moyens d'information. Le plus simple, pour obtenir le compte rendu que tu demandes, est de te procurer Informations Ouvrières.

A nos correspondants

De nombreuses lettres nous parviennent toujours sans l'indication précise et complète du nom et de l'adresse de notre correspondant.

Nous répétons que nous ne pouvons publier que les lettres dont les signataires se font connaître de la rédaction de « Lutte Ouvrière ». Il est facile d'en comprendre la raison.

Nous répétons aussi, bien entendu, que nous ne portons pas ces indications lors de la publication si notre correspondant nous prie de n'en rien faire.

LA DICTATURE BOURGEOISE

Chers camarades,

Je suis très étonné par l'article du n° 117 de L.O. page 5, sur le traité germano-polonais : vous semblez y regretter que les pays de l'Est puissent tomber sous la coupe de la démocratie bourgeoise allemande, mais les peuples de l'Est y seraient certainement moins opprimés que par le capitalisme d'Etat fasciste de l'Union soviétique.

Salutations fraternelles d'un sympathisant.

S.I. (93 - Epinay).

Nous ne pensons certes pas que le peuple allemand, et particulièrement la classe ouvrière, soit plus opprimé en Allemagne de l'Ouest qu'en Allemagne de l'Est. Ces deux états sont également bourgeois, également anti-ouvriers. Il est même probable qu'une bonne partie du peuple de la R.D.A., s'il avait le choix, préfèrerait vivre dans la démocratie bourgeoise de Bonn plutôt que dans le « paradis » d'Ulbricht. Et rien que le fait que c'est seulement en truffant de miradors, de barbelés et de nids de mitrailleuses ses frontières que l'Allemagne de l'Est parvient à empêcher ses habitants de partir vers l'Occident, montre à quel point cette « démocratie populaire » n'est ni démocratique, ni populaire, ni à plus forte raison ouvrière.

Cela dit, nous n'avons nulle raison de nous réjouir de l'extension de l'influence de la bourgeoisie occidentale sur ces pays. Car en fin de compte, si ces dictatures dans les pays de l'Est existent, comme plus généralement si l'exploitation et l'oppression se perpétuent partout dans le monde, c'est bien parce que, à l'échelle du monde, se perpétue la domination de la bourgeoisie. Et nous militons pour que le prolétariat élimine la bourgeoisie à l'échelle du monde. Il n'y aura alors ni Walter Ulbricht, ni Willy Brandt, ni dictature policière, ni dictature de l'argent.

LES METHODES DE LA POLICE

Camarades,

J'écris à votre journal parce qu'il me paraît important d'attirer l'attention de vos lecteurs sur l'injustice dont j'ai été victime.

Le vendredi 20 novembre, à 9 h du soir, je diffusais aux grilles de la mine de Dechy (près de Douai, Nord) un tract rédigé par des mineurs, quand deux policiers en civil m'ont saisi et amené de force dans une voiture jusqu'au commissariat central de Douai. Là, les policiers m'ont traîné sans explication dans une cellule glaciale.

Ils m'y ont laissé sans répondre à mes questions et sans me donner à manger. (On ne m'a apporté un sandwich que le lendemain à midi, juste avant ma libération).

J'ai subi ensuite des interrogatoires répétés jusqu'à minuit. Puis, ils ont voulu me « faire passer à la photo » afin de constituer une fiche anthropométrique, alors que cela n'est pas légal tant qu'il n'y a pas d'inculpation.

Comme je refusais, trois policiers se sont mis à me frapper jusqu'à être « sonné » et ne plus pouvoir résister.

Je ne fus libéré que le lendemain à 12 h 15. Je portais des traces de coups et les fis constater par un médecin.

En espérant que votre journal, qui a déjà montré son souci de défendre les libertés, saura se faire l'écho de ma protestation, je vous prie d'agréer camarades, l'expression de mes sentiments fraternels.

R.M. (Nord)

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition - Mise en pages
Montage offset
PARIS-CENTRE
10, rue Jean-Pierre-Timbaud, Paris-11e
Tél. 700-02-95

Impression : Roto technic Offset
Tél. : FLA. 37-07

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Editorial

LA DICTATURE FRANQUISTE NE S'EN RELEVERA PAS

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le tribunal militaire de Burgos, ou plus exactement le gouvernement franquiste, n'a pas encore pris sa décision. Et des millions d'hommes, en Espagne, et dans le monde entier, attendent, dans l'anxiété et dans la colère.

Le peuple espagnol attend. Mais cette attente n'est pas passive. Elle est si pleine d'énergie et de révolte concentrées que la dictature, après avoir bâclé sa parodie de justice, hésite à commettre son forfait.

Chacun sait, en effet, après les événements de ces dernières semaines, que l'annonce d'exécutions capitales serait le signal de manifestations encore plus amples et d'affrontements encore plus durs avec les forces de répression.

Car jamais, depuis la sanglante victoire du franquisme, l'Espagne n'avait connu une telle mobilisation populaire. De la Galicie à la Catalogne, des Provinces Basques à l'Andalousie, dans toutes les villes de quelque importance, bravant les fusils de la garde civile, des hommes sont descendus dans la rue crier leur haine du régime, et leur solidarité avec les seize prisonniers de Burgos.

Le procès de Burgos aura été, de la part du régime, un geste de trop. En frappant les militants basques, il voulait faire un exemple, destiné à impressionner tous ceux qui, dans le pays, aspirent à plus de liberté. Il n'a réussi qu'à ouvrir une crise politique, qui met son existence même en cause.

Il y a des années, déjà, que la bourgeoisie espagnole vit dans la hantise de la crise de succesion que la mort de Franco ne manquera pas d'ouvrir. Et il est vrai que le dictateur a 78 ans et que son régime est en place depuis plus de trente ans.

Mais en vérité, la crise de succession est déjà ouverte, comme le prouvent non seulement les manifestations qui se sont multipliées ces derniers jours dans toutes les villes d'Espagne, mais aussi les nombreuses lézardes qui apparaissent dans l'appareil d'Etat et dans les classes dirigeantes, et qui vont s'élargissant.

L'Eglise, qui fut l'un des plus fidèles soutiens de Franco pendant des années, l'Eglise qui, pendant la guerre civile, appelait à la « croisade » contre les « rouges », refuse aujourd'hui de cautionner la répression, du moins ses aspects les plus brutaux. Et dans l'armée elle-même, dans cette armée qui fut plus que le fer de lance du régime, mais le régime lui-même, on voit aujourd'hui des généraux renâcler à l'idée de prendre des responsabilités dans la répression.

Si ces gens-là prennent aujourd'hui leurs distances, ce n'est ni par humanité, ni par libéralisme. Ils ont prouvé, dans le passé, qu'ils ne reculaient pas devant le fait de faire couler le sang du peuple espagnol. Mais le navire franquiste affronte une mer de plus en plus agitée, sur laquelle il pourrait bien finir par couler. Et les rats prennent leurs distances, afin de pouvoir, le jour venu, arguer de leur innocence pour pouvoir essayer d'imposer une autre solution bourgeoise à la crise.

A l'instant de la décision, la dictature hésite.

Elle peut reculer sous la pression de la colère populaire. Mais de toute façon, elle n'évitera pas la crise. Car les travailleurs espagnols qui sont en train de prendre conscience de la force qu'ils représentent, et de leurs possibilités, s'ils remportent ce premier succès, s'ils sauvent Izko et ses camarades, n'en resteront pas là. La place qu'ils ont conquise de haute lutte sur l'arène politique, ils ne l'abandonneront pas, ils l'agrandiront encore, et le régime n'en aura pas terminé avec leurs revendications à une vie meilleure, et à plus de liberté.

La dictature peut aussi se décider à franchir le Rubicon, à faire, une fois de plus, couler le sang. Mais comme le procès de Burgos a révélé sa force au peuple d'Espagne, uni dans une même colère, l'exécution des militants basques, et la répression exacerbée que Franco devrait alors déchaîner sur le pays, ne pourraient que cimenter dans le sang l'opposition.

S'il choisissait l'épreuve de force, le régime franquiste pourrait certes l'emporter. Mais il lui faudrait livrer une nouvelle guerre contre le peuple espagnol, et la gagner. Or, ce régime est usé, alors qu'une nouvelle classe ouvrière, jeune et combattive, s'est formée en Espagne, une classe ouvrière qui n'a pas vécu la défaite de la guerre civile, et qui regarde vers l'avenir avec conscience.

Et une chose en tout cas est certaine : l'Espagne d'après Burgos ne ressemblera pas à l'Espagne d'avant Burgos.

sommaire

EN FRANCE

● **Leur nouvelle société**

Page 9
— La nouvelle augmentation des tarifs des transports en commun.

Page 10
— 25 milliards engloutis par la guerre au Tchad.

● **Dans les entreprises**

Page 10
— Annulation des élections de délégués à Renault-Billancourt.

Page 14
— Echos des entreprises.

Page 15
— La lutte a payé à la Case (Vierzon).

Pages 16-17
— Dans les compagnies d'assurances : les bureaucrates syndicaux à l'œuvre.

Page 18
— Les transports à Renault-Flins.

Page 24
— Deux exemples de solidarité (Indréco-Tours, APC-Toulouse).
— Grève à la CRAMP.

DANS LE MONDE

● **Argentine**

Page 6
— Les crimes de la dictature.

● **Etats-Unis**

Page 6
— Angela Davis en danger de mort.

● **Allemagne**

Page 7
— D'où viennent les obstacles sur la route de Berlin ?

● **La monnaie européenne**

Page 7
— Une utopie.

● **Grande-Bretagne**

Page 8
— Les travailleurs contre le gouvernement.

● **Brésil**

Page 8
— De l'efficacité et des limites du terrorisme.

Pages 12-13
— Les bandes armées au pouvoir.

DIVERS

Pages 4-5
— En bref.

Pages 19-20
— Feuilleton.

Page 21
— Télévision : Les curés rouges.

Page 22
— Livre : Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression.

Page 23
— Cinéma : Bloody Mama.
— Théâtre : La Locandiera.

Manifestations dans toute la France

L'EMOTION suscitée en France par le procès de Burgos, parmi toute la population, parmi l'ensemble des travailleurs, est considérable.

Depuis trente ans, depuis la guerre civile durant laquelle les travailleurs du monde entier suivirent avec espoir puis angoisse la lutte héroïque des ouvriers et des paysans espagnols, avec la conscience claire que de cette lutte dépendait leur propre sort, chaque écho d'un combat contre la sanglante dictature franquiste a, ici, une résonance particulière.

Aujourd'hui le peuple espagnol a relevé la tête. La fière attitude des inculpés de Burgos devant leurs juges le prouve. Les manifestations, les grèves qui se multiplient à travers l'Espagne encore plus. Aujourd'hui, le mouvement ouvrier que Franco avait voulu liquider est bien vivant.

Tout cela, les travailleurs français le ressentent profondément. C'est ce qui explique l'ampleur des manifestations qui ont lieu depuis quelques jours, surtout depuis l'annonce que le procureur demande effectivement la peine de mort pour six des accusés.

Depuis, chaque jour, de Brest à Marseille, de Lille à Toulouse, il y a eu des dizaines de manifestations, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, pour crier leur haine de Franco, demander la liberté pour les emprisonnés, affirmer leur solidarité avec le peuple espagnol.

En ce sens, la manifestation qui eut lieu à Paris, le jeudi 10, si elle fut la plus importante de toutes celles organisées à travers le pays, n'a fait que résumer et donner un impact particulier à un sentiment de solidarité que l'on retrouve partout.

Il est significatif que ce soit la manifestation qui ait regroupé le plus grand nombre de manifestants de toutes celles organisées depuis quelques semaines, bien qu'elle ait été annoncée le matin même seulement.

Il est significatif aussi que les organisateurs se soient sentis obligés d'abandonner le traditionnel parcours entre la Bastille, la République ou la Nation pour s'approcher des Champs-Elysées et de l'ambassade d'Espagne. Et il est encore plus significatif que... M. Marcellin n'ait pas cru devoir ou pouvoir s'y opposer.

Cet état d'esprit et ce sentiment se sentaient bien dans un cortège d'où émergeaient les drapeaux républicains espagnols et basques, mais aussi de nombreux drapeaux rouges particulièrement dans sa seconde partie composée par les groupes révolutionnaires.

Il faut noter d'ailleurs une nouvelle fois que le PCF n'a pas cru devoir ou pouvoir s'opposer à la présence des « gauchistes » bien que son service d'ordre ait tenté une manœuvre de dernière minute pour séparer par un flot de voitures les derniers rangs de la manifestation officielle des premiers du groupe A.J.S. qui venait en tête de cette seconde partie. Il en fut finalement pour ses frais. Et les milliers de personnes regroupées derrière les banderoles gauchistes (A.J.S., le Secours Rouge et Lutte Ouvrière) purent participer normalement à la manifestation.

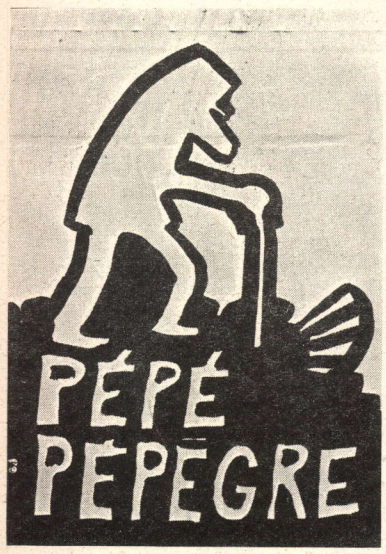
A l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas encore le verdict de Burgos. Mais jusqu'à celui-ci, cette campagne de solidarité doit continuer et s'accroître. Nous devons faire ici tout ce qui est en notre pouvoir pour aider le peuple espagnol à arracher à la mort Izko et ses camarades.

Et il faut aussi que le gouvernement français, qui doit bien avoir quelques moyens de pression sur Franco et sa bande, sache bien que si ces crapules maintenaient leur ignoble projet d'assassinat, nous le tenons lui aussi pour complice et responsable. Nous devons être prêts, dans les heures qui suivraient l'annonce d'une éventuelle condamnation, à manifester encore plus largement et, s'il le faut, plus énergiquement.

Jacques MORAND.

en bref... en bref... en bref...

PLUS DE PLACE POUR DE GAULLE



Il a déjà sa place dans l'histoire.

Aucun Parisien ne peut plus ignorer l'existence de son Conseil municipal depuis que ce dernier a fait grand bruit autour de sa décision de débaptiser la place de l'Etoile pour en faire la place du Général-de-Gaulle.

Mais il peut douter de sa constance. Assuré aujourd'hui que le Grand Manitou ne ressuscitera pas, un certain nombre de nos édiles s'interrogent. N'ont-ils pas agi avec précipitation, le cerveau embrumé par l'immense chagrin provoqué par la perte de leur grand homme ? Et maintenant que le sang-froid leur revient, les voilà repartis à discuter avec âpreté pour savoir si on débaptisera la porte Maillot ou l'esplanade des Invalides.

Il est quand même rassurant que nos conseillers (sic) municipaux n'aient guère de pouvoirs : sensibles et émotifs comme ils sont, quelles catastrophes cela pourrait entraîner, s'ils pouvaient faire autre chose que débaptiser les rues de la capitale ?

Si nous pouvions donner notre modeste avis sur cette très importante question, nous suggérerions à nos pleureuses municipales de choisir une petite rue du centre de Paris : la rue Brise-Miche.

LES VEAUX U.D.R. ET LE MECHOUI

Accusé d'escroquerie, un certain Mejaouri, président de l'Amicale des Anciens Harkis, a été relaxé par le tribunal de Dijon.

Il avait organisé en mai 1968 un méchoui patriotique et U.D.R., mais n'avait oublié qu'une chose : régler les fournisseurs auxquels il devait 6.000 F.

Mais l'accusé, Mejaouri, a de la défense : n'a-t-il pas fait voter pour Pompidou ? (par des moyens peu avouables, mais seul compte le résultat) ; n'a-t-il pas « monté » à Paris (en camions militaires) 600 harkis pour la manifestation gaulliste du 30 mai 1968 ? n'a-t-il pas reçu des lettres d'encouragement de Pompidou lui-même, mais aussi de la maréchale Juin, et bien sûr, de Foccart ?

Est-ce sa faute à lui si de hautes personnalités lui avaient promis de tout payer et ne l'ont pas fait ?

Voici d'ailleurs ce que lui écrivait M. Foccart : « Les résultats des élections ont été extrêmement encourageants. Il n'est pas douteux qu'ils sont dus au soutien actif des militants, spécialement ceux du S.A.C., qui ont apporté à la candidature de M. Georges Pompidou dynamisme et efficacité dans leur action. Je vous remercie de ce fait très sincèrement et très vivement de ce que vous avez fait pour nous. Le combat n'est pas terminé, la partie n'est pas encore gagnée. Il faut recommencer. »

La partie, en fait, n'était ni gagnée... ni payée !

Le président du tribunal a déclaré paternellement au prévenu Mejaouri : « Il ne faut jamais croire les promesses des hommes politiques, quel que soit leur parti... »
leur parti... »

Qui disait donc : « Pompidou tient ce qu'il promet » ?

Et que doit-on couclure de cette histoire ?

A notre avis, que les hommes de main de tous poils, et en particulier ceux de l'U.D.R., devraient se garder de travailler à crédit.

DE COMMISSARIAT EN HAUT-COMMISSARIAT

Certainement troublé par la longue plainte qui monte de la part des « usagers » de l'administration de la police et de la justice, M. Michel Poniatowski, député Républicain indépendant du Val-d'Oise, a pensé qu'il fallait faire quelque chose.

Afin de protéger les citoyens « contre d'éventuels (sic) abus, tracasseries, brimades ou décisions arbitraires », **afin** « d'assurer la protection et la défense des administrés, qui se sentent souvent désarmés face à une administration envahissante et puissante », **M. Poniatowski a déposé un projet de loi tendant à créer un Haut-Commissariat à la Défense des Droits de l'Homme.**

Voilà une idée intéressante qui permettrait de regrouper sous une même direction l'attaque, et la défense, des usagers en question. C'est la suppression des intermédiaires en somme. En sortant du commissariat où il se serait fait passer à tabac, le citoyen pourrait se rendre au Haut-commissariat où, si tout marche vraiment bien, son dossier serait déjà là à l'attendre. On peut même suggérer que ce soient les services du ministère de l'intérieur qui s'occupent de ce Haut-Commissariat, car ils sont incontestablement les mieux placés et les plus au courant, ceci dans un but de simplification administrative bien sûr. Pour Poniatowski, toutefois, le Haut-Commissariat devrait être neutre et indépendant de l'administration. Le Haut-Commissaire, par exemple, serait désigné par des membres du Conseil d'Etat et des conseillers de la cour de cassation. Il aurait donc une « indépendance » équivalente à celle de la Justice. C'est tout dire...

Et puis, comme le dit le prévoyant Poniatowski, en vue des prochaines élections municipales, il ne faut pas que « la défense des droits de l'homme reste l'apanage de la gauche ». **En tout cas, M. Poniatowski lutte avec acharnement pour que la droite ait le monopole du ridicule.**

LA CONCERTATION HIERARCHIQUE

Pour combattre le malaise au sein de l'armée notre désopilant ministre de la Grande Muette vient de parler, et ce qu'il vient de proposer est tout aussi désopilant que lui-même.

Oyez donc braves bidasses ! Dorénavant quarante officiers, sous-officiers et divers siègeront ensemble à un « Conseil supérieur de la Fonction Militaire » dont le rôle ne serait pas moins que d'introduire la concertation et le dialogue au sein de l'armée.

A voir la variété de képis, de casquettes et de galons ainsi réunis autour de cette table, à voir les mines que la télévision a largement montrées lors de la séance inaugurale, on ne peut que se demander de quoi ils vont bien pouvoir discuter, ces caporaux égarés dans les étoiles.

La presse et la télévision n'ont d'ailleurs rapporté, en fait de dialogue et de concertation, que le discours de Debré.

Le dialogue, on peut sans nul doute l'imaginer sans peine. Il sera dans le « Conseil supérieur » ce qu'il est dans les popotes.

« Alors soldat, la soupe est bonne ? »
« Ben, oui, mon Général ».

Un symbole des droits de l'Homme ?

(A.F.P.)

LA RENTREE DE GUGUSSE ET PAILLASSE

Jean-Jacques Servan-Schreiber ne doit pas être au meilleur de sa forme. A la recherche d'un nouveau cheval de bataille, le sémillant secrétaire général du parti radical n'a rien trouvé de mieux à enfourcher que la vieille rosse de la régionalisation, du haut de laquelle De Gaulle avait si malencontreusement chu en avril 1969.

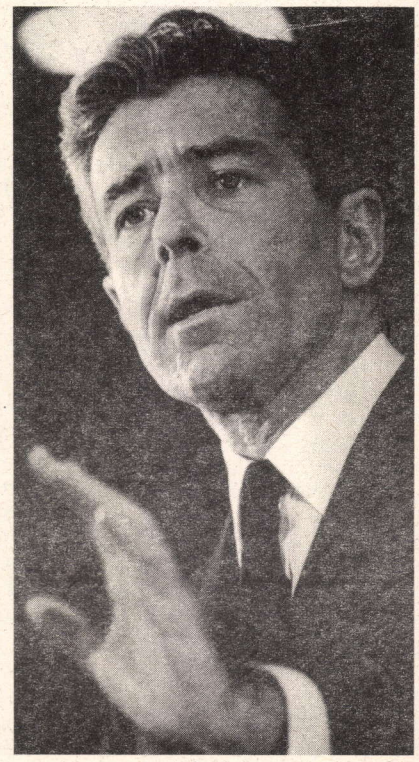
Dépité, sans nul doute, de se voir voler son idée (que voulez-vous, elle n'en trouve pas si souvent !), la majorité n'a pas tardé à contre-attaquer.

M. Alexandre Sanguinetti, avec ce sens aigu du débat démocratique qui le caractérise, n'a parlé de rien moins que de traduire Jean-Jacques devant la Cour de Sûreté de l'Etat, comme un vulgaire gauchiste, pour atteinte à l'intégrité du territoire.

M. Achille Peretti, président de l'Assemblée nationale, s'est indigné du fait que J.J.-S.S. fasse suivre sa signature, dans son courrier, de la mention « député de Lorraine », rappelant à ce dernier que bien qu'élu à Nancy, il était, de par la grâce de la constitution, député de toute la France.

Quant à Chaban-Delmas, il a assuré que ce serait son gouvernement qui la ferait, la régionalisation, mais — nuance — dans le respect de « l'unité nationale ». Et on se demande, dans certains milieux, s'il a ajouté cette dernière précision pour contrer Servan-Schreiber, ou pour échapper aux foudres de Sanguinetti !

Bref, le débat serait totalement dépourvu d'intérêt, s'il ne s'en dégageait pas, malgré tout, comme dans toute farce qui se respecte, une moralité : tout pitre a beau faire, il trouvera toujours plus pitre que lui. Surtout dans ce régime.



(Photo A.F.P.)

en bref... en bref... en bref...

LES URNES ET LA FAMINE

Le 7 décembre dernier, le Pakistan a connu ses premières élections au suffrage universel, depuis sa création en 1947. Sans cesse repoussées d'année en année, de dictateur en dictateur, c'est le général Yahia Khan (venu au pouvoir avec la loi martiale, l'abrogation de la Constituante et la suppression de toutes les libertés) qui vient de les organiser. C'est dans un tel contexte, un mois à peine après le cyclone qui a ravagé le pays, alors qu'aucun recensement exact des habitants ne permettait de chiffrer le nombre de morts, que la population a été appelée aux urnes.

Mais pourtant, et même à cause de cela, les résultats ont été parlants, et ont enregistré une forte poussée à gauche. Malgré les nombreux mots d'ordre d'abstention lancés en guise de protestation au Pakistan Oriental, les deux partis d'opposition ont obtenu plus des trois quarts des suffrages. Rien d'étonnant après ce qui s'est passé, qu'une telle vague de mécontentement vienne ainsi sanctionner politiquement le gouvernement.

Malheureusement, ce n'est pas cette victoire de l'opposition qui peut changer quoi que ce soit au Pakistan, encore moins remédier aux problèmes cruciaux du sous-développement ni même de la famine.

Les gens ont voté, oui, mais quand le gouvernement en serait changé, ce qui est loin d'être le cas encore, l'essentiel resterait à faire : supprimer les inégalités criantes. Dans ce pays, « l'establishment », c'est-à-dire vingt-trois grandes familles possèdent à elles seules les trois quarts des richesses du pays. C'est le lot des pays sous-développés, en plus de leur sous-développement, de voir tout le revenu national, y compris les stocks de nourriture, drainés dans les mains des gros propriétaires. Le système d'usure, les fermages permettent à l'appareil d'Etat et aux possesseurs qu'il représente de voler parfois 80 % de leur production, si ce n'est plus, aux petits paysans.

Et ni la pauvreté, ni le caractère archaïque de l'agriculture ne peuvent expliquer que des milliers de paysans qui récoltent le riz trois ou quatre fois par an meurent de faim avec leur famille.

Réformer ces pays-là, c'est d'abord nourrir les habitants, et pour cela, avant toutes choses, laisser au moins leur récolte aux travailleurs des rizières, et ils auront ainsi les calories nécessaires.

Mais pour cela il faudrait accepter d'amputer les revenus de quelques millionnaires. La « gauche » pakistanaise en sera-t-elle capable ? La réponse en est malheureusement déjà connue.

LA SALE GUERRE QUI DURE

Va-t-on vers un nouveau durcissement de l'agression américaine au Viêt-nam ? La conférence de presse du président Nixon du jeudi 10 décembre semble effectivement essentiellement destinée à préparer l'opinion américaine à cette éventualité.

Le peu de cas fait des négociations de Paris, le refus de donner un échéancier précis du retrait des troupes U.S. ne sont certes que la réaffirmation de la position américaine traditionnelle. Mais ce qui a surtout frappé les observateurs, c'est l'annonce quasi ouverte de la reprise des bombardements au Viêt-nam Nord.

Les mêmes prétextes grossiers sont utilisés que lors du dernier bombardement, récemment effectué. Les avions espions américains doivent avoir le droit de survoler sans risques le Viêt-nam Nord, sinon « je donnerai l'ordre également de détruire la base de missiles et de bombarder le complexe militaire de soutien entourant cette base : telle est ma position », affirme Nixon. De même, l'aide du Nord au Sud Viêt-nam doit cesser, sinon « j'ordonnerai le bombardement d'objectifs militaires situés au Nord Viêt-nam des passages qui conduisent du Nord au Sud Viêt-nam, des bases et des lignes de ravitaillement : telles sont les décisions que je prendrai en retour ».

Mais en fait, ce ton de gangster sûr de lui cache une faiblesse réelle : l'état-major U.S., qui ne se fait aucune illusion sur les possibilités réelles de l'armée de mercenaires du Sud Viêt-nam, essaie de compenser par une politique de bombardements accrus l'affaiblissement numérique de l'armée de terre américaine d'occupation. Il s'agit plus de pallier une faiblesse sur le terrain qu'une tentative de vaincre.

Mesure criminelle, une de plus, mais mesure conservatoire : la reprise des bombardements ne changera rien d'essentiel aux rapports de force au Vietnam. L'impérialisme fera encore plus de morts mais ne pourra vaincre le peuple vietnamien.

LA GANGRENE

NOUS avons pris connaissance d'un tract du Secours Rouge diffusé au Lycée d'Etat de Chantilly.

Ce tract ne se contente pas d'affirmer que l'AJS « pousse à l'extrême tout ce que le trotskysme a de plus ouvertement contre-révolutionnaire ». Et il nous suffira de dire qu'il se termine par le slogan AJS = SS, pour nous dispenser de citer plus longuement ce tissu de saloperies.

De tels procédés sont parfaitement déshonorants pour ceux qui les utilisent, et tout à fait indignes du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Et ce n'est pas parce que les camarades de l'AJS n'hésitent guère, de leur côté, à lancer des épithètes de « flics », ou de « provocateurs », ce n'est pas parce que le procédé tend malheureusement à se généraliser, qu'il devient plus acceptable.

Crier au « flic », au « provocateur » ou au « SS », à propos de camarades d'un autre courant de l'extrême-gauche avec lesquels on n'est pas d'accord, c'est finalement introduire dans nos rangs, des méthodes et un comportement hérités du stalinisme.

Le rôle des révolutionnaires est, au contraire, d'extirper cette gangrène du mouvement ouvrier.

C. B.

LA LOI DE LYNCH

M. Lynch, Premier ministre de la République d'Irlande, vient de mettre en application une loi de 1940 qui réprime les « attaques contre l'Etat ». Cette loi l'autorise à mettre en camp de concentration, sans autre forme de procès, par une procédure administrative, ceux qu'il juge dangereux pour l'Etat, c'est-à-dire tous les opposants réels ou supposés, qu'il jugera bon.

Pour justifier ces mesures d'exception, M. Lynch a prétendu avoir découvert un complot menaçant les ministres, les diplomates étrangers et les banquès. Il n'a pas donné d'autres précisions. Ce qui laisse d'autant plus à penser que ce complot n'est qu'un prétexte facile pour mettre en vigueur l'état d'exception.

Car il est tout à fait probable que M. Lynch a pris ces mesures pour faire taire l'opposition qui lui reproche ses positions trop modérées à l'égard du problème de l'Irlande du Nord.

Et pour faire taire cette opposition, M. Lynch dispose, comme la plupart des chefs d'Etat, d'instruments qui lui permettent de passer par-dessus toutes les garanties que le droit offre aux citoyens. Avec l'internement administratif, il se donne un moyen efficace.

Ce moyen permet à la police d'interner sans l'intervention d'un magistrat toute personne qu'elle juge dangereuse pour l'ordre, son ordre bien sûr. Pour être l'objet d'une telle procédure, il n'est pas nécessaire d'avoir commis un crime ou un délit. Bien au contraire : elle est conçue justement pour mettre à l'ombre ceux auxquels on ne peut rien reprocher que leurs idées.

Ce n'est pas une mesure typiquement irlandaise. En France aussi les exilés politiques et les étrangers de gauche en font régulièrement la triste expérience.

Pour régler ses problèmes d' « ordre », la bourgeoisie a toujours su se donner les moyens « légaux » de violer sa propre légalité.

Quel sort Lynch réserve-t-il à Bernadette Devlin ?

(Photo U.P.I.)

A VIERZON :

300 PERSONNES MANIFESTENT CONTRE LE PROCES DE BURGOS

A l'initiative des militants de « Lutte Ouvrière » de Vierzon, une manifestation contre le procès de Burgos et pour exiger la libération d'Izko et de ses camarades, a été organisée le mercredi 10 décembre.

C'est 300 personnes qui ont répondu aux appels de Lutte ouvrière, de la C.F.D.T. et du Secours Rouge ; le P.C.F., qui dirige la municipalité, et la C.G.T. ne s'y associaient pas.

Trois grandes banderoles soulignaient la solidarité des révolutionnaires français et espagnols, accusaient Franco et sa dictature de l'assassinat qui se préparait à Burgos et mettaient en évidence le renouveau de la classe ouvrière espagnole en particulier par l'activité des commissions ouvrières.

Pour la première fois depuis bien longtemps, à Vierzon, les drapeaux rouges en grand nombre, côtoyaient des drapeaux noirs et rouges (ceux de l'anarcho-syndicalisme).

Pendant près d'une heure, en empruntant les rues les plus animées de la ville, les manifestants scandèrent des mots d'ordre ponctués par l'Internationale reprise en espagnol par la centaine d'immigrés de ce pays présents dans la manifestation.

La manifestation se termina par deux prises de paroles : l'une en espagnol par un travailleur espagnol ; l'autre en français pour souligner que les révolutionnaires et les travailleurs, qu'ils soient espagnols ou français, sont solidaires dans la lutte et contre la répression.

Ce n'était pas un simple mot à Vierzon puisque nombreux étaient les travailleurs français (surtout des jeunes) au coude à coude dans la manifestation avec des travailleurs espagnols !

Correspondant L.O.

DANS LE MONDE

En Argentine les crimes de la dictature

Si à l'heure actuelle le Brésil est notoirement connu pour être le pays où la torture, institutionnalisée, est une pratique quotidienne des militaires au pouvoir et des policiers à leur botte, il n'en a pas le monopole en Amérique latine.

Ainsi, en Argentine, les équipes de militaires se sont succédées au pouvoir, mais les mêmes méthodes répressives ont toujours été utilisées. Et, aujourd'hui, l'arbitraire le plus sanglant sévit, provoquant massacres, tortures et violences.

Par la terreur, le régime tente d'écraser toute velléité d'opposition, qu'elle soit le fait de militants ou de simples citoyens. Paysans, ouvriers, étudiants, intellectuels ou prêtres réfractaires, personne n'est à l'abri de l'arrestation, de la torture ou d'une condamnation à mort.

Récemment, la Commission des Parents et Amis des Détenus (C.O.F.A.D.E.) vient de publier un Livre Noir des crimes dont se rend, chaque jour, coupable la dictature argentine, et duquel nous extrayons quelques passages :

« L'assassinat de Cabral (étudiant de 22 ans) commis par la police provinciale de Corrientes, le 5 mai 1969, fut l'origine d'une vague de mobilisation populaire et de grèves massives dans tout le pays. ...L'encerclement perfide d'étudiants sans défense par quatre, cinq et jusqu'à huit agents... cela nous sembla, hier à Corrientes, l'expression la plus modérée de cette brutalité policière. Car, ensuite, il y eut des charges de cavalerie, sabre dégainé, poussant les étudiants munis seulement de pierres, à la pointe de l'épée, les poursuivants en tirant des coups de revolver 45 ; il eut le tir de bombes lacrymogènes, brisant le bras d'un étudiant, en blessant un autre à la tête ; le tout se terminant par un mitraillage de PAM dans le tas exécuté par des criminels en civil, lesquels ne font aucunement partie du « milieu » mais du corps des officiers — s'il vous plaît — de la police de Corrientes.

Cette dernière intervention des forces d'agression criminelles se solda tragiquement par la mort de l'étudiant Juan Jose Cabral... »

Outre la répression aveugle de toute manifestation populaire, même pacifique, la torture raffinée et méthodique est le lot de la plupart de ceux qui tombent entre les mains de la police :

Après son arrestation et un matraquage en règle, E. Rulli est torturé à l'électricité :

« Ils le couchent et lui attachent les bras et les jambes sans oublier auparavant de recouvrir les poignets et les chevilles de caoutchouc. Ils finissent de lui déchirer la chemise. Rulli sent qu'on lui attache un fil à un orteil du pied droit ; à l'autre bout, il y a la « picana » (machine électrique). Ils ouvrent la radio à plein volume et lui badigeonnent le torse à la hauteur du cœur, avec de l'eau... « Je ne pouvais crier parce qu'ils m'avaient mis un tampon dans la bouche. Ils m'électrisaient le cœur, entre les jambes et aux organes génitaux... ».

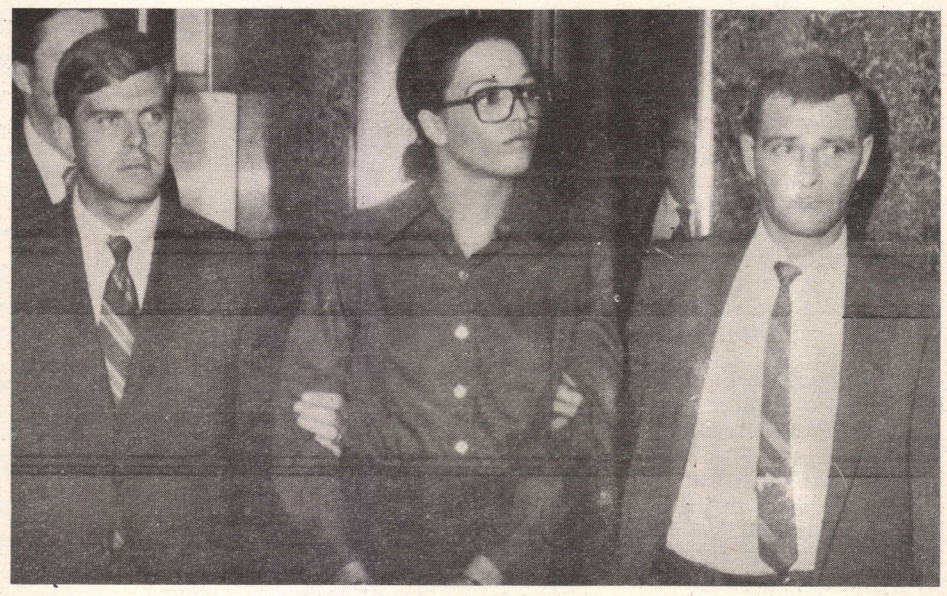
Et la liste des victimes, qui subissent l'horreur de tous les raffinements de torture inventés par les bourreaux du régime est interminable.

Mais comme les autres, la dictature argentine apprendra un jour ou l'autre que pour barbare qu'elle soit, la répression ne peut arrêter la marche des opprimés pour leur libération. Et ce jour là, les suppliciés seront vengés.

L. P.

AUX ÉTATS-UNIS

ANGELA DAVIS EN DANGER DE MORT



(Photo U.P.I.)

Il est bien connu que les notabilités des différents Etats des U.S.A. tiennent au particularisme de leur législation et que des difficultés d'extradition d'un Etat à l'autre permettent à bien des malfaiteurs d'échapper aux rigueurs de certaines poursuites. Mais pour Angela Davis, militante noire du Parti communiste américain, les choses se sont passées très rapidement : Nelson Rockefeller, le gouverneur « libéral » de l'Etat de New York, vient de faire confirmer l'arrêt d'extradition vers la Californie où le raciste Ronald Reagan, selon ses propres termes, entend bien « régler son compte » à Angela Davis.

Plus que jamais, les jours de la militante noire sont en danger puisqu'on sait déjà que le ministère public compte demander la peine de mort. Il reste que le verdict n'est pas encore prononcé et que les racistes sanguinaires du Sud qui rêvent d'une « solution finale » du problème noir peuvent être contraints de reculer. Cela dépend en tout premier lieu de l'ampleur de la protestation qui s'élèvera aux Etats-Unis même, et l'indignation commence déjà, dans les ghettos et sur les campus, à prendre une forme organisée, cela dépend aussi de la réprobation et de la pression que pourra exercer l'opinion publique mondiale et l'ensemble du mouvement ouvrier.

R.V.

RÉPUGNANT !

Un membre d'une synagogue ultra-orthodoxe de Jérusalem vient d'être exclu pour s'être procuré un « objet répugnant ». Cette information, communiquée par l'agence américaine « Associated Press » est de nature à provoquer les rêveries les plus osées et les plus incongrues sur ce qui se passe dans la tête d'un pratiquant de la Sainte Bible, et cela au cœur même de la ville sainte. Mais la suite du communiqué coupe court à toutes les élucubrations : M. Haïm Shlomo Tulkatzov, puisque tel est le nom de cet impie, a en effet osé se procurer un téléviseur qu'il a introduit chez lui. Mais on ne bafoue pas impunément la loi religieuse qui stipule que personne ne doit manger, boire ou s'asseoir à moins de quatre coudées de l'excommunié (il s'agit de ceux qui, sans être en règle avec la loi biblique apparaissent sur le petit écran). Aussi, M. Tulkatzov a-t-il été exclu de la secte.

Non mais, il faut bien faire respecter les traditions, face à cette masse arriérée d'Arabes !

F.D.

Autre cas d'intransigeance religieuse : des fanatiques ont empêché le déroulement du Grand Prix Auto d'Israël parce qu'il devait avoir lieu un samedi (jour sacré pour les Juifs) ! Il y eut même des bagarres entre les conducteurs mécontents et les empêcheurs de courir en rond !

(Ph. U.P.I.)

POUR PAYER

lutte ouvrière

moins de 1 F le numéro et soutenir son effort.

Abonnement 1 an : 50 F.

ABONNE-TOI !

D'OU VIENNENT LES OBSTACLES SUR LA ROUTE DE BERLIN ?

Une foule importante acclamait Willy Brandt lors de sa visite à l'Allemagne de l'Est. Le commerce a des exigences que la politique doit suivre. (U.P.I.)

LA semaine passée, tandis que Brejnev présidait à Berlin-Est une conférence des sept pays membres du Pacte de Varsovie, où il réaffirmait les grandes lignes de sa politique d'ouverture à l'Ouest et allait jusqu'à parler d'une solution possible du problème de Berlin tenant compte des « désirs des citoyens de Berlin-Ouest », Ulbricht, président de l'Allemagne de l'Est (R.D.A.), organisait, lui, un blocus en règle de l'autoroute conduisant à Berlin-Ouest : des contrôles des plus méticuleux obligeaient de nombreux véhicules à stationner de dix à douze heures sur place.

Il n'en fallut pas plus pour qu'aussitôt certains commentateurs politiques parlent de dissension profonde entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne de l'Est, entre Brejnev et Ulbricht.

Pourtant, depuis que les deux Allemagne existent, les contrôles routiers sur l'autoroute menant à Berlin-Ouest sont monnaie courante. Dès que l'Allemagne fédérale organise à Berlin-Ouest une manifestation ou une réunion qui laisse à penser qu'elle considère encore l'ex-capitale allemande comme une zone à reconquérir, la R.D.A. réagit violemment par le blocus routier.

Il n'y a donc rien de particulièrement original dans l'attitude de l'Allemagne de l'Est. Et surtout, cette attitude ne prouve en rien que la R.D.A. verrait d'un mauvais œil une politique de rapprochement avec Bonn.

L'Allemagne de l'Est intéressée au rapprochement avec l'Ouest

Cette politique, du côté des pays de l'Est, n'est d'ailleurs pas le seul fait de l'U.R.S.S. Il suffit de rappeler le passé récent où les dirigeants de l'Allemagne de l'Est n'ont nullement refusé de répondre à l'appel du pied de Brandt en participant à la rencontre « au sommet » des chefs des deux Allemagne.

Et surtout, quelle que puisse être la position personnelle d'Ulbricht dans cette affaire, les intérêts à plus longue échéance de l'Etat de l'Allemagne de l'Est commandent le rapprochement avec le monde occidental et en particulier avec la République fédérale.

Certes, la R.D.A., contrairement aux autres Etats dits de « démocratie populaire », doit son existence à la division du monde en deux blocs et, dans ce cadre, à la mainmise soviétique sur l'Europe de l'Est. Mais de là à conclure que hors de l'U.R.S.S. il n'y aurait pas de salut pour la R.D.A., il y a une marge ! Si la situation de l'Allemagne de l'Est diffère des autres démocraties populaires, ce n'est pas tant en raison de l'attitude particulière de l'U.R.S.S. à son égard, qu'en raison de l'attitude particulière à cet égard du monde occidental.

Le rapprochement dépend surtout de l'attitude de l'Allemagne de l'Ouest

Pendant des années, en effet, l' « Ouest », qui pourtant renouait des liens économiques et politiques avec la plupart des autres « satellites » de l'U.R.S.S., s'acharnait à clamer : « la R.D.A. connais pas ! ». D'où l'impossibilité pour l'Allemagne de l'Est, indépendamment des désirs éventuels de ses dirigeants, de prendre du champ par rapport à l'U.R.S.S.

Mais aujourd'hui, quelque chose est changé, et avant tout dans l'attitude de la République Fédérale Allemande. L'Allemagne de l'Ouest ne mise plus sur la possibilité de réintégrer à brève échéance la R.D.A. dans le giron d'une Allemagne réunifiée. Elle a des raisons de penser que l'existence des deux Allemagne est un fait pour une longue période, et qu'elle a intérêt à en tenir compte. Autrement dit, pour pouvoir faire des affaires avec la R.D.A., elle est prête à envisager l'éventualité de la reconnaître.

Une telle éventualité a de quoi enchanter les tenants de l'Etat de l'Allemagne de l'Est. Car elle signifierait que Bonn abandonne officiellement ses prétentions à représenter l'ensemble de l'Allemagne, et, partant, reconnaît la légitimité de la R.D.A. Le reste de l'Europe occidentale ne pouvant que suivre.

Reconnu par ceux qui le contestent le plus violemment aujourd'hui, l'Etat est-allemand n'aurait plus la seule U.R.S.S. comme protectrice. Il aurait par conséquent infiniment plus de chances d'alléger cette tutelle encombrante, contrepartie de la protection dont il ne peut se passer aujourd'hui.

Notons d'ailleurs que si les dirigeants est-allemands n'avaient pas raisonné de la sorte, ils n'auraient pas acquiescé à la politique de rapprochement, et Willy Stoph ne se serait pas déplacé en avril dernier pour serrer la main de Willy Brandt.

Entrave à la circulation, mais ouverture à la négociation

Ainsi donc, les récents incidents sur l'autoroute de Berlin ne sont nullement en contradiction avec la politique de la main tendue entre les deux Allemagne. Mais alors, pourquoi cette petite guerre qui fait couler tant d'encre ? Parce qu'en faisant barrage sur la route de Berlin, l'Allemagne de l'Est poursuit sa politique de négociation. mais par d'autres moyens que les pacifiques. Réaliste, elle ne veut pas lâcher la dot avant le contrat de mariage. Autrement dit, l'Allemagne de l'Est ne permettra la libre circulation entre Berlin et la R.F.A. que si cette dernière s'engage sérieusement sur la voie de la discussion sur la reconnaissance de l'Allemagne de l'Est.

Cette évolution vers le rapprochement entre les deux Allemagne passera dans l'avenir par bien des aléas encore. Car si les deux Allemagne ont en fin de compte toutes les deux intérêt à ce qu'il se fasse, sa réalisation n'est pas commode, et bien des obstacles restent à franchir. Le moindre n'est pas, soit dit en passant, le fait que la coterie qui dirige actuellement l'Allemagne de l'Est a des raisons de craindre que, pour avoir trop lié son existence à une politique pro-russe à outrance, elle soit éliminée au cours de ce processus de rapprochement.

En tout état de cause, la tendance de l'Allemagne de l'Est à se rapprocher de l'Allemagne de l'Ouest n'est pas un simple sous-produit de la politique actuelle de l'U.R.S.S. L'Allemagne de l'Est a ses raisons propres de regarder du côté de Bonn, raisons qui ne sont pas celles de Moscou. Et à l'avenir, personne ne saurait affirmer que ce ne sera pas l'U.R.S.S. plutôt que l'Allemagne de l'Est, qui sèmera des incidents de parcours sur la route qui mène à Berlin.

Michelle VERDIER

La monnaie européenne :

Une utopie en régime capitaliste

La planche à billets, aux mains de chaque Etat, est un instrument trop utile pour que les bourgeoisies nationales acceptent de s'en dessaisir.

LES ministres des Six, réunis à Bruxelles, ont entrepris la discussion des propositions inspirées du rapport Werner, en vue d'aboutir à la création d'une union économique et monétaire : l'étape finale de cette union devant être la création d'une monnaie commune.

Le but est ambitieux et malgré l'optimisme affiché lors des premières entrevues, personne ne cache que celui-ci est fort lointain.

Aux dires des partenaires du Marché Commun, il faudra dix ans, non pour créer la monnaie européenne, mais pour mener à bien la « fixation irrévocable des rapports de parité permettant d'aboutir à l'adoption d'une monnaie unique ». Et encore, pour certains, telle la France, ce délai nécessaire pour poser les premiers jalons apparaît comme trop court.

Mais ce qui laisse présager que la montagne accouchera d'une souris, c'est que d'entrée, les vrais problèmes sont mis de côté. En effet, la commission écarte la création d'un centre de décision pour la politique économique, se refusant dit-elle à préjuger de la répartition des pouvoirs entre les institutions communautaires et les Etats membres.

Autant dire que l'on ne voit guère dès lors sur quoi pourrait bien être fondée cette monnaie commune ?

La monnaie, instrument aux mains de chaque bourgeoisie

Si chaque monnaie nationale était librement convertible en or, autrement dit si, en dernier ressort, chacune ne faisait que représenter une certaine quantité de métal jaune de valeur universellement acceptée, l'unification des monnaies serait concevable.

Mais l'ennui, c'est que dans aucun des pays européens, pas plus qu'ailleurs, la monnaie n'est plus convertible. Et depuis belle lurette, la valeur de chacune d'elles est à l'exacte mesure de la confiance que l'on veut bien lui accorder, et le seul fondement de l'acceptation de chacune d'elles à l'intérieur d'un pays n'est justement pas sa valeur, mais la trique du gendarme de l'Etat national du dit pays.

Il n'y a pas de monnaie purement fiduciaire et à cours forcé sans un Etat qui en impose l'usage. Et dans une certaine mesure, le contraire est aussi vrai, surtout à notre époque de décadence du capitalisme : il n'y a pas d'Etat qui se respecte sans monnaie propre qu'il peut tripatouiller à sa guise.

La bourgeoisie de chacun des pays européens a besoin de son Etat pour se faire protéger face aux bourgeois du pays voisin, ainsi que pour se faire aider de subventions et de commandes d'Etat de toutes sortes. Et pour chacun de ces Etats, faire marcher la planche à billets est un moyen commode pour faire face à ses obligations envers sa bourgeoisie. Aussi, rien d'étonnant à ce qu'aucun ne se presse de s'en dessaisir.

Pas d'unité monétaire sans unité politique

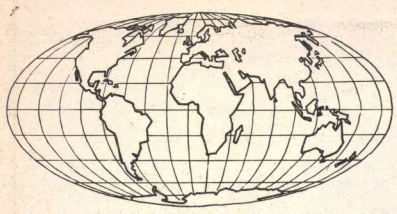
Parler d'unité monétaire tout en laissant de côté l'unité politique et économique, c'est mettre la charrue avant les bœufs, sans compter que ces derniers tirent chacun de leur côté.

Et l'unité politique, pour les mêmes raisons de défense des diverses bourgeoisies nationales, n'est pas près de voir le jour.

Tout au plus, les capitalistes peuvent-ils créer à l'échelle européenne l'analogue du Fonds Monétaire International, c'est-à-dire une banque qui garantisse les monnaies nationales utilisées en paiement par les différents pays, grâce à un fonds créé en commun.

Si tant est qu'une telle banque se constitue, l'on serait encore loin, très loin d'une monnaie européenne, car celle-ci ne peut se concevoir qu'avec la disparition des Etats nationaux. On n'en est certes pas là.

R. D.



DANS LE MONDE

GRANDE-BRETAGNE

Les travailleurs en lutte contre le gouvernement

CINQ CENT MILLE travailleurs anglais ont fait grève le 8 décembre à l'appel du « Comité de liaison de défense des syndicats » **pour protester contre les projets de loi anti-grève du gouvernement.**

Les organisateurs de cette grève à l'échelle nationale ont pu dire que c'était la plus grande grève politique depuis 1926.

En Grande-Bretagne, les syndicats, les « Trade Unions » **sont très liés à l'appareil d'Etat. Lorsque les travaillistes étaient au pouvoir, ils s'opposaient à toutes les grèves. Traditionnellement, la direction des** « Trade Unions » **représente la droite du parti travailliste (le parti socialiste anglais) et non la gauche. Maintenant que les travaillistes ont été remplacés au gouvernement par les conservateurs, les syndicats soutiennent moins officiellement le gouvernement, mais n'en défendent pas pour autant le niveau de vie des travailleurs anglais face à la vie chère.**

Mais depuis plusieurs années, des grèves importantes ont secoué l'Angleterre et ces grèves se multiplient, grèves qui ne sont pas déclenchées par les syndicats et que pour cela on nomme « sauvages ».

Ces grèves sauvages sont le plus souvent organisées par les militants d'une institution ouvrière anglaise particulière : les « shop-stewards ». **Ces** shop-stewards **sont des délégués d'atelier qui, contrairement aux délégués ouvriers français, ne dépendent pas des syndicats. Les** shop-stewards **dépendent directement des travailleurs.**

C'est cette institution des shop-stewards **que le gouvernement anglais voudrait briser, en instituant contre les grèves sauvages, non organisées par les syndicats dans les formes réglementées par les nouvelles lois, des sanctions financières (dommages et intérêts), sociales (licenciements) et même pénales.**

Mais le gouvernement — conservateur — se heurte à l'opposition des travailleurs et à la réaction des shop-stewards **qui, sous l'impulsion des militants, principalement ceux du parti communiste anglais, prennent conscience du rôle qu'ils jouent à l'échelle nationale et viennent actuellement de remporter un succès en organisant cette grève de 500.000 travailleurs. Notons que l'attitude des militants du parti communiste anglais serait, en France, jugée gauchiste par le P.C.F.**

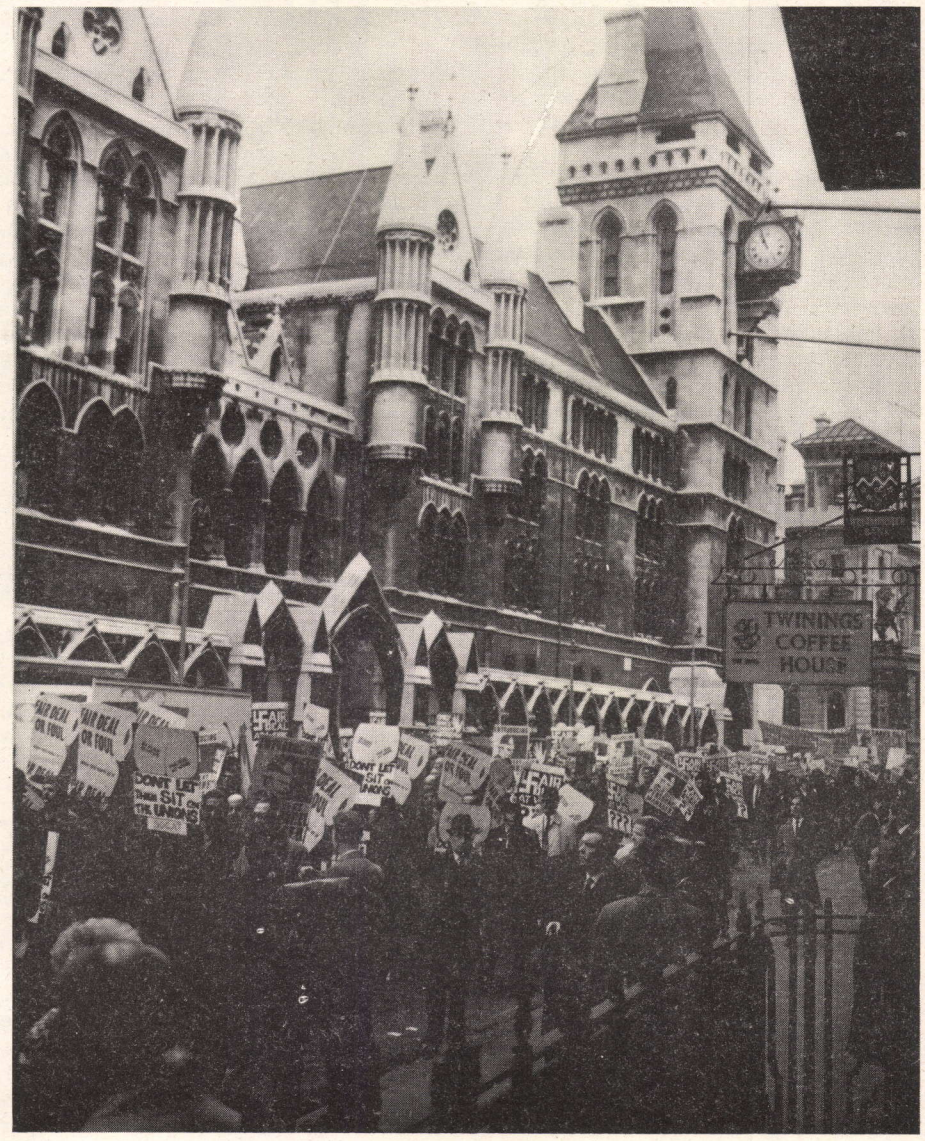
Entre le gouvernement et les shop-stewards, **c'est donc l'épreuve de force. La grève nationale du 8 décembre était politique. Le Premier ministre, Heath, a dénoncé** « un petit groupe de gens parlant très fort, s'efforçant de promouvoir par l'agitation leurs objectifs politiques d'anarchie... ».

Le gouvernement voudrait bien aussi ne pas céder aux 125 000 électriciens qui font la grève du zèle pour 20 % d'augmentation ; il cherche à dresser contre eux la population. Briser cette grève lui permettrait de porter un coup d'arrêt à la vague de revendications salariales.

Mais pour les syndicats, les Trade-Unions, **il n'est cependant pas de neutralité possible. Ils doivent choisir. Après avoir condamné sans trop de conviction le mouvement du 8 qu'ils jugeaient trop politique, les** Trade-Unions **préparent une grève nationale pour le 12 janvier, grève qu'approuvent, bien sûr, les** shop-stewards.

Il n'est pas possible de dire encore qui sortira vainqueur du conflit, la classe ouvrière ou le gouvernement ; mais une chose est certaine, les travailleurs anglais ne sont pas prêts à se laisser faire sans combattre. C'est ce qu'ont montré les 500.000 grévistes.

Louis BERTRAND.



Les travailleurs de Londres manifestent : parmi les affiches, certaines proclament : « Ne les laissez pas s'asseoir sur les syndicats », d'autres, sous la photo d'un bobby, précisent : « Votre prochain directeur du personnel. »

(Photo U.P.I.)

LES PRINCIPAUX CENTRES DE LA GREVE

A Londres, à Liverpool ce sont les dockers qui ont été au centre du mouvement. A Meyerside (dans la région de Liverpool), ils ont été rejoints par 100.000 ouvriers du bâtiment et de la construction navale. Ils étaient 100.000 grévistes également à Manchester appartenant cette fois à différents secteurs de la métallurgie, à l'imprimerie et au bâtiment.

En Ecosse, ils étaient 20.000 à Glasgow, 25.000 à Dundee et 25.000 à Paisley et parmi ces derniers les travailleurs de Chrysler.

A Birmingham, ville où le parti communiste a une influence certaine, les 15.000 grévistes se trouvaient principalement dans les industries automobiles et annexes.

Enfin signalons qu'à Londres une manifestation de 20.000 personnes a regroupé outre des dockers et des imprimeurs, des enseignants et des étudiants.

DE L'EFFICACITÉ ET DES LIMITES DU TERRORISME

POUR la quatrième fois en l'espace de quelques mois, une organisation révolutionnaire brésilienne a enlevé un diplomate étranger, en l'occurrence l'ambassadeur suisse.

Comme à l'accoutumée, les bonnes âmes y vont de leur petit couplet pour marquer leur réprobation à l'égard de ces terroristes qui mêlent ainsi un paisible citoyen d'un pays paisible à ces sanglants règlements de compte entre Brésiliens. Laissons ces moralisateurs moraliser, leur morale n'est pas la nôtre.

S'il est un cas où les actions terroristes sont parfaitement légitimes du point de vue de la morale révolutionnaire, c'est bien celui-là.

Un pays qui est gouverné par une des dictatures les plus féroces de ce monde où, pourtant, les dictatures ne manquent pas.

Un pays où l'on pourchasse, torture et parfois abat sans la moindre forme de procès, tous ceux qui ont la moindre velléité oppositionnelle. Un pays où la police organise elle-même, au vu et au su de tout le monde, des bandes de tueurs sans uniforme pour assassiner ceux que les tueurs en uniforme de la police n'auraient pas pu atteindre.

Eh bien, dans un pays comme celui-là, si les révolutionnaires ont la possibilité d'arracher quelques-uns de leurs camarades, en enlevant un diplomate, ils ont le droit de le faire dans la mesure où ils n'ont pas d'autres possibilités. Même si ce diplomate est l'ambassadeur de la paisible Suisse qui, toute neutre qu'elle soit, vient d'expulser deux révolutionnaires brésiliens. La Suisse étant au demeurant le troisième investisseur occidental au Brésil et comme telle, une des principales puissances impérialistes au profit de qui sévit la dictature brésilienne. Soldat du capital suisse, l'ambassadeur assume pour une fois les risques inhérants au métier qu'il s'est choisi.

Comte tenu de ce qu'est la dictature brésilienne, cette action de guerrilleros brésiliens est sans nul doute comprise, sinon approuvée, par la grande majorité des opprimés du Brésil. C'est là de leur part un acte de légitime défense. Acte au demeurant efficace, car les trois précédents enlèvements de diplomates au Brésil se sont traduits par la libération de plusieurs dizaines de détenus politiques. Cette fois encore, il se peut que le gouvernement brésilien négocie l'élargissement de l'ambassadeur suisse contre la libération de soixante-dix emprisonnés.

Cependant, ce même rapt de diplomate qui illustre ce qu'une action terroriste peut avoir d'efficace et de parfaitement légitime dans certaines circonstances et en fonction d'un certain objectif, illustre par la même occasion quelles en sont les limites.

En effet, les guerrilleros du VPR ne se sont pas contentés de réclamer que l'on relâche ceux des leurs qui croupissent en prison. Ils y ont ajouté, en autres exigences que le gouvernement assure... la gratuité des transports pendant quelques jours aux habitants de Rio. Pensaient-ils réellement l'obtenir, ou était-ce un simple geste de propagande, peu importe finalement. Dans un cas comme dans l'autre, de toute évidence, il s'agissait de la part des militants du VPR de montrer à la population pauvre de Rio que l'on se préoccupe d'elle, que l'on essaie d'obtenir pour elle satisfaction au moins sur un problème qui la concerne.

C'est bien là une façon d'intellectuel de se « préoccuper » des couches les plus pauvres de la population et de leurs problèmes. Mais ce n'est pas de ce type de préoccupation que les travailleurs ont besoin, pas plus qu'ils n'ont besoin de ce qu'une organisation terroriste enlève demain un autre ambassadeur pour négocier sa remise en liberté contre — qui sait ? — la réduction du temps de travail ou une augmentation substantielle des salaires.

Les travailleurs — pas plus au Brésil qu'ailleurs — n'ont besoin de tels « samouraïs », défenseurs sans peur d'un peuple apathique. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », cette phrase centenaire n'a rien perdu de son actualité.

Etre révolutionnaire socialiste, ce n'est pas poser des bombes afin d'obtenir pour la classe ouvrière ce qu'elle n'obtient pas elle-même. Ce n'est pas de substituer, à l'action consciente de la classe ouvrière, le terrorisme de quelques intellectuels, fussent-ils courageux et désintéressés. Non, être révolutionnaire, c'est élever la conscience de la classe ouvrière, lui donner le sentiment de sa force et le goût de s'organiser, pour qu'elle balaie elle-même toute la pourriture du monde capitaliste. Tous les « sauveurs » qui prétendaient sauver la classe ouvrière en dehors d'elle-même n'ont fait jusqu'à présent que forger pour elles de nouvelles chaînes.

Seulement, pour élever la conscience des travailleurs, l'action terroriste ne suffit pas...

Georges KALDY.

LA NOUVELLE HAUSSE DU TARIF DES TRANSPORTS EN COMMUN EST UNE PROVOCATION !

Comme à Alfortville, manifestons notre mécontentement. (Photo L.O.)

C'EST le comble !
Le gouvernement va procéder dès janvier à une nouvelle hausse du tarif des transports en commun.

Une nouvelle hausse, mais pourquoi faire ? Pour continuer à être transportés comme du bétail ? Pour continuer à être entassés, pressurés, piétinés, bloqués pendant de longues minutes dans ces souterrains puants ? Pour continuer à attendre en plein vent, dans un froid glacial, sur des quais sinistres ou à des arrêts de bus calamiteux ? Pour supporter les pannes, les retards, les bousculades ? Pour accepter de perdre des heures si précieuses de notre temps de repos, à s'épuiser, debout, à la limite de l'étouffement ?

Une nouvelle hausse pourquoi faire ?

En trois ans le prix du carnet de métro aura plus que doublé. 100 % d'augmentation et pour quel résultat ? Pour rien. Non seulement aucune amélioration notable du réseau ou du matériel n'a été apportée, mais encore depuis trois ans, la situation n'a pas cessé d'empirer. Elle est aujourd'hui *catastrophique*.

Les pouvoirs publics ne l'ignorent pas. Et pour cause ! Ils en sont responsables ! Ils se sont contentés pendant près de cinquante ans d'un réseau de transports hérité du début du siècle.

Alors qu'en 50 ans la région parisienne est passée de moins de six millions d'habitants à plus de 10 millions aujourd'hui. Alors que des cités-dortoirs se sont construites à 30, 40 ou 50 kilomètres de Paris dans la plus totale anarchie, alors que de plus en plus nombreux les travailleurs parisiens ont dû s'exiler de plus en plus loin dans ces blocs de béton à « loyer modéré ». Alors que l'insuffisance et la structure même du réseau conduisent à des déplacements illogiques et monstrueux. Alors que le vieux matériel craque et cède de partout. Alors que les gares embouteillées sont de plus en plus souvent obligées d'interrompre le trafic des trains de banlieue. Alors qu'on ne peut plus circuler dans Paris, parce que, palliant l'insuffisance des transports publics, la voiture individuelle draine des centaines de milliers de parisiens et banlieusards à travers la capitale. Alors que la colère des usagers commence à s'exprimer tout haut dans les journaux, les rues, les mairies, la radio. Alors... le gouvernement « découvre » le problème et décide de donner la « *priorité aux transports en commun* ».

Belle fumisterie ! Quand les automobilistes qui paralysent Paris aux heures de pointe, laisseront leur voiture pour prendre le métro, où va-t-on les caser ? Combien parviendront à pénétrer dans des wagons qui regorgent et dégorgent comme des oies trop gavées.

Tout cela c'est du mensonge ! Du mensonge éhonté ! Les pouvoirs publics se moquent de nous. Ils se moquent de nos peines et de nos fatigues. Ils nous crachent leur mépris au visage.

Ils prétendent donner la priorité aux transports en commun et veulent seulement nous faire payer leur propre incurie.

Eh bien non, nous n'avons que trop payé. Et trop payé pour être de plus en plus mal servis. Aujourd'hui, nous en avons assez et nous entendons le dire de plus en plus haut, de plus en plus fort, jusqu'à être entendus.

On ne nous transporte pas, on nous roule !

NON A LA HAUSSE DES TARIFS !

Colette BERNARD.

ROME VILLE OUVERTE

TOUT comme Paris, Rome connaît ses embarras ! Les embouteillages y seraient devenus permanents, la circulation paralysée à un degré tel que l'économie de la capitale italienne en serait menacée. Aussi, pour sauver Rome de l'asphyxie qui la menace, le gouvernement aurait envisagé de rendre les transports en commun gratuits d'ici 1971. Le but recherché par les dirigeants italiens est de décourager les Romains de prendre leur voiture en les invitant à utiliser des transports en commun devenus gratuits.

Ce projet viserait aussi à réduire leur déficit. L'idée n'est pas nouvelle. Elle avait déjà été avancée il y a quelques années à Paris, où l'on avait calculé que rendre le métro gratuit aurait été moins coûteux pour la R.A.T.P. grâce à la suppression des frais engagés par la fabrication des billets et leur impression, leur poinçonnage et leur contrôle. A Rome, on vient probablement d'effectuer ce calcul et d'en tirer la conséquence : les transports en commun gratuits sont finalement moins onéreux pour l'Etat.

M. Mondon, à l'heure où il se propose une fois de plus d'augmenter de façon scandaleuse le prix des transports en commun de la région parisienne, ferait bien de réfléchir à cette idée !

PARIS : Plus de 3000 personnes au meeting Lutte Ouvrière - Ligue Communiste

ORGANISE en commun par notre tendance et la Ligue Communiste sur le thème : les luttes ouvrières, les syndicats et les révolutionnaires, le meeting du 7 janvier rassembla une assistance nombreuse et enthousiaste dans la grande salle de la Mutualité à Paris.

Plus de 3.000 personnes présentes purent tout d'abord entendre Jean Metais, de la Ligue Communiste, qui ouvrit la réunion en présentant un panorama des mouvements qui se sont déroulés ces dernières semaines en France.

Puis des militants d'entreprises relatèrent leurs expériences. Un militant de la Ligue, travaillant à l'usine Babcock à La Courneuve présenta, de manière fort pittoresque, l'atmosphère de son entreprise et les problèmes qui s'y posent. Dirigeant de l'Union départementale CGT de l'Eure, responsable des syndicats de la vallée de l'Andelle, Hernot, qui vient de donner son adhésion à la Ligue Communiste, raconta avec maints détails, ses démêlés avec les staliniens qui contrôlent l'appareil de la CGT.

Des militants de notre tendance, militants syndicalistes, prirent la parole pour raconter les grèves qui se sont déroulées ces derniers temps dans leur entreprise, et dans lesquelles ils intervinrent. Un camarade délégué CGT postier, un camarade délégué FO des secteurs fabrications de l'usine Roussel Uclaf de Romainville, un autre, secrétaire du syndicat CFDT à l'Alsthom-Delle à Saint-Ouen donnèrent trois exemples d'intervention des révolutionnaires dans les entreprise. (Nous avons d'ailleurs relaté dans de récents numéros de **Lutte Ouvrière** ces mouvements.)

Puis, François Duburg, de notre rédaction, conclut. A partir d'une vingtaine d'exemples de luttes dans lesquelles nos camarades étaient intervenus depuis la rentrée, il montra que si les révolutionnaires ne peuvent pas tout, ils peuvent néanmoins jouer un rôle non négligeable dans les combats qu'engagent les travailleurs actuellement. La preuve en est que partout où un mouvement se développa, et où il y avait un camarade de notre tendance, il put intervenir dans ce mouvement et y jouer, sinon toujours un rôle dirigeant, du moins influer sur son déroulement.

La leçon est réconfortante, car elle montre les possibilités qui s'offrent à nous actuellement. Mais elle nous met en même temps devant nos responsabilités. Les militants révolutionnaires présents dans les entreprises ont un rôle à jouer et doivent le jouer. Mais ils sont loin d'être partout. Et les possibilités entrevues à travers quelques exemples doivent inciter tous ceux que préoccupe l'avenir du mouvement révolutionnaire en France à tendre tous leurs efforts pour accroître cette présence active dans les entreprises.

A l'occasion de cette réunion fut présentée une interview filmée de Léon Trotsky. Et si la qualité technique de ce document — réalisé en 1932 — laissait à désirer, ce n'est pas sans émotion que nous vîmes sur l'écran celui qui joua un si grand rôle dans les luttes révolutionnaires internationales, et dont l'expérience et les écrits guident aujourd'hui notre action.

L'impression qui se dégagea de cette réunion incite à l'optimisme. Car la démonstration y a été faite que nos deux tendances pouvaient se retrouver dans la même salle pour y discuter de leurs expériences respectives. Et cet échange, nous ne pensons pas que les camarades de la Ligue nous contrediront, constitua pour chacun un apport.

Et s'il fallait illustrer l'intérêt de ces meetings communs, il suffirait de rappeler cette déclaration du camarade Hernot, à la tribune, qui nous dit avec émotion que si, aujourd'hui, il se trouvait parmi nous, c'est que, en 1969, il assistait à un meeting organisé par nos deux tendances, et qu'il vit, ce jour-là les possibilités offertes par les révolutionnaires.

J.-P. VIAL.

MOTION ADOPTEE PAR LES PARTICIPANTS AU MEETING DU 7 DECEMBRE

Trois mille personnes réunies à l'appel de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste à la Mutualité, à Paris, le lundi 7 décembre :

— dénoncent le nouveau crime préparé par le régime franquiste contre des militants basques et la répression qui s'abat aujourd'hui sur l'Espagne et plus particulièrement le peuple basque ;

— affirment leur soutien avec les militants emprisonnés et tous ceux qui, à travers l'Espagne, luttent pour empêcher l'assassinat de Izko et ses camarades ;

— proclament leur solidarité totale aux travailleurs d'Espagne dont les combats actuels annoncent la rentrée décisive sur la scène politique de la classe ouvrière espagnole et sonnent le glas du régime franquiste.

25 MILLIARDS ENGLOUTIS PAR LA GUERRE AU TCHAD, VOILA OU PASSENT LES IMPOTS PAYÉS PAR LES TRAVAILLEURS

Une croisade qui n'aura pas coûté cher au gouvernement. (Photo A.F.P.)

UN récent rapport de M. Le Theule — député UDR — devant la commission de la Défense Nationale a révélé que les opérations militaires menées par la France au Tchad ont coûté 253 millions de francs entre 1969 et 1970 soit 25 milliards d'anciens francs.

25 milliards pour mener une guerre de répression et imposer au peuple tchadien le gouvernement haï, corrompu et meurtrier de Tombalbaye !

25 milliards pour sauvegarder, dans ce fief des trusts français du coton, les profits de quelques grands magnats du textile... pour que M. Boussac puisse prendre une demi-retraite dorée sur toutes les coutures !

25 milliards que le gouvernement a prélevé, par les impôts, dans la poche des travailleurs, des petits commerçants, des artisans, en un mot dans la poche des contribuables.

25 milliards, cela fait cinq francs nouveaux pris dans la poche de chacun des cinquante millions d'habitants de la France, jeunes et vieux, riches et pauvres.

Quand il s'agit de sauver la vie d'enfants, de construire des hôpitaux ou de payer des chercheurs, le gouvernement organise des collectes et fait appel à la

A votre bon cœur. (Photo A.F.P.)

charité publique. L'argent des impôts sert à entretenir une armée, des policiers et des juges qui condamnent et emprisonnent ceux qui ne peuvent pas payer leurs impôts et les taxes de toutes sortes qui pleuvent sur le dos des plus humbles.

Si l'Etat n'était pas au service des plus riches, si les masses populaires avaient le contrôle de l'argent prélevé grâce aux impôts, on trouverait alors de quoi faire vivre décemment les vieillards, on trouverait alors les capitaux nécessaires pour faire progresser la recherche médicale. Et ce serait les militaires qui iraient mendier les ressources nécessaires à leur entretien et à leur besogne sur la voie publique. Parions sans crainte, que les aumônes qu'ils recevraient alors dans leurs képis étoilés ne leur permettraient pas de faire beaucoup de mal à l'humanité.

Nicole CLANCIER.

AUX ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

Les directions générales contre les employés

SUITE à la pétition (demandant une augmentation uniforme de 100 F pour tous) qui a recueilli 1.378 signatures et qui a circulé à l'initiative d'employés syndiqués (dont des délégués « dissidents » CFDT, FO et CGT) et non syndiqués, les trois syndicats des A.G.F. se sont finalement décidés à recevoir officiellement des représentants du groupe d'employés (dont des militants de notre tendance) qui était à l'origine de cette initiative (voir Lutte Ouvrière **n° 119 et page 17 du présent numéro).**

Lors de cette entrevue, les syndicats refusèrent tous de reprendre la revendication du personnel à leur compte.

La CGT déclara avoir son programme (6 % d'augmentation avec un minimum de 65 F, pas de salaire inférieur à 1.000 F) et ne pas être disposée à en changer ne fut-ce qu'une ligne.

La CFDT, sous prétexte de ne pas vouloir porter tort aux cadres, refusait le principe d'une revendication entièrement uniforme.

FO, pour sa part, se déclarait prête à se rallier au mouvement si... 90 % du personnel suivait et si... les autres syndicats étaient d'accord, avec cette revendication.

Dans le même temps, des militants de la CGT, appartenant pour la plupart au PCF, passaient dans les bureaux pour faire signer une pétition approuvant les augmentations hiérarchisées. C'était bien la première fois que ces militants attachaient tellement d'importance à l'opinion des employés.

En fait, c'est là le seul moyen qu'a trouvé la direction de la CGT pour tenter de dépasser les 1.378 signatures de la pétition « gauchiste » et de prouver ainsi que ses revendications correspondent bien à la volonté de l'ensemble des travailleurs.

Et de ce point de vue, la lutte, pour imposer que les organisations syndicales tiennent compte des aspirations des employés, ne fait que commencer.

Correspondant L.O.

Confidentiel :

LE GOUVERNEMENT ABAISSERA LA DUREE MAXIMALE DU TRAVAIL...

MAIS LES TRAVAILLEURS NE S'EN APERCEVRONT PAS

LE premier ministre Chaban-Delmas annonce, dans une lettre adressée à Bergeron, secrétaire général de la C.G.T.-Force Ouvrière, que le gouvernement va déposer un projet de loi visant à réduire la durée maximale du temps de travail.

Il est évident qu'il s'agit d'une misérable manœuvre pour répondre à l'accord C.G.T.-C.F.D.T. portant, entre autres, sur l'unité d'action pour aboutir à une diminution de la durée hebdomadaire du travail.

C'est à F.O. seule que le premier ministre s'adresse, comme s'il s'agissait de démontrer que cette organisation est bien l'interlocuteur en qui il a confiance.

Mais Chaban se moque vraiment des travailleurs. A qui veut-il faire croire qu'une heure ou deux en moins sur une durée maximale de 54 heures, car c'est bien de cela qu'il s'agit, peut satisfaire les travailleurs et les faire renoncer à revendiquer le retour aux 40 heures.

Il ne faut pas oublier que cette « durée maximale » est une moyenne hebdomadaire calculée sur l'ensemble d'un trimestre. Cela laisse donc aux patrons une marge de manœuvre assez large avant d'enfreindre la loi actuelle. Selon leur bon vouloir et selon les aléas des commandes, ils peuvent impunément faire faire à leurs ouvriers des semaines de 60 ou 65 heures du moment que les heures sont habilement ventilées dans le trimestre.

L'objectif de la classe ouvrière est le retour immédiat aux 40 heures. Et tous les « mots doux » du gouvernement à sa centrale syndicale préférée ne masqueront pas la réalité : la semaine de travail reste, en France, l'une des plus longues d'Europe. En 36 les quarante heures étaient acquises. Depuis on n'a pas cessé de faire du chemin... à l'envers. L'augmentation des cadences, la division de plus en plus poussée du travail, les divers progrès techniques ont entraîné une productivité de plus en plus grande. Et en fonction de cela, aujourd'hui, c'est 30 heures que les travailleurs devraient faire.

En attendant le gouvernement a tout de même un drôle de cynisme pour penser que les travailleurs puissent se laisser duper par ses misérables manœuvres. Et cela juge les responsables syndicaux qui ont accusé réception de la lettre ministérielle sans sourciller, sans relever l'injure, et sans dire à Chaban à quoi sa lettre était tout juste bonne.

Anne GARBE.

Sur plainte de la C.F.T.

ANNULATION DES ELECTIONS DE DELEGUES DU PERSONNEL Ier COLLEGE A BILLANCOURT

LES élections de délégués du personnel 1er collège viennent d'être cassées, aux usines Renault de Billancourt, par un jugement du tribunal de Boulogne.

La direction est donc condamnée à organiser de nouveau des élections. A l'origine de l'annulation de ces élections une plainte, déposée par le S.I.R. (C.F.T.) Syndicat Indépendant Renault. Traditionnellement, depuis des années, ce syndicat, puisqu'il se donne ce nom, présente une liste qui recueille environ 3 % des voix.

En dehors de se présenter aux élections, le S.I.R. a la caractéristique d'être le syndicat fantôme de l'usine et jamais un de ses représentants n'ouvre la bouche devant la direction générale ou les directions de département. Si bien que lors de la réunion mensuelle de délégués, il laisse son tour aux autres syndicats pour défendre les revendications des travailleurs.

Il y a quelques mois, tout de même, il s'est manifesté, brièvement il faut dire, mais ce n'était que pour soutenir l'actionnariat et la politique d'intéressement du gouvernement.

La C.F.T. à laquelle est affilié le S.I.R. est donc pratiquement inexistante chez Renault, et par le nombre de ses délégués, et par son activité.

Ce syndicat existe cependant dans d'autres usines, telles Simca et Citroën.

Il est inutile de revenir sur le rôle que joue la C.F.T. dans ces usines ou elle n'existe que par la volonté de la direction de Simca ou de Citroën, et où elle fait régner l'arbitraire le plus complet, le manque de liberté, le racisme vis-à-vis des travailleurs immigrés, et aussi la terreur vis-à-vis des ouvriers et syndicalistes qui osent revendiquer, protester, ou qui n'ont pas la carte C.F.T. en poche.

Dernièrement, dans son fief de Simca-Poissy, la C.F.D.T. et la C.G.T. sont parvenues à faire annuler et remettre les élections, pour fraude de la C.F.T., et à cause des pressions exercées sur le personnel. Les nouvelles élections se sont traduites par un déplacement de plusieurs milliers de voix qu'ont repris à la C.F.T., C.G.T. et C.F.D.T., ce qui est la meilleure preuve qu'il y avait bien des fraudes.

C'est sans doute pour se venger de cela que la C.F.T. a essayé de rendre la monnaie de leur pièce à la C.G.T. et à la C.F.D.T. chez Renault.

Mais là il ne fait guère de doute que les nouvelles élections ne donneront pas à la C.F.T un iota de voix supplémentaire.

Correspondant L.O.

revue de la presse d'extrême-gauche

LE PROCES DE BURGOS

rouge
hebdomadaire d'action communiste

Dans son numéro du 7 décembre (n° 91), Rouge consacre de longs développements au procès de Burgos et à la situation en Espagne. On peut notamment lire :

« Avec l'annonce du procès contre les révolutionnaires basques, au mois d'octobre, une mobilisation des larges couches de la population a commencé en Espagne ; elle acquiert une ampleur extraordinaire dans les actions de ces derniers jours, liée aux conflits aigus entre les diverses fractions de la bourgeoisie, qui réapparaissent au grand jour.

« Cette mobilisation commencée par la journée pour l'amnistie du 3 novembre, c'est le mouvement étudiant qui, avec les couches d'avant-garde de la classe ouvrière, a joué un rôle politique important en se reconstituant lui-même après la longue crise de fin 1968 et en aidant à l'extension des luttes ouvrières.

« Après cette première phase de la mobilisation, qui a obligé le gouvernement à reculer le procès, on a assisté à une série de prises de position de divers secteurs démocratiques de la bourgeoisie, lesquels, devant l'impopularité du procès, ont demandé instamment d'adoucir la peine qui est requise contre les militants basques.

« La fermeté du gouvernement montrait clairement que, malgré la crise qui était en train de se reproduire, on voulait faire de ce procès une démonstration des capacités répressives du franquisme, soutenu par la grande bourgeoisie. C'est pourquoi confondre les militants de l'E.T.A. avec des délinquants de droit commun et les attaquer comme « ennemis de l'unité de l'Espagne ».

« Malgré ces manœuvres, malgré la répression qui continue à s'abattre sur le mouvement étudiant et les dirigeants ouvriers, les luttes de ces derniers jours ont pris une importance et une extension énormes :

« C'est ainsi que la situation qui se développe actuellement en Espagne donne au procès contre les révolutionnaires basques une signification extraordinaire : la grande bourgeoisie se trouve dans la nécessité de durcir sa politique répressive, mais elle risque de perdre le soutien politique de la part des couches importantes de sa propre classe, dans cette initiative. Les institutions qui étaient les moyens de contrôle sur la population ne peuvent plus jouer leur rôle : l'Eglise et l'armée se trouvent déchirées entre divers secteurs politiques et perdent ainsi le monolithisme qui était le seul garant du maintien de l'ordre franquiste ; le « syndicat » franquiste, le C.N.S., condamné à disparaître, ne peut plus jouer que le rôle de flic, de plus en plus isolé, dans les entreprises. Dans ce contexte, le mouvement ouvrier, malgré sa faiblesse organisationnelle, a développé des actions d'une ampleur telle qu'elles le font apparaître comme le seul capable de donner une issue à cette crise. »

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Informations ouvrières **(n° 498, semaine du 2 au 9 décembre), écrit d'autre part :**

« Seule l'action du prolétariat, à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, peut sauver Izko et ses camarades. Ce ne sont pas les discrètes pressions des « libéraux », ni l'intervention des évêques qui y parviendront. Ces démarches, en effet, sont déjà la conséquence de l'action des travailleurs et des étudiants. Elles ont pour objet de mettre Franco en garde contre les risques qu'il prendrait en poussant ses desseins jusqu'à exécution et de tenter aussi de dédouaner une partie de la bourgeoisie. On ne peut d'ailleurs qu'être frappé de la timidité et la veulerie de ces démarches : la bourgeoisie espagnole craint pour son avenir en dehors de l'homme à qui elle s'identifie depuis plus de trente ans.

« Le 3 novembre dernier à Madrid, les corporations du Livre et du Labeur ont fait grève à 90 % en solidarité avec leur camarade typographe Izko, tandis que des arrêts de plusieurs heures avaient lieu dans les grandes usines métallurgiques de la banlieue madrilène. Les manifestations contre le procès se multiplient dans les universités et les grandes écoles dont le fonctionnement est paralysé. Le souvenir de l'assassinat de Grenade est encore frais dans toutes les mémoires : le prolétariat espagnol se mobilise dans ses profondeurs pour empêcher Franco d'atteindre ses fins.

« Dans son action, il faut qu'il puisse compter sur l'action massive, sur un terrain de classe, des autres classes ouvrières et notamment de celle à laquelle il est le plus lié, dont il s'est toujours senti le plus proche : la classe ouvrière française. »

L'ACCORD C.G.T.-C.F.D.T.

tribune socialiste PSU

Tribune Socialiste **consacre l'éditorial de son dernier numéro à l'accord récemment intervenu entre la C.G.T. et la C.F.D.T. Sous le titre** « Un accord dont il faudra remplir les blancs », **Serge Mallet écrit notamment :**

« L'accord conclu au moment où nous mettons sous presse entre la C.G.T. et la C.F.D.T. ne peut, en aucune manière, s'apparenter à un acte d'unité d'action signé entre les deux centrales en 1967 et que le grand mouvement de Mai 68 fit voler en éclats. On peut même dire que, par ses limites et par ses silences, cet accord consacre l'évolution en sens inverse que font, depuis 1968, les deux principales organisations syndicales françaises.

« Cet accord, finalement, est un constat : il dissipe fort heureusement les rêves « participationnistes » que se forgeaient ici et là des syndicats en mal de bonnes manières. Il consacre du même coup ce que nous ne cessons de répéter ici : que c'est par l'articulation et la coordination des formes d'action inventées à la base contre les formes diverses de l'exploitation capitaliste que la classe ouvrière peut arracher des succès limités, mais réels : mieux vaut baisser les cadences que d'obtenir quelques centimes fictifs qui seront rattrapés par une augmentation de la productivité, donc de la dépense en énergie et en santé du travailleur.

« Mais il marque du même coup les limites de l'action syndicale. Dans ses formes actuelles, gênée par ses légalismes, ses traditions, sa pratique de professionnelle de la négociation, elle ne peut assurer la coordination effective des luttes, sitôt que celles-ci débouchent sur la contestation réelle du système capitaliste. Car cette coordination implique que soit alors dépassé le cadre légaliste de l'entreprise ou de la catégorie, implique que soient clairement formulés des objectifs inintégrables — tels le contrôle ouvrier permanent sur l'organisation du travail, la productivité, les normes du salaire, etc. »

ANARCHISTES ET MAOISTES

FRONT LIBERTAIRE

Dans l'éditorial de son numéro 3 (décembre), « Front Libertaire », organe de l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste, prend une nouvelle fois ses distances avec le courant maoïste.

« **Front Libertaire** a repoussé catégoriquement à plusieurs reprises la gesticulation révolutionnaire, l'action ultra-minoritaire, coupées des réalités.

« Notre pratique ne doit pas être une substitution de celle des masses. Nous devons tendre à nous fondre dans les luttes quotidiennes.

« La révolution ne sera pas faite par une minorité, aussi consciente et efficace soit-elle, qui tendrait à prendre un rôle dirigeant tôt ou tard.

« Le communisme libertaire n'existera que dans la conjoncture des luttes de la classe ouvrière et ceci à tous les niveaux : conjoncture de cette dernière avec les employés, les techniciens, les paysans et tous ceux qui subissent l'exploitation capitaliste ou étatique. Chacun luttant pour sa libération sur le double terrain du pouvoir économique et politique. »

Par ailleurs, dans le même numéro (page 8), sous un article intitulé « Camarades maoïstes », **on peut lire :**

« Depuis bientôt trois ans, vous vous battez avec courage et acharnement contre la bourgeoisie, et, en dépit des divergences qui nous séparent, nous pouvons vous dire en toute honnêteté que nous vous considérons comme des révolutionnaires véritables.

« Tout votre combat est inspiré par la pensée de Mao Tsé-toung, « le Lénine de notre époque » et s'appuie sur la Chine Rouge, « nouveau bastion du socialisme ». Vous pensez sincèrement que le prolétariat français reprend la tradition de la résistance, et en est maintenant à pratiquer la lutte violente contre le capital et l'autorité de l'Etat.

« Le régime dans lequel nous sommes est, d'après vous, en voie de fascisation rapide ; ceci n'est pas faux d'ailleurs.

« L'homme qui, en Mai 68, a symbolisé ce régime honni, vient de mourir.

« Or que fait le grand leader du peuple de la Chine Rouge ?

« Il envoie ses condoléances ! Il donne l'ordre de mettre le drapeau rouge aux cinq étoiles d'or en berne au Tien An Men ! place où le peuple de Pékin manifeste son attachement au régime socialiste. Que croire ?

« Soyons clair et parlons net : Mao se fout de notre gueule ; foutez-vous de la sienne et soyez cohérents avec vous-mêmes !

« Il faut choisir : la cause de Mao ou la cause du peuple ! »

LES SALAIRES

L'HUMANITÉ rouge

De son côté, l'Humanité Rouge (n° 32, jeudi 3 décembre) consacre sa première page au problème des bas salaires et titre : « Pas de salaire inférieur à 1.000 F par mois ».

« Y a-t-il aujourd'hui en France un salarié qui puisse vivre normalement avec moins de 1.000 F par mois ? Non. Et pourtant, sur 15 millions de salariés, plus de 7 millions, presque la moitié d'entre eux ne reçoivent pas une paie dépassant ce minimum indispensable. Les rémunérations de l'ordre de 600, 700, 800 F par mois sont encore très nombreuses à Paris, et encore davantage en province.

« 580.000 ouvriers agricoles ont des salaires de misère. Il en est de même pour les neuf dixièmes des travailleurs immigrés (près d'un million). Un grand nombre de femmes et de jeunes, employés ou ouvriers, ne touchent pas plus de 800 F par mois, lorsque ce n'est pas encore moins.

« Cela ne peut plus durer !

« Les marxistes-léninistes savent, et expliquent avec persévérance, que seul le socialisme, le vrai, c'est-à-dire celui garanti par la dictature du prolétariat, apportera une solution effective et durable au problème des conditions de vie des masses travailleuses. Mais pour en arriver au socialisme, il faut préparer la révolution prolétarienne. Selon les enseignement de Lénine, de Mao Tsé-toung et de l'histoire du mouvement ouvrier international, il n'y a pas de révolution « pacifique ». Cela n'existe, pour tromper les masses, que dans les discours et les écrits des dirigeants réformistes et révisionnistes du Parti « socialiste » ou du Parti « communiste » français.

BRÉSIL : LES BANDES ARMÉES

La police arrête des ouvriers en grève, dans l'Etat de Sao Paulo.

LE Brésil dispute à la Grèce des Colonels le sinistre honneur d'occuper la première place dans les rangs des pays tortionnaires. Mais les tortionnaires du Brésil auraient opéré à l'abri de toute publicité, comme ceux de tant d'autres pays, si la répression n'avait atteint des membres du clergé catholique brésilien.

L'Eglise, à qui l'Inquisition n'est pourtant pas étrangère, ne put fermer complètement les yeux dès lors qu'il y eut des victimes dans ses propres rangs. Le Pape lui-même dut formuler de très timides reproches enrobés de multiples précautions envers l'un des Etats les plus catholiques du monde... Et finalement, il a fallu des prêtres, ainsi que quelques anciens députés et dignitaires du régime, incarcérés et torturés pour dévoiler à l'opinion mondiale les sévices démentiels que subissaient au fond des geôles brésiliennes les paysans, les ouvriers, les étudiants et les opposants en tout genre à la dictature militaire.

Jusqu'au coup d'Etat de 1964, et même après, il était bien porté de dire qu'au Brésil, les choses se passaient « à l'amiable ». Le peuple brésilien « aux manières douces et bon enfant » était sensé avoir une police et une armée à son image. L'armée n'avait-elle pas d'ailleurs la réputation d'être l'une des plus « démocratiques » du monde ? C'est sur ce mythe, qui lui a coûté cher, que se laissait bercer la gauche brésilienne, parti communiste en tête. En réalité, l'armée et la police qui eurent toujours leur rôle à jouer, même si elles restaient souvent dans l'ombre, n'attendaient que l'occasion propice d'exercer leurs talents particuliers à grande échelle. En 1964, l'effervescence sociale prenait une certaine ampleur. Les Etats-Unis et les castes possédantes brésiliennes qui leur étaient les plus liées estimèrent qu'une dictature militaire sans fard était plus propre à préserver leurs intérêts et à enrayer l'agitation sociale, l'organisation croissante des ouvriers et des paysans que les tergiversations de Goulart qui cherchait l'appui de toutes les forces politiques.

Les étapes d'une répression

Si le coup d'Etat de 1964 fut accompagné d'arrestations massives et de mesures répressives, il ne fut pas ouvertement sanglant, surtout faute d'opposants : « La révolution s'est déroulée sans effusion de sang, mais ce n'est pas de notre faute si l'adversaire s'est dérobé », *déclarait le général Costa e Silva, alors ministre de la Guerre, deux mois après le coup d'Etat. Joa Goulart avait fui lamentablement, les « forces de gauche » étaient restées muettes. L'armée trouva la place vide. L'opposition n'était pas encore revenue de sa surprise que des économistes, des sociologues, des prêtres, des syndicalistes goûtaient déjà en prison les vertus démocratiques de l'armée « nationale », et les bonnes manières de la police.*

Le premier objectif de la répression fut de mettre au pas les syndicats, ouvriers et étudiants. Les associations voyaient leurs sièges bloqués par des gardes de soldats de façon à empêcher toute réorganisation. Les élections syndicales furent retardées puis organisées sur mesure. Les dirigeants inculpés pour des crimes de droit commun.

Mais c'est contre les syndicats paysans, et en particulier les « ligues paysannes » qui connurent un certain succès dans le nord-est, les années précédant le coup d'Etat, que la répression sur une grande échelle fut en quelque sorte « institutionnalisée ». En fait, le paysan brésilien connaît depuis longtemps la répression la plus barbare. Quand les paysans n'avaient pas à affronter la police et l'armée, c'est aux milices privées toutes puissantes des latifundistes qu'ils avaient affaire. Les tortures les plus sauvages, les mutilations pour l'exemple ont toujours été la règle, dans l'anonymat des campagnes. Les paysans du nord-est du Brésil ont été les premiers à connaître les méthodes de la police qui ont fait fortune quelques années plus tard. Voici quelques extraits d'une déclaration collective qu'envoyèrent des prisonniers de Récife au journal Correio de Manha : « ...des électrochocs et des révolvers collés à l'oreille pour obtenir des aveux, des volées de coups sauvages... tout cela entrecoupé d'évanouissements et de noyades successives. Enlèvements, tortures pratiquées aux commissariats de police des quartiers, oreilles coupées et tentatives de castration de paysans... des cas concrets de viol de « dangereuses agitatrices à la campagne »... voici quelques-unes des violences et traitements arbitraires commis dans la zone de la IV[e] armée (Nord-Est) à partir du 1[er] avril 1964... ». *Les témoignages recouvriraient des livres entiers.*

La répression vise toutes les formes d'organisation populaire, même les plus élémentaires. C'est pourquoi d'ailleurs, très rapidement une partie du clergé dans les campagnes, s'occupant d'alphabétisation par exemple, ayant une influence non négligeable sur les paysans tout en offrant un cadre élémentaire à leurs rancœurs, va subir elle aussi la répression.

La terreur, système de gouvernement

La dictature a sa propre logique. Le régime militaire en voulant annihiler toute forme même élémentaire d'expression et d'organisation populaire, devient de plus en plus honni par l'ensemble de la population, à part une frange de bureaucrates et de « techniciens » attachés au nouveau régime par des places confortables. L'armée se rôde comme appareil de répression, forme ses « spécialistes ». La terreur devient un principe de gouvernement, la torture une institution nationale. Parallèlement, les derniers o r i p e a u x « démocratiques », comme le Parlement fantoche, une liberté de la presse dont il ne reste plus que le nom, sont officiellement balayés par une série « d'actes institutionnels » qui s'échelonnent de 1965 à 1970 à la faveur de mini-coups d'Etat dans le coup d'Etat. En 1965, les partis politiques sont supprimés. Une opposition de sa majesté (ou plutôt de mon général) est constituée. Dès lors, comme le dira un journaliste brésilien : « il y a deux partis : celui du OUI et celui du OUI MONSIEUR ».

Après l'agitation étudiante de l'an-

COMMENT LES MILITAIRES PRIRENT LE POU

LE Brésil, malgré ses grandes villes et son industrie déjà puissante (un million et demi d'ouvriers à Sào-Paulo) reste un pays arriéré où une grande partie de la population vit dans des campagnes repliées sur elles-mêmes, coupées de l'économie marchande, où les grands propriétaires latifundistes gardent une puissance à peine entamée, où l'économie est dominée par les trusts nord-américains. Si les démagogues et les auteurs de belles promesses à des réformes qui feraient du Brésil une nation bourgeoise moderne, la bourgoisi est trop liée aux forces du passé pour que de telles réformes puissent aboutir.

Comme l'Argentine avec le péronisme, le Brésil a connu apres 1945 un gouvernement « social » : celui de Getulio Vargas. C'est lui qui pour la première fois dans ce pays, limita la durée du travail, institua les assurances sociales, les congés payés, le salaire minimum. Toutes ces mesures étaient rendues possibles par la prospérité relative que connaissait le pays à l'issue de la guerre mondiale. Comme en Argentine, des syndicats pro-gouvernementaux se développaient sous l'influence du ministre du Travail Joào Goulart qui cherchait par ailleurs à transformer le parti travailliste (gouvernemental) en un véritable parti de masse. Cette période se termina en 1954, à la suite de l'intervention de la caste militaire que sa démagogie effrayait, par le suicide de Vargas.

La plupart des gouvernements qui se succédèrent alors se réclamaient plus ou moins de l'héritage de Vargas. Mais ils furent toujours étroitement tenus en laisse par les militaires, même si ceux-ci préféraient encore respecter une façade « constitutionnelle » et ne pas diriger directement la vie politique du pays.

Juscelino Kubitschek, président de 1956 à 1960, ne put prendre possession de ses fonctions qu'après le **« coup d'Etat pour la légalité »** du maréchal Texeira Lott. En 1960, Janos Quadros, à la fois ouvertement complaisant avec les grandes familles capitalistes et promettant des réformes, fut élu : il devait démissionner quelques mois plus tard.

Le vice-président, qui n'était autre que Joào Goulart, devait logiquement devenir chef de l'Etat. Mais l'armée s'opposa à son arrivée au pouvoir, le considérant comme un redoutable agent communiste. Goulart accepta finalement un compromis : il devint chef de l'Etat mais avec des pouvoirs diminués, la Constitution ayant été modifiée pour la circonstance. Malgré tout, Goulart crut pouvoir continuer à mener une politique de « gauche », à céder des miettes aux ouvriers et aux paysans sans s'attaquer aux privilégiés. Il se refusait à comprendre que les temps avaient changé. Depuis 1950 la situation économique s'était détériorée. La construction de Brasilia, la nouvelle capitale, par laquelle Kubitschek avait espéré relancer l'économie brésilienne avait surtout aggravé l'inflation.

En juin 1962, des troubles sérieux se produisirent à Rio où la foule tenta de prendre d'assaut les magasins d'alimentation. Pour les classes dirigeantes brésiliennes, l'heure n'était plus aux concessions envers les travailleurs, mais à la répression brutale de leurs aspirations. Mais Goulart se comportait comme s'il était un nouveau Vargas. Pour commencer, il fit plébisciter l'annulation des restrictions à son pouvoir. Mais les projets de réformes qu'il envisageait étaient bien timides. Sa réforme agraire, même réalisée, n'aurait pas suffi à supprimer la puissance des grands propriétaires terriens : Goulart n'était-il d'ailleurs pas lui-même un grand propriétaire ? Cette réforme prévoyait surtout l'expropriation des terres non cultivées proches des voies de communications : c'était loin de satisfaire les « ligues paysannes » qui s'étaient créées et avaient occupé des terres dans le Nordeste mais cela suffisait à inquiéter mortellement les latifundistes. Par ailleurs, dans un meeting, Goulart promit de relever de 100 % le traitement des fonctionnaires civils (chiffre qui ne doit pas faire illusion si l'on tient compte de l'inflation galopante).

Le coup d'Etat militaire de mars 1964

En mars 1964, une crise se préparait manifestement : au sein de la marine, le corps le plus conservateur de l'armée et de l'Etat, une révolte de 1.500 quartiers-maîtres et matelots éclata contre les officiers réactionnaires : les rebelles furent quelques jours maîtres de Rio. Face à un tel affrontement, Goulart ne voulut pas choisir son camp. En amnistiant les quartiers-maîtres révoltés, il montrait qu'il refusait de s'engager dans la politique de répression anti-populaire souhaitée par les militaires réactionnaires. Mais il se refusait également à déclarer la guerre à ses derniers. Les services secrets U.S. pouvaient quant à eux comploter à

Blindés dans les rues de Rio, lors

Une fois de plus les politiciens de gauche de la dictature militaire, sans même tent

leur guise. Les ouvriers et les paysans qui espéraient en Goulart n'étaient ni organisés pour la lutte ni armés politiquement et matériellement. D'ailleurs Goulart cédait la place sans combat, acceptait l'exil, sans même faire mine d'en appeler au peuple brésilien qui manifestait pourtant en sa faveur. Mais des masses dans la rue, il en avait bien plus peur que des militaires. Dès le 31 mars 1964 se déclenchait le coup d'Etat militaire qui devait faire du Brésil une des dictatures les plus féroces d'Amérique latine. Les ligues paysannes du Nordeste furent dissoutes, le mouvement ouvrier organisé dé-

S AU POUVOIR

née 68, la répression redouble de vigueur. Un nouveau coup de force en décembre 68 est suivi d'une épuration générale de l'administration et de l'armée.

Sous la pression de l'opinion internationale, une commission d'enquête a bien été constituée sur la torture. Le résultat de ses recherches fut édifiant : « il n'y a pas de torture au Brésil ». *Pourtant, la maxime de l'école de guerre de Rio est :* « ...User et abuser de la terreur ». *Si on est discret vis-à-vis de l'étranger, les tortionnaires ne se fatiguent pas pour cacher leurs exactions à l'intérieur. On torture « pour l'exemple ».*

La police, l'armée, les « Justiciers », les bandes occultes

Les services chargés de la répression au Brésil sont multiples ; l'armée a la part du lion. D'après des journalistes brésiliens (Le Monde, *8-9 mars 70) :* « on constate une sorte d'émulation entre les différents services chargés de la répression : services secrets de l'armée de terre, de la marine (CENIMAR) ou de l'aéronautique, police fédérale, police politique de chaque Etat ». *La pratique de la torture s'étend à tous les Etats.*

Indépendamment de ces corps officiels, existent des organisations occultes tel « l'Escadron de la mort » qui a à son actif, depuis trois ans, plus de 1.000 assassinats. Il est composé d'anciens membres de la police. L'un de ses fondateurs, Sergio Fleury, est aussi commandant dans la police politique et est l'un des tortionnaires les plus redoutés des prisonniers politiques. Pour la forme, un procès a été intenté à « L'Escadron de la Mort » après le mouvement d'opinion international de l'année 70. Mais, alors même qu'il était « inculpé », Sergio Fleury était chargé d'organiser le guet-apens, qui, un an après l'assassinat de Marighela, capturait le chef des « ligues paysannes » Joaquim Ferreira (qui subit en octobre dernier, le même sort que Marighela).

Les mouvements « paralièles » du type « Escadron de la mort » sont multiples : le C.C.C. (Commando de chasse aux communistes), le M.A.C. (mouvement anti-communistes). Ils se chargent des mitraillages à domicile, des mutilations, castrations, assassinats « pour l'exemple » *des* « irrécupérables ».

La torture scientifique

Les techniques de tortures deviennent très « perfectionnées ». La torture à l'électricité est la règle (« le perchoir » *où le « patient » est pendu à une barre et subit des chocs électriques sur la langue, les doigts, les organes génitaux...), ruptures des tympans, castrations, noyades par injection d'eau dans les narines, etc. On torture des enfants devant leurs parents. Des médecins assistent aux séances pour mesurer les limites de résistance physique des suppliciés et pour les ranimer... Des agents nord-américains assisteraient eux-aussi à certaines de ces scènes !*

Le ministre des Finances explique cyniquement que la terreur, la torture est « un mal nécessaire ». (Un archevêque brésilien n'expliquait-il pas dernièrement que Dieu lui-même était pour la répression ?

Les commissions d'enquête, les procès sont bien entendu voués à l'échec. De toute façon, devant des témoignages à charge contre le sinistre Sergio Fleury, le juge expliquait : « La torture est une chose tellement horrible, qu'on ne peut en consigner les détails dans les pièces officielles du dossier... », *la torture,* « mal nécessaire », *n'existe donc pas officiellement.*

Huguette CHEVIREAU.

Des victimes de « l'Escadron de la Mort ». L'impunité la plus totale est garantie à ces bandes d'assassins. (U.P.I.)

UVOIR

du coup d'Etat militaire de 1964. (Ph. U.P.I.)

abandonnèrent le peuple dans les griffes r de résister.

truit, les partis politiques interdits, l'Union nationale des étudiants interdite, la politique économique se résuma à une lutte contre les hausses de salaires, les projets de réforme furent rangés dans les archives.

Ainsi le démagogue « de gauche » avait fait le lit de la terreur blanche. D'ailleurs bien peu de chose séparait politiciens de gauche et militaires : c'est ainsi qu'au Congrès fédéral de nombreux députés du parti travailliste de Goulart ainsi que du parti social-démocrate de Kubitschek appuyèrent le nouveau régime.

Jean HAINAUT

UN PAYS DOMINÉ PAR L'IMPÉRIALISME U.S.

LE 3 avril 1964, immédiatement après le renversement de Goulart par les militaires, le gouvernement américain félicitait publiquement le président provisoire Ranieri Mazzili pour le triomphe de « la révolution » : ce fut avec la bénédiction des Etats-Unis, sinon avec leur aide directe, que les militaires s'installèrent au pouvoir. Le gouvernement américain avait de bonnes raisons de se réjouir : le maréchal Castello Branco, puis le général Costa e Silva après 1967, allaient se faire les meilleurs défenseurs des intérêts de l'impérialisme américain au Brésil.

Dès son arrivée au pouvoir, Castello Branco abandonna délibérément les tentatives — bien timides, il est vrai — de ses prédécesseurs pour limiter la mainmise de l'impérialisme américain sur l'économie brésilienne. Plus cyniquement et plus complètement que jamais, l'économie fut livrée aux capitaux étrangers.

Des privilèges pour les trusts U.S.

L'une des premières mesures de Castello Branco fut en effet l'abrogation de la législation mise en place par Goulart en 1962 qui limitait le transfert à l'étranger des bénéfices réalisés au Brésil à 10 % des capitaux investis. La suppression de toute restriction en ce domaine a permis aux grosses sociétés étrangères de rapatrier des richesses énormes tirées du travail des ouvriers brésiliens.

Des privilèges considérables ont été en outre octroyés à certains gros trusts américains. Ainsi, par exemple, le gouvernement brésilien a racheté pour 300 millions de dollars les installations vétustes de l'American and Foreign Power Company qui ne valaient pas 70 millions de dollars ; par contre, il s'est fait un plaisir d'autoriser la vente de la plus grosse entreprise sidérurgique du pays pour 70 millions de dollars à une filiale de la société U.S. Bethleem Steel. Mieux encore, la Hanna Mining Company, autre gros trust américain qui exploite les très riches minerais de fer brésiliens, a reçu le droit de construire un port privé pour exporter à meilleur compte le minerai, ce qui lui permet de concurrencer efficacement les entreprises minières brésiliennes y compris la plus puissante d'entre elles, la Vale do Rio Duce, entreprise géante au septième rang dans le monde pour l'exportation du minerai.

Austérité pour les travailleurs

Mais Castello Branco ne s'est pas contenté de garantir toute liberté aux capitaux étrangers et d'accorder des privilèges exorbitants à certains gros trusts. Dès 1964, il a mené une politique économique dont le but était de juguler l'inflation, mais qui s'est faite sur le dos de l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes et dont le résultat le plus tangible est d'avoir fait place nette aux grosses entreprises et aux capitaux étrangers.

En effet, son « plan d'austérité » comportait deux volets classiques : faire des économies et bloquer les salaires.

Les économies ont été réalisées par la suppression des subventions à l'importation du blé et du pétrole, ce qui a occasionné une hausse de 100 % du prix du pain, de l'essence et des transports, et par d'importantes restrictions des investissements et des crédits aux entreprises entraînant d'innombrables faillites de petites et moyennes entreprises, une baisse générale de la production et l'extension du chômage. Un haut directeur du ministère du Travail reconnaissait en mars 1965 que « à Sao-Paulo, l'ensemble de l'industrie est en crise ; les industries métallurgiques et du textile engendrent en particulier 1.000 nouveaux chômeurs par jour ».

Par ailleurs, le gouvernement décapita les ligues paysannes, fit surveiller militairement les syndicats ouvriers et interdit, dans une circulaire à tous les capitalistes, d'accorder des augmentations de salaires. Ce fut donc une baisse catastrophique du niveau de vie des travailleurs que Castello Branco réussit à imposer par le chômage, par le blocage des salaires et par la montée fulgurante des prix (+ 86,6 % en 1964). Car l'inflation, loin d'être jugulée, n'avait jamais été si forte, et en 1966, l'augmentation des prix était encore de 40 % pour l'année.

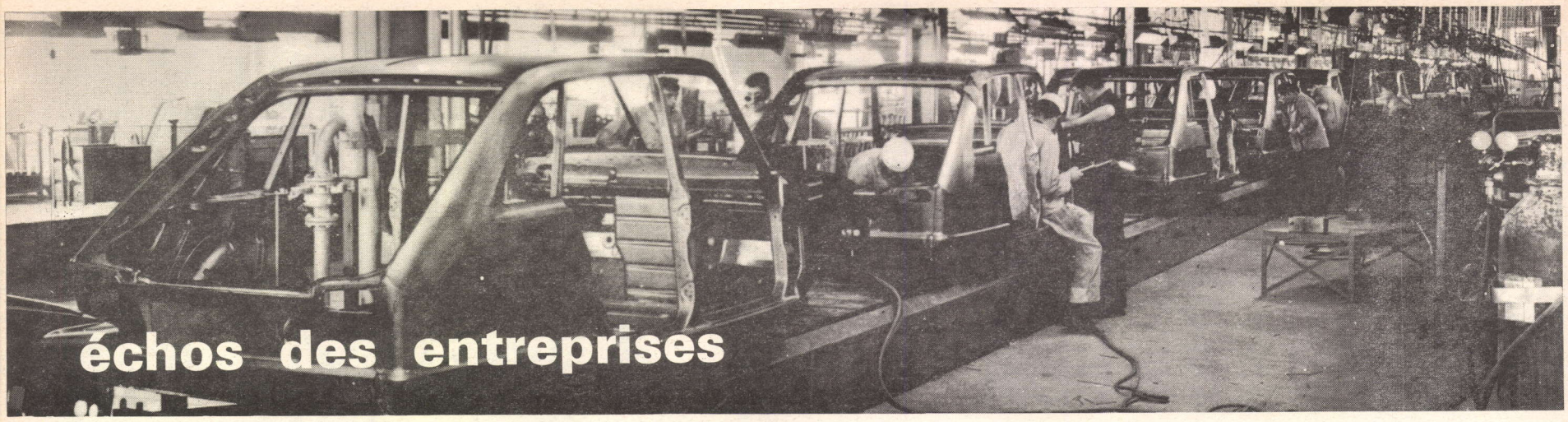
Le gouvernement U.S. manifeste sa gratitude à la dictature

Le gouvernement américain, satisfait de ce qui se passait au Brésil, n'a pas tardé à donner au gouvernement Branco sa récompense : une véritable pluie de dollars s'est abattue sur le Brésil sous forme de prêts de toute sorte : 450 millions de dollars pour la seule année 1965 (en huit ans, de 1956 à 1964, le Brésil n'avait reçu que 2 milliards de dollars). Mais c'est à peu près la même somme que le Brésil doit sortir chaque année pour payer les intérêts et rembourser une partie de ces emprunts.

Quant aux capitaux privés, s'ils ont attendu plus longtemps pour affluer dans le pays, ils se sont rattrapés depuis : le Brésil est devenu terre de prédilection pour le capital grâce aux bas salaires, à la dictature solidement installée au pouvoir qui les protège, aux avantages divers qui leur sont garantis. Les investissements de capitaux privés qui étaient couramment de 80 à 100 millions de dollars par an pour la période 1956-1960, sont tombés à 10 millions en 1963 à la suite des restrictions sur les transferts de bénéfices. De 1965 à 1967, ils se situent vers 70 à 80 millions de dollars, mais en 1968, 564 millions de dollars, et, en 1969, 578 millions de dollars de capitaux privés ont été investis au Brésil !

Ainsi, les capitaux étrangers affluent au Brésil. Les rapaces se sont jetés plus goulûment que jamais sur ce pays pour s'approprier ses immenses richesses naturelles et pour faire trimer les travailleurs. Les militaires, plus encore que leurs prédécesseurs, ont misé sur l'impérialisme pour développer le pays. Mais l'impérialisme ne peut engendrer que le pillage et le sous-développement.

Dominique CHABLIS.



échos des entreprises

LA CHASSE AUX IDEES REVOLUTIONNAIRES

gangsters de la direction et police à l'œuvre

● *CITROEN - PARIS XV*e. — Vendredi dernier, au changement des équipes, à Javel, des sympathisants de l'E.T.A. (organisation basque) se sont faits embarquer par la police alors qu'ils diffusaient des tracts protestant contre la parodie de procès en préparation à Burgos contre des militants basques.

En Espagne, la police franquiste emploie tous les moyens (y compris la torture) pour chercher à éliminer ceux qui relèvent la tête contre la dictature.

En France la flicaille cherche par tous les moyens à entraver l'action de ceux qui proclament leur solidarité avec les opprimés d'Espagne.

D'autre part, la semaine dernière à Lourmel, des camarades maoïstes qui diffusaient des tracts se sont faits agresser par un commando d'une douzaine de nervis de la direction. Dans ce commando, un individu s'est particulièrement fait remarquer : le balafré. Ce larbin de la direction est bien connu à Javel comme indépendant « chevronné » et interprète, ce qui lui permet de faire signer n'importe quel papier aux travailleurs immigrés qui ne connaissent pas le français, en particulier les feuilles de licenciement.

Mais malgré ses indépendants et leurs méthodes de gangsters, la direction Citroën n'empêchera pas les révolutionnaires de diffuser leur presse aux portes de l'usine. Quant à toute la racaille indépendante de l'usine, un jour ou l'autre, les travailleurs leur feront regagner la niche de la direction qu'ils n'auraient jamais dû quitter.

ça suffit !

● *CABLES DE LYON - ALSACIENNE - LYON.* — Une fois de plus, la police a essayé d'empêcher la diffusion du bulletin « Lutte Ouvrière » le matin devant l'usine. Ce sont des individus en civil qui ont empoigné deux camarades et les ont forcés à monter dans leur R 4 grise, distribuant gifles et coups de poing. Gardés toute la journée à Vauban, nos deux camarades ont été traités comme des malfaiteurs et ils furent aussi accusés de reconstituer une ligue dissoute, grâce à de *faux* documents présentés — froidement — par ces policiers !

Avec de telles méthodes, tout est possible ! Voilà donc comment le gouvernement et sa police appliquent la « liberté d'expression » ; dès que l'on n'est pas d'accord avec le régime, on n'a pas droit à la parole.

Mais si ces policiers sont tant zélés, c'est qu'ils reçoivent de la direction le feu vert : et ce ne sont pas certains donneurs de coups de téléphone qui nous démentiront...

Cela ne prouve qu'une chose : tout ce « beau monde » craint beaucoup les idées révolutionnaires. Eh bien ils ont raison, car quand les idées révolutionnaires auront triomphé dans la classe ouvrière, il n'y aura plus de place, ni pour les exploiteurs, ni pour les parasites qui les soutiennent.

elle n'aura pas le dernier mot

● *BOURGOGNE - ELECTRONIQUE - DIJON.* — Depuis quelque temps, à chaque diffusion du bulletin « Lutte Ouvrière », la direction, par l'intermédiaire de son gardiennage, fait appeler les flics. Que veut-elle ? Intimider nos diffuseurs ? Empêcher la diffusion des idées révolutionnaires ?

Elle est peut-être têtue, mais nous aussi ! ! !

BRIMADES ET ARBITRAIRE EN TOUS GENRES

l'heure c'est pas l'heure

● *S.E.V. MARCHALL - ISSY-LES-MOULINEAUX (HAUTS-DE-SEINE).* — La porte d'entrée ferme trois minutes avant l'heure, c'est la règle de la S.E.V. C'est-à-dire que si nous arrivons à l'heure, nous devons attendre derrière la porte jusqu'à la sonnerie, pour être officiellement en retard, et perdre un quart d'heure de salaire !

Conclusion : si nous arrivons deux fois à l'heure, c'est la prime de régularité qui saute. Voilà bien une histoire de fou pour nous voler trois minutes ou même plus.

Au fait la direction ferait bien d'être logique avec elle-même : comment se fait-il que le soir, nous ne nous retrouvons pas, DANS LA RUE, trois minutes avant la sonnerie ?

mineur... quand il le faut

● *CREDIT LYONNAIS - LEVALLOIS (HAUTS-DE-SEINE).* — Lors de débrayages, la direction envoie une lettre aux parents.

Il s'agit là d'un moyen de pression exercé sur les jeunes employés, les empêchant ainsi de s'exprimer librement. Lorsque les syndicats ont demandé l'abolition de cette lettre, il leur a été répondu que sur ce point, c'était au Contentieux de décider ; il y a de cela maintenant trois semaines...

Les mineurs sont considérés comme employés lorsqu'il s'agit de travailler, par contre, ils ne le sont pas non plus au moment de la paye : les abattements d'âge étant là pour expliquer les sous-rémunérations... Encore peuvent-ils s'estimer heureux quand leur chef de service ne s'immisce pas dans leur vie privée !

La direction ne se préoccupe de l'âge du personnel que lorsqu'elle peut en tirer profit.

Montparnasse-Mississippi

● *P.T.T. - TRI-MONTPARNASSE - PARIS.* — A Montparnasse, on refuse d'embaucher comme auxiliaires les « chevelus, barbus et sales ». Et dernièrement, un de nos camarades a été obligé de se faire couper les cheveux avant de travailler.

Mais il y a plus grave : la direction refuse désormais d'embaucher les Antillais comme auxiliaires. On voit ce que valent les promesses du gouvernement qui appelle les Antillais des « Français à part entière... »

En refusant les Antillais à l'embauche, la direction donne un exemple ignoble de racisme.

Bientôt, pour travailler aux P.T.T., il faudra être blanc, grand, blond, avoir les yeux bleus, les cheveux courts et aller au travail en rang.

TOUT N'EST PAS PERMIS AUX PATRONS

du tac au tac

● *S.N.I.A.S. - BOURGES.* — Au bâtiment 9, un chef d'atelier refusa d'accorder à un camarade un bon de douche auquel il avait droit. Devant de telles pratiques, parfaitement abusives, toute l'équipe des fraiseurs a protesté auprès du zélé chef d'atelier. Ce dernier, devant l'ampleur prise par l'incident cède le bon de douche. Mais il décide de se venger en envoyant le chrono réduire les temps. Nos camarades de l'équipe de fraisage accueillent cette brimade comme elle le mérite : ils arrêtent le travail pendant tout l'après-midi. Les syndicats diffusent un tract de soutien à l'équipe en grève.

Ces camarades ont montré comment il faut réagir devant ceux qui défendent aussi jalousement les intérêts de la direction.

IL N'Y A PAS LE FEU

il cause, il cause, c'est tout ce qu'il sait faire

● *HOPITAL SAINT-ANTOINE - PARIS.* — A Broca, de veille, un agent est seul pour s'occuper de malades âgées dont la plupart sont impotentes.

Il avait pris l'habitude de verrouiller la porte de la salle à la suite d'incidents survenus dans l'hôpital (évasion d'un malade agité, etc.) et, il y a quelque temps, un administrateur s'en étonna disant qu'en cas d'incendie il ne pourrait pas évacuer rapidement les malades. A quoi l'agent répondit, à juste titre, que, de toutes façons, étant seul dans le service avec des malades impotentes, il ne pourrait pas toutes les porter à l'extérieur.

Depuis, à notre connaissance, l'administrateur, soi-disant indigné, n'a pas mis de personnel supplémentaire dans le service. Son indignation ne tenait qu'à une porte fermée sans doute !

heureusement, ce n'était qu'un exercice !

● *PECHINEY-ST-GOBAIN - NEUILLY (HAUTS-DE-SEINE).* — Il y a une dizaine de jours a eu lieu un exercice d'incendie au 47 Villiers. Ce qui a permis de voir les nombreuses lacunes dans l'organisation : ce sont les responsables d'étage qui ne savaient pas ce qu'ils ont à faire, les issues de secours dont un seul battant s'ouvre, ce sont les éclairages qui ne fonctionnent pas, des portes qui s'ouvrent dans le mauvais sens, etc.

Mais le bouquet, c'est le self, bien que là, l'exercice n'ait pas eu lieu : issues de secours insuffisantes et trop étroites, les tables, les chaises et les plateaux en plastique. Et surtout, les cuisines elles, n'ont aucune issue de secours et le personnel du self y travaille dans un véritable piège.

S.N.C.F. = DANGER !

économies... sur la sécurité

● *S.N.C.F. - TOULOUSE.* — Les visiteurs de gare, qui sont en principe chargés d'assurer la sécurité des voyageurs et en général de tous les convois, subissent depuis longtemps la compression. Que ce soit en nombre d'agents par poste ou en temps de visite.

Pour un train de voyageurs de passage, il n'y a que 17 secondes par véhicule, alors qu'il en faudrait au moins le double pour qu'un contrôle efficace puisse être fait. De plus, en gare il arrive souvent qu'un train de voyageurs reparte sans que la visite soit terminée. Le chef de service se moque bien de savoir si le train peut repartir dans de bonnes conditions ; pour lui, l'heure est impérative et peu importe si un accident arrive. Dans ce cas, la S.N.C.F. a un coupable tout trouvé : le visiteur.

La « réorganisation », comme on le voit, passe par plus de travail pour les cheminots et moins de sécurité pour les voyageurs.

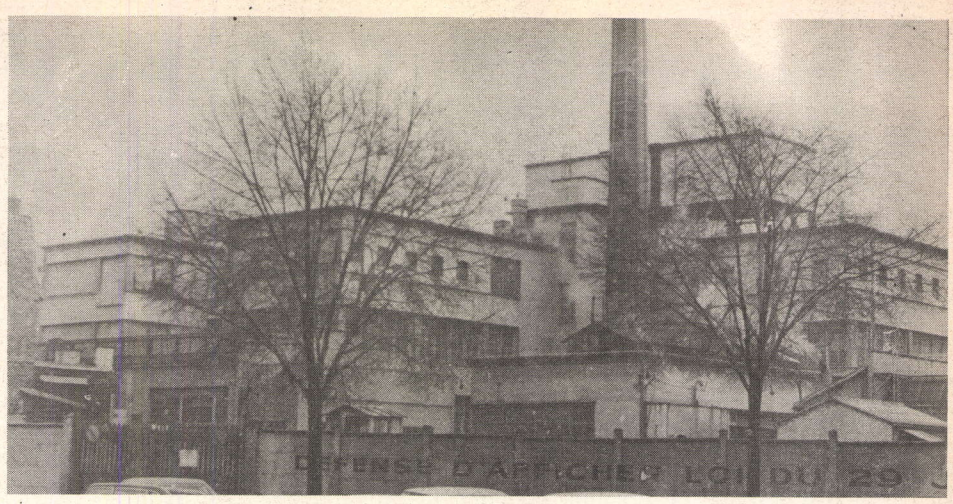
une menace pour les cheminots ! pas pour la direction !

● *S.N.C.F. - DIJON.* — La plupart des wagons en provenance de Valduc et des centres atomiques en général contiennent des déchets radioactifs. S'approcher des wagons et travailler près d'eux présente un danger pour toute personne. La S.N.C.F. le sait bien d'ailleurs. N'y a-t-il pas sur ces wagons des étiquettes spécifiant le danger : « danger radio-actif, ne pas approcher sans nécessité ». Quant à nous qui sommes au « trou », nous aimerions que la S.N.C.F. nous indique un moyen de travailler sur ces wagons sans les approcher !

Mais ce problème, la S.N.C.F. ne se le pose pas ! Elle a signalé le danger ; le reste, elle s'en lave les mains !

A L'IMPRIMERIE DESFOSSES (Issy-les-Moulineaux) :

La direction veut sanctionner les travailleurs portugais



(photo L.O.)

A L'IMPRIMERIE Desfossés à Issy-les-Moulineaux, le directeur technique a fait afficher une note de service interdisant aux seuls auxiliaires (OS) du service Brochure, pour la plupart d'entre eux portugais, de se rendre dans les vestiaires pendant les heures de travail. Jusqu'à présent cette pratique était admise par la direction pour tous les travailleurs de Brochure.

Les travailleurs ont vivement réagi à ce qu'ils considéraient comme une mesure discriminatoire et vexatoire pour eux. Et sur une initiative de la section CFDT on fit signer une pétition aux travailleurs, pétition dans laquelle ces derniers exprimèrent leur indignation et leur volonté de ne pas effectuer le service de veille du mardi 1er décembre (heures supplémentaires) si la direction ne revenait pas immédiatement sur sa note de service. Après le refus du directeur les auxiliaires refusèrent donc, à 99 %, d'effectuer le service de veille.

La direction convoqua dès le lendemain les représentants CFDT pour leur signifier qu'ils n'avaient pas le droit de faire signer des pétitions dans les ateliers, et encore moins de « provoquer » des perturbations dans la sacro-sainte production. Autant dire que l'action des auxiliaires gêna considérablement la production, et marqua le coup auprès de la direction.

Il faut dire qu'au cours de ces événements les délégués CGT du secteur en question ne réagirent pas ou presque, et les travailleurs sont venus dire aux délégués CGT ce qu'ils pensaient de leur attitude.

A ce sujet la CGT publie un communiqué dont nous avons extrait les passages les plus « croustillants » et qui en disent long sur la conception que peuvent avoir certains dirigeants de ce syndicat de la dignité des travailleurs : « *les délégués CGT ont aussi demandé à la direction une entrevue au cours de laquelle il ont élevé une protestation contre ce genre de note de service dont le caractère discriminatoire n'est pas apprécié par le personnel de Brochure.*

Arguant de la position prise par le personnel (pétition lancée à la hâte par les représentants de la CFDT), la direction a refusé d'enlever la note, elle a même été beaucoup plus loin, indiquant que la non-présence à leurs postes des auxiliaires notamment de nos camarades portugais serait due, selon elle, au fait que beaucoup d'entre eux ont un autre emploi à l'extérieur »... Puis plus loin : « *Nous attirons l'attention sur le fait que les conditions de travail qui ont été souvent obtenues au prix de luttes longues et difficiles pour tout le personnel de Brochure ne doivent pas être remises en question par certains abus* » (lesquels ?). « *Autant nous sommes opposés aux tentatives de la direction de faire jouer à la maîtrise un rôle « adjudantesque », autant les travailleurs doivent être conscients que leur attitude dans le travail engage toute la collectivité* ». Plus loin : « *Il ne faut pas que les abus d'une minorité puissent fournir à la direction des arguments qui se retournent contre tous les travailleurs* ». Puis vient la conclusion : « *Enfin nous redisons ce que nous avons déjà dit sur les agissements de quelques irresponsables prompts à s'emparer des plus petits incidents, non pas pour défendre les travailleurs, mais pour faire leur publicité personnelle et essayer de nuire aux élus CGT et à l'organisation des travailleurs* », fermez le ban.

D'ailleurs les auxiliaires ont conclu d'eux-mêmes, ils refusent d'effectuer des services de veille au cours de la semaine à venir, et de venir travailler le dimanche 6 décembre en heures supplémentaires comme le leur demandait la direction. Et cela malgré le fait que la CGT, syndicat majoritaire à 90 % dans l'entreprise ait tout fait pour démobiliser les travailleurs, et accepter d'avaliser la position de la direction.

Correspondant L.O.

PEUGEOT (Vesoul) : La direction viole, une fois de plus, la loi

L'USINE Peugeot de Vesoul (Haute-Saône) emploie 1.400 ouvriers : c'est le magasin central des pièces détachées autos et accessoirement un centre de production de garnitures intérieures, de tableaux de bord et de sièges. Aux dernières élections professionnelles (décembre 1969), dans le collège ouvrier, trois sièges sont revenus à la CGT, trois à la CFDT, et trois à l'organisation maison CFT. Soutenue par ses agents de la CFT, la direction mène une vigoureuse campagne contre la CFDT jugée trop combattive.

Voici un épisode de cette campagne : actuellement, la direction refuse de réembaucher un ouvrier OS 2 travaillant sur presse, militant CFDT ayant pris une part active aux luttes de mai-juin 68, et qui revient du service militaire. Motif invoqué : les effectifs sont complets pour le moment. En fait, sur son poste de travail, on fait actuellement des heures supplémentaires. La direction « veut bien » cependant lui conserver, pendant un an, une priorité à l'embauche, elle lui accorde même immédiatement une indemnité de 2.000 F. But de la manœuvre : amener le camarade à chercher du travail ailleurs et à rompre ainsi lui-même le contrat de travail. Mais celui-ci a refusé le marchandage. Soutenu par son organisation syndicale (des collectes sont prévues pour l'aider à tenir le temps qu'il faudra), il ne veut pas tomber dans le piège qui lui est tendu. Les autorités publiques alertées (préfet et inspecteur du travail) ont dû admettre que la direction de Peugeot-Vesoul violait la législation du travail : si elle ne revient pas sur sa décision, la « justice » sera saisie de l'affaire.

Mais il ne faut pas se faire trop d'illusions sur la sévérité dont fera preuve un tribunal contre un patron qui viole la loi.

Cela est devenu tellement banal !

Correspondant L.O.

CASE (Vierzon) :

LA LUTTE A PAYÉ

(Photo L.O.)

QUINZE jours après la grève d'une semaine et demie (cf Lutte Ouvrière *nos 115 et 116) le climat dans l'usine a changé du tout au tout.*

Si, immédiatement après la grève, l'attitude de certains chefaillons fut particulièrement hostile aux jeunes, cela n'a pas duré. A la suite d'avertissements frappant des jeunes camarades pour « un manque de production », les délégués du personnel intervinrent et les chefs incriminés se firent vertement « tancés » par la direction. Ils sont, depuis, doux comme des agneaux. N'allaient-ils pas voir le lendemain les jeunes camarades et presque la larme à l'œil leur expliquer que « si pour le boni ou le travail, ça n'allait pas, il fallait en parler, en discuter et que l'on pourrait arranger ça » ! Un camarade ayant reçu la veille une poussière dans l'œil, le chef examina lui-même attentivement l'état dudit œil s'inquiétant de la douleur !

De plus, certains parlaient de se remettre en grève après avoir touché la paye de novembre. La direction au grand complet convoqua alors l'ensemble des délégués en réunion extraordinaire. Elle annonça, avec des hésitations dans la voix, qu'elle avait « beaucoup réfléchi » (sic) et que « nos arguments l'avaient touchée » (au portefeuille sûrement), en conséquence de quoi elle lâchait une augmentation substantielle pour tout le monde.

— Pas de salaire inférieur à 800 F, ce qui fait pour certains employés qui gagnaient 670 F, une augmentation de 130 F.

— 7,7 % pour les manœuvres.

— 4,3 % pour les P1, 4,3 à 7,7 % pour les P3.

— 7,5 % pour les jeunes ouvriers professionnels.

Ce qui fait 40 à 90 F d'augmentation selon les postes. L'augmentation obtenue pour l'année à CASE varie entre 9 et 15 %.

Si l'on ajoute à cela l'éligibilité à 18 ans pour les élections dans l'entreprise, on peut constater que la grève d'une semaine et demie a payé non seulement sur le plan (important) des avantages matériels obtenus, mais également sur celui de la prise de conscience par la lutte.

Correspondant L..O

Dans les compagnies d'assurances :

CHAQUE année, de septembre à décembre, les dirigeants syndicaux se livrent à leur activité la plus importante : discuter avec les représentants patronaux de l'Assurance des augmentations de salaires pour l'année à venir.

Et chaque année si des discussions interviennent entre les syndicats, au niveau des directions, pour établir une revendication commune, jamais ni les syndiqués, ni les employés ne sont consultés à propos du programme revendicatif présenté aux patrons en leur nom.

Aussi n'est-il pas étonnant que les employés ne se sentent guère concernés lorsque, le terme des discussions patrons/dirigeants syndicaux approchant, ces derniers appellent à quelques mouvements pour soi-disant « battre en brèche » **les ultimes propositions patronales.**

En fait, et c'est chaque fois le même scénario, les organisations syndicales s'alignent sur les dites propositions en arguant du manque de combativité des employés ou de « l'échec » **des mini-actions lancées au dernier moment.**

Pourtant, il arrive parfois que des militants révolutionnaires puissent se faire l'écho du mécontentement de leurs camarades de travail ce qui ne manque pas, évidemment, d'entraîner une riposte brusque et immédiate des bureaucrates syndicaux. Mais toutes les manœuvres d'appareil n'empêcheront ni le personnel des Assurances, ni les militants révolutionnaires de dire tout haut ce qu'ils pensent d'une politique syndicale dont l'unique objectif semble être de ne mobiliser à aucun prix les travailleurs.

Nous relatons ici des événements récents qui se sont déroulés à l'Union des Assurances de Paris et aux Assurances Générales de France les deux plus grands groupes d'Assurances du pays, et pour la « bonne bouche » **nous publions une lettre à ses employés du P.D.G. de la compagnie privée** « France-Vie » **et** « France I.A.R.D. ».

A L'UNION-U.A.P. (PARIS-1er)

La direction de la C.G.T. plus préoccupée d'exclure...

...que d'organiser la lutte

LE jeudi 19 novembre, au cours d'une assemblée générale du personnel à laquelle assistaient plus d'un millier de personnes, les dirigeants syndicaux nous ont annoncé que la direction restait sur ses positions, puis, afin de clore cette « *réunion d'information* », ont demandé aux présents de retourner prendre leurs affaires et de rentrer chez eux (ce qui équivalait à une heure de débrayage).

Un employé prend la parole

Quelques protestations se sont élevées, notamment parmi les jeunes, (c'était la deuxième fois en 15 jours qu'une assemblée était levée sans qu'aucune perspective ne soit même esquissée par les directions syndicales) et un employé syndiqué CGT a demandé la parole afin d'intervenir.

En bons démocrates, les responsables CGT qui détenaient le micro se sont empressés de l'éloigner, puis de faire tomber de la table l'employé qui y était monté pour se faire entendre. Celui-ci a tout de même pu parler — sans le micro, bien entendu — grâce au soutien des employés les plus proches qui protestaient contre de telles méthodes, et non sans qu'un responsable CGT ait tenté auparavant de préciser que l'employé qui intervenait n'était pas syndiqué !

Ce camarade a donc pu dire tout haut ce que bon nombre de présents pensaient — à savoir que les débrayages d'une ou deux heures étaient totalement inefficaces — et il a demandé que la proposition d'une grève d'avertissement d'une journée, soit discutée par l'assemblée.

Les choses en sont cependant restées là, une grande partie des employés n'ayant pu suivre son intervention et ayant commencé à se disperser.

Les bureaucrates de la C.G.T. réagissent

La direction de la CGT qui avait tout fait pour empêcher la discussion ne s'estima cependant pas satisfaite. Elle commença par faire diffuser le lendemain un tract inter-syndical dans lequel, tout en se félicitant du succès de la réunion (?), elle dénonçait les « *irresponsables* » qui l'avaient troublée.

Puis, le lundi, les dirigeants de la section CGT commençèrent de distribuer aux syndiqués un tract demandant l'exclusion de deux syndiqués — celui qui avait pris la parole et un autre qui s'était également heurté à eux lors de la réunion — et convoquant à cet effet une assemblée des syndiqués pour mardi soir. Les syndiqués qui n'avaient pas la possibilité de s'y rendre étaient invités à donner leur « *sentiment* » sur ces exclusions en remplissant le bulletin faisant suite au tract.

(Photo L.O.)

(Photo L.O.)

Mais tout ne se passa pas comme ces Messieurs dirigeants de la section l'avaient espéré. L'un des deux employés diffusait le lendemain à la porte une lettre ouverte aux syndiqués CGT dans laquelle il rétablissait les faits concernant son intervention en assemblée du personnel, et demandait aux syndiqués de venir en assemblée syndicale afin de refuser les deux exclusions. Il fit également circuler une pétition affirmant le droit de tout syndiqué de s'exprimer en public afin de défendre ses idées et rejetant les deux exclusions, pétition qui recueillit les signatures d'une soixantaine de de syndiqués plus celles de jeunes employés non syndiqués qui, ayant apprécié l'intervention du camarade, s'intéressaient pour la première fois au syndicat.

Une assemblée de syndiqués mouvementée

Enfin le soir, une quarantaine de syndiqués assistaient à la réunion syndicale. La moitié des présents étaient contre l'exclusion des deux militants, connus pour leur activité, notamment au sein de la Commission Jeunes, ce qui amena les dirigeants de la section à adopter une ligne de conduite plutôt gênée.

L'un d'eux partit même dans un discours sur la grève de General Motors où les ouvriers avaient obtenu l'échelle mobile grâce à leur unité derrière leurs organisations syndicales (sic). Les deux camarades menacés d'exclusion étant intervenus afin de défendre le droit, reconnu par les statuts de la CGT, de tout syndiqué de défendre ses opinions, ayant souligné qu'une exclusion ne pouvait se décider par correspondance, sans que, de surcroît, les « accusés » aient pu présenter leur défense, et ayant présenté la pétition les soutenant, les dirigeants CGT ne surent que répondre.

Ils se contentèrent de brandir leur tas de « *bulletins de vote* » prétendant avoir recueilli 126 OUI aux exclusions contre 24 NON, refusèrent la vérification de ces bulletins de vote et notamment la comparaison avec les signatures de la pétition, refusèrent aussi de faire voter l'assemblée et levèrent la séance sans demander leur reste (alors que les deux camarades s'affirmaient, en conclusion, non exclus...)

Le lendemain, un communiqué adressé aux syndiqués CGT, rédigé par le soin des responsables de la section, annonçait l'exclusion de deux camarades par 126 voix contre 24 et 8 bulletins nuls plus diverses abstentions.

Inutile de dire que les deux camarades considèrent cette « *exclusion* » comme nulle et non avenue, de même que de nombreux signataires de la pétition.

Mais les faits sont là : ces Messieurs les bureaucrates au petit pied qui dirigent la section n'ont pas hésité à risquer de décourager et d'écœurer plusieurs dizaines de syndiqués parmi les plus combatifs, afin de garder la haute main sur le syndicat.

Ils ont ainsi fait la preuve qu'à la CGT les diviseurs ne sont pas du côté des syndiqués combatifs et de ceux qui défendent les idées révolutionnaires, mais sont ceux qui, s'ils ont peu d'énergie pour organiser l'action et la lutte des travailleurs, en ont par contre beaucoup pour les manœuvres de couloir.

Correspondant L.O.

les bureaucrates syndicaux à l'œuvre

AUX ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE (PARIS)

Contre les directions syndicales les employés se prononcent pour les augmentations uniformes

CETTE fois encore, la comédie annuelle des discussions syndicats-patrons s'est déroulée selon le rite consacré. Les revendications syndicales étaient de 6 % d'augmentation avec un minimum de 65 F et les « ultimes » *propositions patronales de 3,95 % au 1er janvier 1971 et de 2,40 % au 1er juillet 1971, le tout agrémenté de 100 F de* « prime de signature », *prime unique destinée à inciter les syndicats à signer l'accord. Il ne restait plus aux syndicats qu'à faire accepter leur propre acceptation par les intéressés eux-mêmes, en l'occurrence les employés. D'ailleurs, les revendications qu'avaient* « fermement » *défendues les Fédérations Syndicales n'étaient-elles pas presque identiques aux offres patronales ?*

C'était faire accepter une fois de plus que les salaires les plus bas (700 francs ou 800 F mensuels dans cette branche) ne soient augmentés que d'une somme dérisoire de l'ordre de 30 F alors que l'augmentation ne commencerait à être sensible qu'à partir des salaires de l'ordre de 2.500 F.

Les syndicats se divisent et des employés protestent

Devant la meilleure manière de faire avaler la pilule à l'ensemble du personnel, les syndicats se divisèrent.

La C.F.D.T. signait l'accord en catimini tout en déclarant bien fort que s'il ne s'était agit que d'elle, les revendications n'auraient pas été hiérarchisées. F.O. court-circuita la C.G.T. par une consultation — par tract interposé — du personnel. Quant à la C.G.T., elle cria à l'irresponsabilité de ses deux comparses.

C'est alors que plusieurs délégués C.F.D.T., C.G.T. et F.O. ainsi que des militants gauchistes d'horizons divers (dont des camarades de notre tendance) et des employés mécontents, syndiqués ou non, se réunirent.

A une trentaine que pouvaient-ils faire ? Connaître, pour commencer, l'opinion réelle de leurs camarades de travail sur les revendications qu'ils considéraient comme essentielles. Ils décidèrent donc (voir Lutte Ouvrière *n° 119) de faire circuler dans les bureaux une pétition demandant aux syndicats de prendre comme programme revendicatif :*

— pas d'augmentations hiérarchisées,

— 100 F d'augmentation pour tous,

— salaire minimum de 1.000 F par mois.

Cette pétition eut un succès certain. Plus d'un millier de signatures furent recueillies ce qui représentait 90 % environ des personnes consultées, la pétition n'ayant pas circulé dans tous les services.

Les réactions des syndicats à cette initiative furent diverses. La C.G.T. n'y alla pas par quatre chemins : quelques heures après la distribution de la pétition, elle diffusait un tract d'injures et de menaces à l'égard de ceux qui avaient osé commettre le crime le plus grave à ses yeux : prendre l'avis des intéressés en dehors de toutes consignes syndicales. On parle même d'exclusion du syndicat de ceux qui ont participé à cette affaire.

La C.F.D.T. et F.O., plus manœuvrières, n'ont pas réagi officiellement. Mais elles expliquent officieusement qu'elles attendent de connaître la portée exacte de la pétition parmi l'ensemble des employés et dans leurs propres rangs soit pour dénoncer cette consultation démocratique et ceux qui en sont à l'origine soit... pour tenter de la reprendre à leur compte.

Bien entendu, la portée d'une telle initiative d'employés et de militants de base reste très limitée. Car parmi tous les employés qui se sont prononcés pour une revendication d'augmentation uniforme, peu sans doute seraient décidés à engager actuellement la lutte pour la faire aboutir.

Mais que, grâce à l'action de militants syndicaux et de militants révolutionnaires, des employés aient pu dire aux dirigeants syndicaux ce qu'ils pensaient de leurs éternelles revendications hiérarchisées est, incontestablement, le fait le plus positif de tout cela.

Correspondant L.O.

(Photo L.O.)

FRANCE-VIE, FRANCE-I.A.R.D. (PARIS)

LE TRAVAIL C'EST LA SANTÉ... DU P.D.G.

AUX Compagnies d'Assurances FRANCE-VIE et FRANCE-I.A.R.D. de Paris, les quelque 700 employés, cadres et agents de maîtrise, poursuivent depuis le début novembre un mouvement marqué par de nombreux débrayages, assemblées générales et délégations auprès de la direction. Leur revendication principale, soutenue par les organisations syndicales cadres, employés et agents de maîtrise CGT, CFDT, FO et CGC, est une augmentation uniforme et générale de 100 F par mois pour tout le monde.

A la suite de débrayages spontanés, le 10 novembre, la direction faisait distribuer par les garçons d'étage, à chaque employé, un appel pathétique qui ne manqua pas de déclencher l'hilarité générale et auquel il fut répondu par une cessation de travail immédiate.

Le texte de cet appel est en effet savoureux ; le voici :

APPEL A LA RAISON !

Pour des raisons diverses et parce que la Fédération Française des Sociétés d'Assurances et vos Syndicats ne signent pas, aujourd'hui, l'accord de salaires, toujours en discussion, un certain nombre d'entre vous ont cessé le travail.

Des conseillers irresponsables vous poussent dans cette voie destructrice qui ne peut qu'entraîner une perte sensible pour vous et considérable pour les Compagnies du Groupe. Calculez-la et vous comprendrez !

Et vous pourrez y ajouter les retards, non seulement dans l'émission mais aussi dans l'encaissement des primes, dont les conséquences ne tarderont pas à se faire sentir.

Cadres, agents de maîtrise, employés, vous avez des devoirs et vous ne devez pas les oublier.

La prospérité est nécessaire à nos sociétés.

S'il n'y a pas de bénéfices, s'il y a des pertes, que deviendront vos salaires (mensualisés chez nous depuis longtemps), les primes allouées à certains, les primes de vacances et le treizième mois amputé, l'intéressement et la sécurité de l'emploi ?

Les résultats s'aggravant, vous finirez, malgré ma bonne volonté, par en sentir rapidement le contrecoup à plus ou moins long terme.

Moi qui essaie par tous les moyens d'éviter les concentrations, toujours possibles, conseillées par les Pouvoirs Publics, d'éviter les décentralisations comme le font beaucoup de Compagnies nationalisées ou non, vous risquez de m'entraîner dans une voie que je ne désire pas suivre, et ceci pour vous éviter la hantise du chômage.

Je pense que vous avez suffisamment d'imagination pour vous rendre compte que, pour votre tranquillité d'esprit, il faut vous remettre au travail et rivaliser d'ardeur devant les grands Complexes nationalisés qui sont devant nous. Dans le cas contraire, pas de salut possible dans la lutte à la concurrence.

Dans les cas difficiles, je ne me laisse jamais aller ni à la fatigue, ni au découragement ; je suis sûr de moi, de mes moyens, de mes méthodes.

En dépit des conditions sociales, politiques, financières, profondément bouleversées, je reprends toujours résolument ma marche en avant et je travaillerai sans répit dans l'intérêt du Groupe FRANCE-PATRIE et, si vous y réfléchissez bien, dans votre propre intérêt.

Avec l'équipe que j'ai constituée depuis que j'ai pris le commandement de cette maison, je mène de front, s'il le faut, tous les problèmes, qu'ils soient financiers, sociaux, techniques ou de politique générale.

Et puisque vous êtes des travailleurs, je proclame mon culte pour le travail :

— TRAVAILLEUR ACHARNE MOI-MEME, JE METS LE TRAVAIL AU-DESSUS DE TOUT.

— LE TRAVAIL — retenez bien cela, vous les jeunes — COMPORTE EN LUI-MEME TOUTES LES RECOMPENSES :

- *IL DONNE LA SANTE DE L'ESPRIT.*
- *IL DONNE LA SANTE DU CORPS.*
- *IL EST LE REFUGE EN TOUTES CHOSES.*
- *IL EST A LA BASE DE LA DIGNITE HUMAINE.*

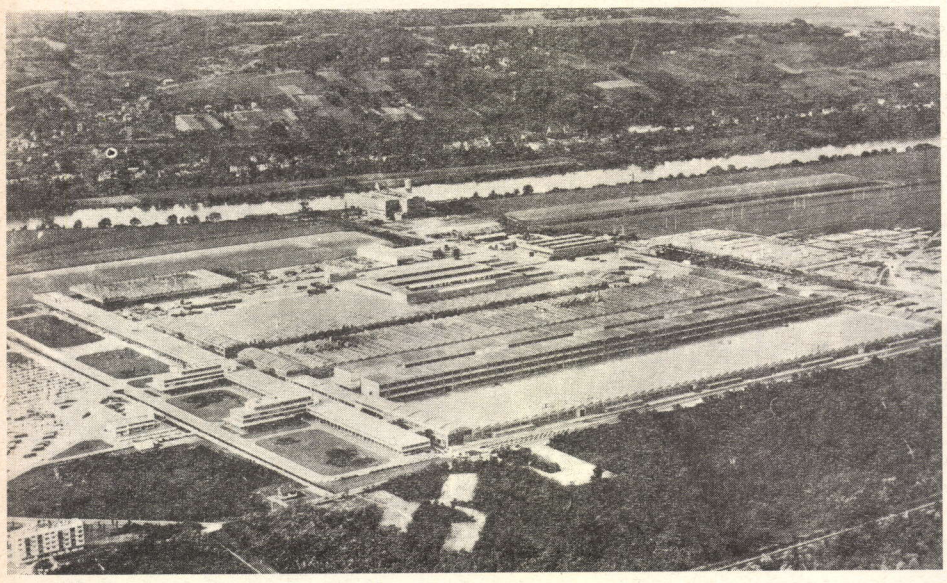
Voici ce que des personnalités m'ont appris dans ma jeunesse, et c'est ce que je fais volontairement et sans contrainte.

Et maintenant, si vous avez la

Et maintenant, si vous avez la foi — et foi en moi — AU TRAVAIL !

Le Président Directeur Général

Maurice LACOMBE



L'usine Renault à Flins.

Chez CITROEN :

Les comptes de la direction... et ceux des travailleurs !

JEUDI 3 décembre, M. Ravenel, nouveau directeur commercial de Citroën a été pleurer misère devant les journalistes.

Pensez donc, la production chez Citroën n'a augmenté que de 40,3 % en 2 ans (+ 10, % en 1969, et + 30 % en 1970). Comme l'effectif des travailleurs a très peu varié pendant cette période c'est donc sur leur sueur que la production a augmenté, mais cela Ravenel a oublié de le signaler. Il a jugé l'augmentation insuffisante, un point c'est tout.

Les affaires vont donc mal, d'autant plus que le coût de la vie a augmenté (tiens, tiens) et que le prix des matières premières a subi une hausse de 12 %. Quant aux salaires, ils sont la cause principale de la mauvaise situation financière de l'usine. Les travailleurs ont été ravis d'apprendre de la bouche de Ravenel qu'ils avaient été augmentés de 20 % en 2 ans, car ce n'est pas la lecture de leurs bulletins de paye qui avait pu le leur apprendre. Toujours est-ilque, si tout va mal, c'est la faute à l'ouvrier qui, avec ses hauts salaires met presque Citroën au bord de la faillite.

Aussi Ravenel a-t-il annoncé qu'il allait prendre des mesures énergiques pour remédier à cet état de fait.

— augmentation du prix des voitures ;
— compression des dépenses de la maison.

On ne sait pas encore si ce qui se passe en ce moment au niveau des salaires chez Citroën est en liaison directe avec la décision de Ravenel, et si, à la faveur de la pagaille des changements de paye la direction a décidé de « *compresser les dépenses* » en trafiquant sur nos salaires, toujours est-il qu'à la dernière paye il nous manquait de l'argent.

Lundi 30 novembre, les travailleurs ayant plus de 3 ans d'ancienneté touchaient leur première paye de mensualisés. Mais ils n'en étaient pas spécialement ravis, car non seulement le calcul en était incompréhensible mais manifestement il manquait de l'argent. Et cela d'autant plus que les heures supplémentaires, une partie du boni et les primes, y compris la prime de transport étaient reportées sur la paye du mois suivant. C'est donc de 150 à 200 F que les salaires étaient amputés. Aux travailleurs de se débrouiller pour boucler le mois. Quant à la direction elle se retrouvait, grâce à cette petite manœuvre, à la tête de la coquette somme d'environ 150 millions d'anciens francs (150 F × 10 000 mensualisés ou commissionnés) qu'elle pouvait faire fructifier tout à son aise.

C'est peut-être cela le modèle Citroën de la participation : à l'ouvrier de faire un petit effort pour sauver les profits des patrons !

Correspondant L.O.

A RENAULT-FLINS :

Encore les transports

LES ouvriers qui travaillent à Renault-Flins habitent à 10, 20 et jusqu'à 60 ou 70 km à la ronde. Aussi la Régie Renault doit-elle organiser, en utilisant diverses compagnies de cars, un service de ramassage du personnel, qui rayonne dans toute la région.

Des vieux tacots

Ce système laisse beaucoup à désirer. Tout d'abord, un trop grand nombre de cars ne méritent même pas ce nom. Ce sont de vieilles casseroles qu'aucune compagnie n'oserait utiliser sur une ligne commerciale, mais qu'elles jugent assez bonnes pour les ouvriers : pas de chauffage, moteurs asthmatiques, diesels agonisants, crachant d'épaisses vapeurs dont la puanteur se répand jusque dans le car lui-même, vitres manquantes, permettant à chacun de goûter la fraîcheur de l'air en décembre, etc. A tout cela viennent s'ajouter les pannes en tous genres qui sont fréquentes sur ces antiquités. Lorsque les travailleurs arrivent en retard à l'usine à cause d'un tel incident, la direction et les compagnies de car se renvoient la balle. Pour la direction, c'est aux compagnies de payer la perte de salaire : car la Régie ne va tout de même pas en faire cadeau, et s'empresse d'effectuer une retenue ! Mais les compagnies de cars ne payent jamais, et le plus clair de l'affaire, c'est que personne ne vient compenser la perte de salaire que l'ouvrier subit du fait de la défaillance du système de transport de la Régie.

D'autre part, le prix du transport est retenu par la Régie, directement, sur la paye de chaque ouvrier. S'il est par hasard malade une semaine et ne vient pas à l'usine, le transport est retenu quand même. En théorie, il est possible ensuite de se faire rembourser, à condition de présenter à la maîtrise sa carte de la semaine, non utilisée. Mais très rares sont les ouvriers qui ont réussi à obtenir ce remboursement. Les cartes, une fois transmises à la maîtrise, semblent s'égarer mystérieusement. La Régie semble beaucoup moins pressée de rendre leur dû aux ouvriers que lorsqu'il s'agit de leur retenir une heure de salaire si par la faute des cars, ils arrivent en retard à l'usine.

Une « simplification » qui complique la vie des travailleurs

Mais la Régie vient de décider de prendre le taureau par les cornes. La grande réforme qu'elle a décidée, c'est... de faire une carte permanente de transport, au lieu d'une carte hebdomadaire ! Voilà qui change tout. Chaque ouvrier a donc reçu solennellement un mignon petit rectangle de plastique blanc, portant son nom, prénom, matricule, etc. destiné à remplacer les bouts de cartons qui, jusqu'à présent, tenaient lieu de carte de transport.

On voit mal ce que cela change. Il est vrai que cela coûte moins cher de changer les cartes que de changer les cars ! Mais surtout, la nouvelle carte s'accompagne d'une note de service dans le style hargneux qui caractérise la direction de Renault-Flins.

Celle-ci semble considérer chaque ouvrier comme un fraudeur en puissance : « la carte devra être présentée à la montée dans le car aux chauffeurs, ainsi qu'aux contrôleurs, avec la carte d'usine. Si vous ne voulez pas utiliser le car, il faut remettre la carte à votre agent de maîtrise... Nous attirons votre attention sur le fait que cette carte est **strictement** personnelle et que son utilisation par une autre personne entraînerait également votre responsabilité... Toute fraude entraînera le retrait immédiat de la carte ainsi que du droit d'utiliser les transports usine. »

Ainsi, la seule transformation qu'ont pu constater les travailleurs, c'est que maintenant, de nombreux chauffeurs contrôlent les cartes : une tracasserie de plus, c'est tout ce qu'à trouvé la Régie.

A croire que, avec ce système de cars, elle fait une faveur aux ouvriers ! Le transport des ouvriers est une nécessité pour sa production. A elle donc de l'assurer dans des conditions correctes. Ce devrait être aussi à elle de payer, et non aux ouvriers : si les cars étaient gratuits, il n'y aurait pas besoin de contrôles pour dénicher les « fraudeurs » !

Correspondant L.O.

AU COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE - BATIMENT (Bourges) :

Face à l'incurie de l'administration, les élèves s'organisent

DEPUIS longtemps déjà, les élèves savent que l'enseignement qu'on leur offre est un enseignement au rabais. Mais depuis le dernier conseil d'administration (il y a environ un mois), le climat s'est brusquement électrisé.

A ce conseil d'administration, ils ont appris qu'un câble de 15.000 volts traversait l'atelier de serrurerie puis la cour où il baignait six mois sur douze dans l'eau.

Aussitôt, le mot « grève » *a couru sur toutes les lèvres :* « On n'est pas à St-Laurent-du-Pont », « il ne faut pas attendre qu'il y ait des morts pour que l'administration veuille bien se réveiller », *entendait-on çà et là.*

Et puis, en discutant, toutes les anciennes revendications, certaines vieilles de dix ans, ont refait surface :

— la toiture de l'atelier serrurerie qui est percée, ce qui fait que l'eau de pluie tombe sur la centrale électrique ;

— l'atelier peinture qui n'est pas chauffé ;

— l'atelier plomberie qui n'a pas été réparé alors qu'il y a trois ans, 10 élèves ont failli périr asphyxiés parce que les chalumeaux et les conduites de gaz fuyaient ;

— les plombiers qui sont obligés de descendre chercher leurs bouteilles d'acétylène dans une cave très souvent inondée et qui sont obligés de les remonter sur leur dos.

Et puis, il est de plus en plus manifeste dans l'esprit des élèves que l'administration veut faire d'eux des moutons qui se laisseront exploiter en silence dans les usines. Déjà à l'école, à la moindre critique, c'est le conseil de discipline (l'an dernier, trois élèves furent renvoyés trois mois avant le C.A.P. et durent de ce fait se présenter comme candidats libres et fournir leur matériel).

Mais, hélas, pour l'administration, les élèves du C.E.T. bâtiment ne sont pas décidés à se laisser faire. Ils ont déjà élu un comité de grève de 30 personnes qui se maintiendra toute l'année afin de coordonner l'action des élèves.

Pour appuyer leurs revendications (sécurité, formation professionnelle...) une grève de deux jours a été décidée et organisée les 7 et 8 décembre.

Et si l'administration ne fait rien d'ici la rentrée de Noël, les élèves sont prêts à aller plus loin : une grève totale des cours sera alors envisagée.

Correspondant L.O.

FEUILLETON

La paix

de

Ernst GLAESER

(Editions Rieder — Presses Universitaires de France)

(12)

RESUME

L'action de ce roman se déroule en novembre 1918, dans une petite ville d'Allemagne. L'empereur Guillaume II vient d'abdiquer et de s'enfuir. Le héros, jeune étudiant issu d'un milieu bourgeois discute avec les soldats en faction à la gare. Ils viennent d'apprendre la nouvelle, alors que la ville entière l'ignore encore. Pour les soldats, c'est la fin de la boucherie, c'est la paix tant souhaitée, c'est-à-dire le retour prochain dans leur foyer. Pour le jeune lycéen, influencé par les idées socialistes de son précepteur, Adalbert König, c'est le début d'une période exaltante dont il ne comprend pas bien le sens.

Le lendemain, en ville, les esprits sont en effervescence. La foule se rassemble devant la mairie, en attente. Les discours commencent. Tout d'abord intervient l'avocat Hoffmann, vieux politicien social-démocrate qui, durant toute la guerre, a été partisan de l'union sacrée autour de l'empereur, et qui aujourd'hui annonce, avec un soupçon d'inquiétude, l'avènement de la République allemande ; la République des ouvriers, des bourgeois et des paysans, tient-il à préciser. A sa suite, Adalbert König, militant socialiste révolutionnaire s'adresse à l'assistance. Passionnément il explique que la fin de la guerre, ce n'est pas la fin de la misère, car ce n'est pas la fin de l'exploitation capitaliste. Il conclue son intervention par un vibrant appel au prolétariat pour qu'il s'empare du pouvoir, en instaurant sa dictature.

Immédiatement, un Conseil d'ouvriers et de soldats se constitue. Dans la ville, une lutte sourde s'engage entre les éléments bourgeois et petits-bourgeois de la population d'une part et les ouvriers de l'autre.

A travers quelques scènes typiques, l'auteur retrace l'atmosphère qui règne dans la ville. Dans ce chapitre, il décrit les affres de la femme de l'industriel de la ville.

Madame Ziel, une riche bourgeoise, persuadée après l'arrestation de son mari par les ouvriers, que ceux-ci ne rêvent que de griller sa maison et lui faire subir les pires violences, se réfugie, déguisée en pauvresse, chez la mère du narrateur où son mari vient la rechercher.

Ma mère l'invita à prendre une tasse du café que Kathinka venait d'apporter.

Quelques minutes plus tard nous entendîmes les pas de quelqu'un qui descendait les escaliers avec précaution. C'était comme si, de bon matin, avant que la lumière n'ait pris possession du jour, un lourd cauchemar sortait d'une chambre. La rampe gémit.

M. Ziel venait d'ouvrir un petit œuf à la coque, quand on poussa la porte. Dans le cadre apparut Mme Ziel. Elle était vêtue d'un costume tailleur de velours gris, elle avait des chaussures en peau de daim, des gants gris-argent. M. Ziel se tourna vers elle.

— Bonjour, Erika, fit-il sans lâcher la pointe de l'œuf qu'il venait de détacher.

— Guillaume !

Mme Ziel fit un bond exactement de l'ampleur de sa jupe, se précipita vers son mari, s'empara de sa main si vivement que la pointe de l'œuf tomba sur le parquet, puis, saisissant son crâne, elle riva ses yeux dans les siens, avala deux fois sa salive et s'écria d'une voix qui avait le poids et la clarté de l'aluminium : « Guillaume ! »

Guillaume s'était levé et souriait : « Erika ». Erika se tordait les mains et essayait toujours de tomber dans ses bras. Mais Guillaume, qui s'en était aperçu, lui dit : « Voyons, sois donc courageuse ».

Elle finit cependant par atteindre son épaule et se mit alors à pleurer toutes les larmes de ses yeux. Mais Guillaume, trouvant que cela avait déjà trop duré, lui dit qu'il fallait déjeuner. Erika lui passa son bras autour du cou et lui cria : « Guillaume, es-tu vraiment hors de danger ?» Il répondit : « Mais il ne s'est rien passé ».

— Et notre maison ?

— Intacte.

— Et les Bolchéviks ?

Guillaume obligea Erika à s'asseoir, plaça une tasse de café devant elle, lui servit de la saccharine et tout en lui préparant une biscotte, lui dit : « Les Bolchéviks sont partis ».

Erika déjeuna avec appétit.

Un quart d'heure plus tard le directeur Ziel se levait, baisait la main de ma mère et la remerciait de son hospitalité. Sa femme, qui avait recouvré sa voix normale, nous pria de ne pas parler de sa fugue. Nous le lui promîmes. Quand M. Ziel fut arrivé au portail, sa femme lui dit : « Ne pourrions-nous pas téléphoner à Fritz ? » Ils rebroussèrent chemin et M. Ziel alla téléphoner dans la chambre de mon père. « Allo ! » cria-t-il. Cinq minutes après l'auto était là. C'était une Benz. Au moment où elle s'arrêta, Fritz porta la main à sa casquette.

— Est-ce que nous pouvons utiliser l'auto ? demanda Mme Ziel.

— Mais naturellement, fit le directeur, j'ai un laissez-passer du Conseil des ouvriers et des soldats.

— Ah ! fit Mme Ziel qui glissa une pièce d'argent dans la main de Kathinka qui lui apportait une petite valise, voilà pour vous...

— Madame désire-t-elle emporter les vieux vêtements... ?

Mais comme Fritz avait déjà mis le moteur en mouvement, l'auto partit à vive allure et tourna même au coin de la rue sans corner.

Je rentrai avec ma mère.

Kathinka demanda ce qu'elle devait faire des vêtements.

— Les mettre à l'air, répondit ma mère.

VII

Vers midi nous apprîmes que la guerre était finie. On négociait les conditions de l'armistice et pour l'instant le feu avait cessé sur toute l'étendue des fronts. A Berlin s'était formé le Conseil des représentants du peuple ; dans le Reich, partout, les princes abdiquaient. Hindenbourg était demeuré avec ses troupes et avait reconnu les Conseils de soldats. On chantait les louanges d'Hindenbourg. Le kronprinz était en Hollande. C'est vers lui qu'allait toute la haine des bourgeois. On parlait de lui comme on parle de littérature pornographique. « Les Français peuvent le pendre haut et court, disait notre facteur, en nous remettant le courrier du soir, nous le lui céderons volontiers. C'est un coureur de cotillons... Sa pauvre femme... » Beaucoup du reste parlaient du kronprinz et portaient à son actif des actes d'obscénité révoltants. Tous disaient : « On devrait bien lui régler son compte à celui-là. Quand on pense qu'il festoyait avec des Françaises pendant que nous nous faisions trouer la peau devant Verdun !... Oui, on devrait lui casser les os à ce vilain merle, si jamais il osait se montrer encore en Allemagne ». Ils semblaient tirer de la conduite du kronprinz la justification morale de leur révolution. Le kronprinz, c'était le fil qui rattachait tous les bourgeois à l'idée d'un renversement de régime ; il était détesté autant qu'un étudiant débauché peut l'être par sa logeuse.

Je me rendis chez Max Frey. Dans les rues plus de sentinelles ni de patrouilles ; en revanche devant les maisons, des groupes de soldats qui parlementaient avec les propriétaires. Ils riaient bruyamment. Quelques-uns, de la compagnie sanitaire, racontaient des souvenirs de guerre. Les propriétaires fumaient leurs pipes et parlaient avec bienveillance de la social-démocratie. Les soldats se réjouissaient que la guerre fût finie. Plusieurs même portaient déjà des habits civils qu'ils avaient empruntés aux habitants chez lesquels ils étaient cantonnés et se pavanaient dans les rues comme s'ils avaient eu un nouvel uniforme. Toutes les femmes d'un certain âge, ils les appelaient : « la mère »... Aux jeunes qui passaient ils envoyaient des baisers sonores.

On avait affiché une proclamation qui interdisait, sous les peines les plus sévères, le pillage, les rassemblements et le commerce clandestin. Elle portait la signature du Dr Hoffmann, président du Conseil des ouvriers et des soldats et se terminait par cette phrase : « Ouvriers ! Bourgeois ! Paysans !... gardez votre sang-froid. Ne vous laissez pas entraîner à des actes de violence par certains fanatiques sans scrupules. Il faut que l'ordre soit maintenu ».

J'appris qu'Adalbert König avait eu la même nuit une violente altercation avec le Dr Hoffmann. Il était question des otages. Les matelots étaient allés les prendre au lit et les avait internés à l'Hôtel de Ville. Le Dr Hoffmann avait vivement protesté contre l'emploi de ce qu'il appelait les méthodes russes et il persistait à demander l'élargissement des prisonniers. Adalbert König l'avait appelé socialiste de guerre ; l'autre avait répliqué en le traitant de bolchévik. Finalement la majorité du Conseil des ouvriers et des soldats s'était prononcée en faveur du Dr Hoffmann et avait exigé qu'Adalbert König se mît aux ordres de Hoffmann. Là-dessus Adalbert König, à la tête de ses matelots, avait envahi la salle des séances. Ce ne fut que par miracle qu'on réussit à faire venir les chasseurs désarmés du général et à obliger les matelots à battre en retraite. Adalbert König, accompagné de deux camions-automobiles, était parti en auto pour D. où il essayait maintenant de fomenter des troubles.

Je passai devant la mairie. Les sentinelles à brassard rouge s'entretenaient avec les passants. Elles avaient appuyé leurs fusils contre le mur du bâtiment et, débarrassées de leurs armes, fumaient. L'esprit de la population était bon, selon toute apparence ; nombre de femmes portaient des fichus rouges et les hommes qui leur parlaient, riaient comme s'ils avaient acquis la certitude de ne jamais mourir.

L'armistice avait été conclu et c'est à peine si une personne sur cent savait à quelles conditions... mais tout le monde savait que sur les différents fronts on ne se battait plus. A cette seule pensée presque tous oubliaient la Révolution. Quand il était question de l'avenir, cela signifiait : le retour de l'armée. Parfois, il est vrai, dans une auberge, un ouvrier criait bien qu'on devrait casser la tête aux profiteurs et aux capitalistes ; mais c'est à peine si on faisait attention à lui... tant on se réjouissait de la fin de la guerre et du commencement de la paix.

Dans les rues de la ville l'élément féminin dominait. Les proclamations collées aux colonnes n'avaient sur les femmes aucune prise et elles se souciaient peu des derniers télégrammes. Elles stationnaient aux coins des rues, passaient dans les auberges et riaient. Elles riaient chaque fois qu'elles voyaient ou entendaient le mot *paix*. Elles songeaient à leurs chambres. Là, un être leur manquait, qu'il fût dans les Flandres ou en Ukraine, qu'il défendît la civilisation turque ou vînt en aide aux Autrichiens... dans chaque chambre une place était restée vide, celle qui revenait à l'homme ; dans chaque maison, un lit était vide, qui devait être occupé par un homme et une femme. Que signifiait ce mot paix ? Il signifiait être là. Etre là pour battre les gerbes, être au magasin, à table ; être là le dimanche, être à une première communion ; être là quand on part en voyage, quand on arrive, quand on appelle, quand on est fatigué, quand on se réveille, quand on prend ses repas, être dans la chambre et dire : maintenant allons nous coucher, éteindre la lumière et dire bonne nuit ; être là c'est « s'avoir », se repousser, s'aimer, se haïr... être là, c'est la paix.

Et c'est pourquoi les femmes étaient contentes, la guerre était finie. Elles ne pensaient guère à la nation, elles pensaient à leur famille.

A la vitrine d'une librairie un télégramme était affiché : « Des vaisseaux de guerre anglais ont hissé le drapeau rouge ».

Parmi les gens qui s'étaient arrêtés et qui tous chantaient les louanges des Anglais, se trouvait Max Frey. Il avait sur la tête un vieux chapeau transformé qui lui venait de son père et dont le noir prenait des reflets légèrement verts, un manteau retourné à carreaux bruns et des souliers bas. Son cou maigre était entouré d'un cache-nez, dans la poche droite de son manteau il avait mis une bouteille enveloppée d'un papier de journal. Je vis Max rire quand un homme, arrêté devant l'affiche, cria : hourrah !

Avec peine, je me frayai un passage jusqu'à lui, car la foule, qui s'entassait devant le télégramme, se faisait de plus en plus dense et écoutait avec attention un sergent-major qui vantait l'impressionnante solidarité de la marine anglaise et ouvrait les perspectives d'une paix où il n'y aurait ni vainqueurs ni vaincus. « Les peuples sont devenus les arbitres de leur sort... les peuples donneront au monde la paix définitive ». L'enthousiasme était comparable à celui de 1914. Tout le monde avait la ferme conviction qu'on allait entrer désormais dans une période de vie heureuse.

« Nous sommes tous frères, disait un homme à la barbe broussailleuse, qu'il s'agisse d'ouvriers, de bourgeois ou de paysans. Nous sommes le peuple ». A quoi un soldat aux épaules étroites, long comme une perche, répondit avec un accent saxon : « Le peuple, lui, a toujours voulu la paix... mais on nous a trompés ». L'homme à la barbe opina de la tête : « Dans chaque pays on devrait traduire les généraux et les gouvernants devant un tribunal et sans égard pour personne, les envoyer au bagne ».

— Les exterminer, voilà ce qu'il faudrait, les rassembler dans une vallée et les asphyxier par les gaz.

Le long soldat allongea le menton et articula d'une voix de fausset : « Savez-vous ce que j'ai projeté : adresser un message aux peuples. S'il prenait encore une fois aux généraux l'envie de faire la guerre, qu'ils se rassemblent dans un pré avec les généraux ennemis et tirent les uns sur les autres. Hé ! ce serait épatant, hein ? Comme ça, y aurait sûrement plus de guerre, ne croyez-vous pas ? » L'homme barbu répondit : « Pas mal ; mais on va supprimer les généraux. Alors toutes les guerres deviendront impossibles. A la place, ou aura des tribunaux d'arbitrage qui régleront tous les différends. Si vous êtes en procès avec quelqu'un, vous ne pouvez pourtant pas lui casser la tête... ergo... »

— Mais oui, fit le soldat, c'est une chose à voir. L'essentiel c'est que les peuples soient unis.

— Nous tenons de source sûre que partout ça commence à chauffer. En France ça fermente sérieusement. Bientôt les peuples se tendront la main par-dessus les frontières, et on créera le grand Etat fédéral de l'avenir.

— C'est ça qui sera beau, dit le soldat dont le pâle visage se colora légèrement, quand tout le monde se tendra la main...

— Mais il faut avant tout maintenir l'ordre, décida l'homme barbu, et surtout pas de guerre civile. Songez à la Russie. La famine et la mort, c'est tout ce qu'ils ont là-bas. Il n'y a rien de pire que de s'entretuer. Tous, nous ne formons qu'un peuple. Tous, nous avons besoin de nous entr'aider. A tous il faut la paix.

— Oui, oui, la paix...

Et le soldat poitrinaire acquiesçait d'un mouvement de tête et ses yeux brillaient. « Adieu, camarade », lui dit l'homme à la grosse barbe en s'éloignant.

Max Frey me poussa du coude. « Tu le connais, celui-là ? » Je secouai la tête. « Il est rédacteur à la *Volkswacht*. Un commensal du Dr Hoffmann... compte à son actif deux condamnations pour crime de lèse-majesté. Il est pacifiste. Il écrit dans un style exécrable. A aussi commis des poésies de guerre. Je les ai chez moi. Les ouvriers l'appellent « Professor », parce qu'il parle toujours d'abondance ; était autrefois instituteur. Ne fume pas, ne boit pas, dit qu'il n'y a pas de Dieu, mais seulement la nature. »

Je traversai, en compagnie de Max, les groupes joyeusement surexcités qui s'étaient formés dans les rues. Partout il n'était question que de la paix. Les gens appelaient la paix : l'ère nouvelle ; beaucoup chantaient l'Internationale à quatre voix, d'un air convaincu. Leurs voix illuminaient l'atmosphère.

« Tu remarqueras, me dit Max Frey, que tous pensent à la paix et personne à la Révolution. » Je le contredis : « C'est la Révolution qui leur donne la paix ».

— Que tu es bête ! Pourvu qu'ils aient la paix, ils se f... pas mal de la Révolution. As-tu entendu le rédacteur ? Du calme, de l'ordre, de la charité et le tribunal d'arbitrage. As-tu lu la proclamation de Hoffmann ? Un mauvais article contre la monarchie... pas autre chose. Pourquoi ne met-il pas en pratique le Manifeste communiste ? Pourquoi n'exproprie-t-il pas les usiniers ? Il maintient l'ordre et attend les instructions du gouvernement de D. Et le gouvernement de D. attend des ordres de Berlin, et à Berlin ils ne savent ce qu'ils doivent faire. Une Révolution sans aucun centre de direction. Une Révolution sans officiers. Quelle fumisterie ! Une vraie Révolution devrait se sentir assez forte pour dire : c'est maintenant que la vraie guerre va commencer. Mais va donc le dire.

Max cracha. « Ils ont déjà dégoûté Adalbert König à tel point qu'il est parti. Ils le traitent de spartakiste qui ne veut pas la paix et qui fomente la guerre civile. Avec tout ça, il est le seul socialiste de la ville qui soit resté conséquent avec lui-même. Il a reconnu que les capitalistes ont perdu la guerre et qu'il y aurait maintenant une occasion unique de les abattre complètement. Mais le peuple veut la paix et les capitalistes disent que tout désordre la compromettrait. Ils promettent la République aux ouvriers, l'égalité des votes, ils élisent les fonctionnaires au rang de potentats... En se mettant ainsi à la remorque de la social-démocratie, ils lui abandonnent toute la Révolution. Celle-ci va être étranglée, mon ami, oui, étranglée, si les hommes du front, en arrivant, ne chambardent pas tout. As-tu jamais regardé de près ces fonctionnaires ?... Voilà deux ans qu'ils siègent à l'Hôtel de ville, ils y siégeaient déjà sous l'ancien régime, depuis deux ans ils promettent la paix au peuple... Il faut qu'ils étouffent la Révolution, autrement pas de paix possible, mais la guerre civile, une guerre civile fraîche et joyeuse. Fi donc ! » Max pouffa de rire et se remit rapidement en chemin. Ses enjambées étaient parfois interrompues par une quinte de toux.

— Je me suis converti. Je suis spartakiste. Je suis pour la guerre civile. J'ai reconnu que notre lassitude n'a point d'autre origine que la classe à laquelle nous appartenons : la bourgeoisie. Il faut l'écraser, on y arriverait, maintenant ; car sa guerre, elle l'a totalement perdue. Ma haine de l'homme s'est tournée contre les gens que je rencontrais chaque jour... mais il doit y avoir encore d'autres individus que ces hypocrites qui empoisonnent nos familles. J'ignore si les ouvriers sont aussi de ces hypocrites... je le pense. Mais en tous cas il faut que je croie à quelque chose... autrement je sens que je vais devenir fou...

Il se tut. Son visage était devenu hectique. Dans la rue on chantait.

Nous nous étions arrêtés à la devanture d'une droguerie. Derrière la vitre on apercevait un gnome en papier mâché avec des sandales en bronze doré, une barbe rigide et la main gauche posée sur un rocher en saillie d'où s'échappait une cascade de papier argenté. Sur le dos une hotte d'osier avec cette inscription en lettres noires : « Caramels pectoraux de l'empereur ». Ce nain charitable, bienfaiteur de l'humanité qu'il protège contre le rhume et l'enrouement, avait perdu son nez. De la cavité que celui-ci avait autrefois recouverte, tombait de la poussière, les sandales dorées avaient été noircies par les mouches, à la barbe toute une tresse manquait, et la main, qui s'appuyait sur la saillie du rocher, n'avait plus de pouce. Le papier argenté de la cascade était réduit à un seul fil. Dans la hotte, les caramels pectoraux avaient fait place à des souricières. Sur le parquet, s'entassaient, suivant leurs dimensions, de grandes boîtes peintes en bleu et en rose qui s'élevaient en une audacieuse pyramide, des récipients en papier pour graisse végétale portant le fac-similé d'une griffe, plus loin, en arrière, de lourdes bouteilles de vin rouge disposées en demi-cercle, surmontées de sveltes bouteilles de cette huile fine dont on accommode la salade. Des paquets sur lesquels était écrit : « Ouate », des sacs dont les étiquettes portaient « crème de maïs », des flacons d'extraits de viande Liebig, des récipients en faïence avec l'inscription en ronde « Thé, cacao, cannelle ». Une plaque émaillée avec une tête d'Indien à la peau brunie et l'indication « Pétrole ».

— Tiens ! s'écria Max, la voilà, la paix qu'ils attendent. A tous ces attrape-nigauds là ils veulent insuffler de la vie, repeindre le rocher, refaire un nez au gnome et rendre le bruit et le mouvement à la cascade...

Il se mit à gambader devant la boutique. Un instant je craignis qu'il ne fît voler les vitres en éclats.

« Si le nez repousse au gnome, tout aura été inutile. Si les attrape-nigauds reprennent vie... il faudra mettre en pièces les attrapes de leur paix. Il faut que la Révolution extermine ce gnome. Viens ! viens ! » Et il se mit à tambouriner furieusement contre la vitre.

Je fus tellement surpris de cet accès qu'il me fut impossible de retenir Max. La porte de la droguerie s'ouvrit tout à coup. Un homme âgé, une calotte de soie noire sur la tête, apparut dans l'encadrement.

— Il n'y a point de vivres ici, dit-il d'une voix chantante.

— Le gnome ! s'écria Max.

L'homme aussitôt bondit en arrière, barricada sa porte et deux secondes après, le lourd rideau descendait avec fracas par-dessus la vitrine.

— Il a sauvé le gnome, cria Max, on devrait le fusiller.

(A suivre.)

CURÉS ROUGES

Prêtres basques emmenés pour être exécutés par les franquistes durant la guerre civile.

LE thème annoncé le 8 décembre risquait de décourager les fidèles de l'émission « XX[e] Siècle » qui ne sont pas spécialement passionnés par les problèmes de « l'aggiornamento » ou le mariage des prêtres : « L'Eglise demain ». Ils auraient pourtant eu tort de tourner le bouton car il nous fut présenté un reportage de grande qualité sur le clergé espagnol. Le procès de Burgos, où plusieurs prêtres figurent parmi les accusés, lui conférait une actualité dramatique.

De tous temps, l'Eglise espagnole a constitué l'un des plus solides piliers de l'ordre établi. Puissance foncière (elle possédait 11.000 domaines lors de la proclamation de la république) et financière considérable, elle a toujours été partie prenante dans cet ordre établi. C'est ce qui explique que les révoltes populaires ont tout naturellement eu un caractère anti-clérical et anti-catholique : ainsi les incendies de couvents et d'églises en mai 1931.

Dès sa victoire sur les troupes républicaines, Franco trouva des collaborateurs zélés en la personne des prélats. Ne se présentait-il pas, face au marxisme, au matérialisme, à l'athéisme, comme le restaurateur de la Sainte Espagne, modèle de la civilisation chrétienne occidentale ? Et c'est au même titre que les généraux que les gens d'Eglise furent les artisans des « grands cimetières sous la lune » qui arrachaient des cris d'indignation même au catholique de droite Georges Bernanos. Encore actuellement, les évêques espagnols prêtent serment de fidélité au chef de l'Etat. Par l'intermédiaire de l'Opus Dei, l'Eglise espagnole dispose de plusieurs portefeuilles dans le gouvernement de Franco et contrôle une part non négligeable de l'économie.

Les curés « contestataires » que nous avons vus et écoutés n'avaient pas grand-chose à voir avec cette Eglise officielle qu'ils combattent, sinon la croyance en un Dieu qui doit décidément avoir l'esprit très large pour s'entourer de serviteurs aussi disparates. Contestataire n'est d'ailleurs pas le mot qui convient car il s'agissait bel et bien de militants. Ils participent à la diffusion clandestine des informations, lisent des tracts en public à la messe du dimanche, organisent des manifestations et permettent la tenue de réunions clandestines dans leurs églises.

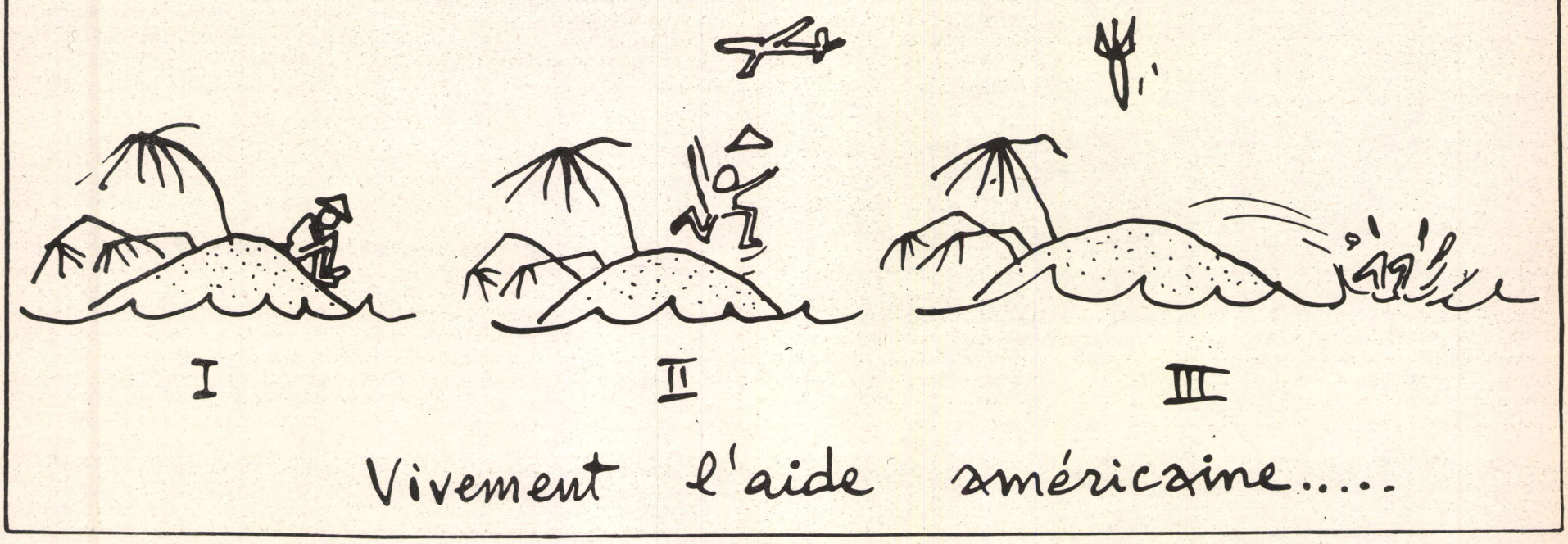
Comment expliquer qu'une Eglise qui compte parmi les plus réactionnaires du monde ait ainsi engendré en son sein une des composantes du nouveau mouvement d'opposition espagnol ?

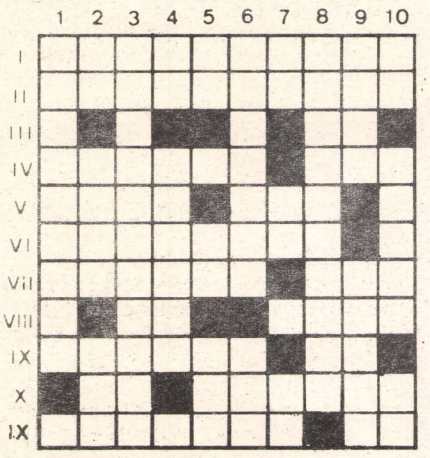
En se développant, la lutte des classes devait inévitablement se refléter dans cette société parallèle qui se rattache de manière intime à la fois aux classes dominantes et aux masses populaires. Aux différents degrés de la hiérarchie, le clergé appartient à des classes opposées. Le bas clergé, issu de la population laborieuse et en contact permanent avec elle, n'a finalement aucune raison, si ce n'est par discipline, de défendre l'oppression dont il côtoie tous les jours les victimes. La dictature a favorisé le développement d'une institution sur laquelle il s'appuie mais qui s'est partiellement retournée contre elle.

C'est la situation très précaire du mouvement ouvrier qui permet à une minorité du clergé de jouer un rôle non négligeable dans la croissance de celui-ci. Franco a aboli la liberté de réunion tout en permettant certaines réunions, celles qui ont lieu dans les églises. Il a envoyé ses flics contre les grévistes tout en leur apprenant à respecter la soutane. Il écrasait les syndicats d'une main mais, malgré lui, il fournissait de l'autre aux syndicalistes des locaux, des tribunes et des militants. En voulant enserrer l'ensemble de la société, l'Eglise a perdu le contrôle de ses tentacules les plus éloignés, gagnés par les masses. Les militants ouvriers disposent ainsi d'un embryon d'organisation, d'un outil que leur procure la dictature elle-même.

Cette situation ne risque-t-elle pas de répandre l'obscurantisme religieux parmi les masses ouvrières ? Cela dépendra non pas de la collaboration avec des curés mais de la capacité des militants révolutionnaires de renouer avec les principes du socialisme scientifique et de s'organiser sur cette base. Si le mouvement s'engage dans la voie sans issue d'un compromis démocratique avec la bourgeoisie, il est probable que l'Eglise sortira presque indemne de la bataille au prix d'une simple reconversion. Pourtant, certains curés qui se placent aux côtés des ouvriers en viennent eux-mêmes à rompre avec l'institution cléricale. Leurs propos en témoignent. Il n'est pas douteux que l'incohérence de l'attitude qui consiste à combattre la hiérarchie catholique et le capitalisme tout en prêchant l'idéologie de soumision qui leur est propre devienne de plus en plus visible à la plupart d'entre eux. A la question d'un journaliste lui demandant s'il croyait à l'enfer, un jésuite répondit que le combat qu'il menait était autrement plus important que ces histoires d'enfer. Le journaliste en fut pour ses frais.

Régis MONNERET.



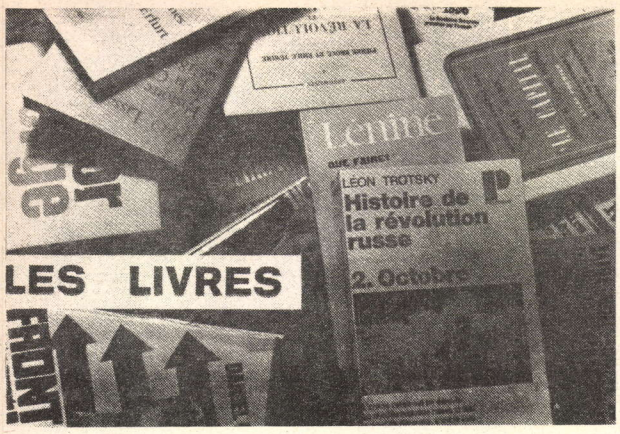


HORIZONTALEMENT. — I. Principal souci du patronat. — II. L'avenir de la « nouvelle société » de Chaban. — III. Romains. — IV. Esclave ; en Nouvelle-Calédonie. — V. Réciter ; utilise. — VI. Mieux vaut prévenir. — VII. Notre société ne l'est plus guère ; aire. — VIII. Dans la toile ; on le déplace sans lui demander son avis. — IX. Ondine ; fait les grandes rivières. — X. Son delta gagne constamment sur la mer ; mit à la tâche. — XI. Concerne tout le monde ; préposition.

VERTICALEMENT. — I. C'est bien le seul moyen que les électeurs (certains seulement) aient de contrôler leurs députés. — 2. Coule de source ; en bois ; manœuvre boursière (inversé). — 3. Admonestation. — 4. En diligence ; boucha des trous. — 5. Personnage de Brecht ; article espagnol ; Bao, c'est un fantoche. — 6. Parfois directe, plus souvent indirecte, elle prend de plus en plus d'importance dans la France d'aujourd'hui ; fait parler de lui en Espagne. — 7. Consonne double ; conjonction ; en Thaïlande. — 8. Souvent tortueux en politique. — 9. En anatomie comme en imprimerie, on le trouve en haut du corps ; transporte à la manière de l'Etat. — 10. Direction ; quelle vie il a ! ; le prochain c'est pour bientôt.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	E	M	O	C	R	A	T	I	E
II	E	M	I	G	R	A	T	I	O	N
III	M	O	N	■	I	■	O	R	N	E
IV	A	T	O	M	E	S	■	E	■	E
V	G	I	R	O	U	E	T	T	E	■
VI	O	V	A	I	R	E	■	T	R	I
VII	G	E	T	■	■	■	N	E	R	F
VIII	I	■	I	S	S	U	E	■	O	S
IX	Q	U	O	T	I	D	I	E	N	■
X	U	R	N	E	S	■	G	A	E	L
XI	E	I	■	S	E	M	E	U	S	E



VICTOR SERGE

" Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression "

(Petite collection Maspero)

EN 1919, au plus fort de la guerre civile, Victor Serge, qui avait rejoint la révolution russe sur le terrain, fut chargé, à côté de beaucoup d'autres fonctions, du « Commissariat aux archives de l'Okhrana », l'ancienne police politique tsariste, Alors que Pétrograd pouvait tomber d'un jour à l'autre aux mains des blancs et que Lénine envisageait le retour à la clandestinité, il s'agissait de profiter de ces archives tant qu'elles étaient aux mains des bolcheviks, ne serait-ce que pour démasquer les provocateurs qui avaient envoyé tant de révolutionnaires, au bagne ou au poteau d'exécution. Ce travail hygiénique n'était pas la seule justification du temps passé dans les vieilles paperasses policières. On y trouva des documents du plus haut intérêt, notamment d'excellentes histoires des partis révolutionnaires, rédigés par des policiers à l'usage des policiers. De plus, les bolcheviks se faisaient un devoir de dévoiler aux révolutionnaires de tous les pays les méthodes et les mécanismes intimes de cette Okhrana qui représentait le modèle le plus élaboré de police politique.

C'est le fruit de ces recherches que Victor Serge publia dès 1921 sous le titre « Les Coulisses d'une Sûreté Générale » et qui fut republié en 1925 avec d'autres textes synthétisant l'expérience d'un militant international qui avait eu affaire à un échantillonnage complet de policiers, de mouchards et de provocateurs. Ces textes sont à nouveau disponibles dans la « Petite Collection Maspéro ».

La police ne peut changer le cours de l'Histoire

Surveillances, filatures, cabinets noirs, agents provocateurs, toute cette panoplie, nous explique Victor Serge, ne peut sauver un régime condamné par l'Histoire. Les armes de la police sont presque toujours à double tranchant. La répression a souvent pour effet d'accroître la sympathie de la population vis-à-vis de ceux qu'elle frappe. On a maintes fois constaté ce phénomène en France depuis 1968. Quant au provocateur, danger redoutable puisqu'il peut miner un parti de l'intérieur, il n'est, selon la définition de Victor Serge, qu' « un policier qui sert malgré lui la révolution ». Le plus fameux des provocateurs — c'est une façon de parler —, Malinovski, membre du Comité Central du parti bolchevik et agent de l'Okhrana, livra certes une pléiade de militants de valeur aux autorités, anéantit des organisations laborieusement constituées, mais il ne put le faire qu'en rendant au parti des services d'une importance sensiblement égale à ses crimes, lui permettant de gagner la confiance dont il était indigne.

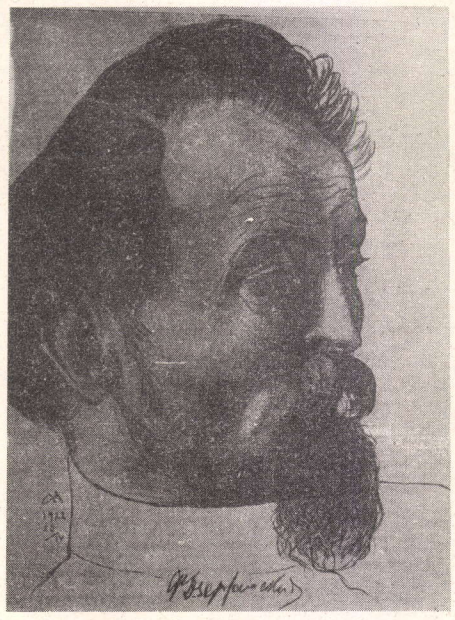
Il est certain qu'à terme la pire des répressions ne peut que retarder mais non stopper le processus historique de la révolution, pourvu qu'il en existe l'outil, c'est-à-dire le parti. Dans les périodes d'affrontement décisif entre le prolétariat et la bourgeoisie, celle-ci doit avoir recours à des formes de répression qui débordent largement le cadre policier. La plus organisée des polices n'aurait jamais suffi au grand capital pour reléguer la classe ouvrière allemande dans la somnolence qui est la sienne depuis plusieurs dizaines d'années.

Ne pas aider la police par négligence

Ne pas surestimer le danger policier, ne pas le sous-estimer non plus. Dans ses « Conseils aux militants », Victor Serge énumère une série de précautions évidentes, élémentaires, qu'aucun de ceux qui ont pour objectif de détruire le capitalisme ne devrait ignorer ou oublier. La surveillance policière précède toujours la répression. Or la surveillance a le gros inconvénient d'être peu apparente si elle est bien faite. Aussi la négligence, les solutions de facilité peuvent coûter très cher même dans les périodes calmes. En respectant quelques règles simples, on peut rendre très difficile le travail de la police sans pour cela tomber dans le travers contraire de la « flicomanie ».

L'Etat ouvrier est-il répressif ?

La répression est-elle condamnable par principe et les bolcheviks avaient-ils le droit de l'utiliser une fois parvenus au pouvoir ? Victor Serge répond à cette question dans un autre texte publié dans le même recueil. Un Etat ouvrier est forcément répressif, surtout au début de son existence. A tous les complots et conspirations des partisans de l'ancienne société, il faut pouvoir opposer une police politique. Les anarchistes ont souvent reproché aux bolcheviks les « abus » de la Tchéka. Victor Serge, pourtant attaché à la tradition libertaire, rappelle dans quelles conditions celle-ci travaillait pendant la guerre civile. « La justice de classe, écrit-il, ne s'arrête à l'examen des cas individuels que pendant les périodes de calme. » Lorsque c'est l'existence même du pouvoir des travailleurs qui est en jeu, il faut frapper sans indulgence les classes ennemies à travers leurs membres, la notion de culpabilité individuelle passe au second plan, la répression devient la terreur. Dans cette période, il se produit forcément des « abus » et des cruautés inutiles qu'il faut réduire au minimum mais qui de toutes manières ne sont rien à côté des massacres perpétrés par la bourgeoisie lorsqu'elle écrase une insurrection vaincue.



Dzerjinski, chef de la Tchéka.

Il y a encore beaucoup d'autres choses dans ce petit livre dont il ne suffit pas de recommander la lecture : il faut l'avoir lu.

Régis MONNERET

Cinéma

Un film de Roger CORMAN

BLOODY MAMA

« Bloody Mama » c'est l'histoire de la famille Barker. Ce gang hors série composé des quatre frères et dirigé par la mère qui défraya la chronique américaine dans les années 1930 et eut son heure de gloire à l'égal des « grands » bandits des USA, Dillinger et compagnie.

R. Corman a fait de son film l'anti-Bonnie and Clyde dont il se rapproche par le sujet comme par l'époque. Mais ici pas de bons, braves et gentils truands dont on peut presque envier la liberté acquise à coups de revolver sur la société. Nul spectateur ne peut rêver, quand le récit des exploits des Barker s'achève, de se précipiter mitraillete au poing pour faire une banque.

Tout au long du film au contraire nos héros sont dépeints de telle sorte que c'est avec un véritable malaise et un peu de soulagement qu'on prend congé d'eux. Abrutis, dégénérés, brute qui tue ou frappe même pas pour son plaisir mais parce qu'elle ne peut pas faire autrement, pédéraste, alcoolique ou drogué voilà ce que furent d'après Corman ces produits délicats et raffinés de la civilisation américaine. Il ne leur a même pas accordé la parcelle d'intelligence qui donne dans bien des meilleurs films policiers un peu d'intérêt pour les pires crapules.

Et le héros principal, chef de gang qui mène ses hommes par les gifles et les caresses, mère abusive qui aime tellement ses fils qu'elle couche avec eux, jalouse et folle, ne rachète en rien les autres.

Ce pourrait être finalement du plus plat conformisme (quoique le conformisme en matière de films policiers soit plutôt dans la peinture d'un type de gangsters intéressants), et parfaitement moral si Corman ne suggérait pas par quelques touches ironiques ou amères très rapides et à peine appuyées, que la société qui donne naissance et explique de tels êtres ne vaut guère mieux qu'eux.

A cause des scènes de violence « Bloody Mama » a eu quelques ennuis, paraît-il, avec la censure. Nous ne sommes pas sûrs qu'un film ait jamais suscité une vocation de gangster. Mais nous sommes à peu près certains que ce ne sera pas en tout cas celui-là.

Non seulement conservateurs mais aussi bornés : nos censeurs ont tout pour plaire !

« Bloody Mama » n'est pas un chef-d'œuvre. Il plaira à ceux qu'excède une certaine peinture du truand sympathique en marge des lois mais possédant sa morale, son code de l'honneur et son sens de la liberté. Ici c'est le pauvre type intégral. Une image plus près de la réalité sans doute.

J.M.

"LA LOCANDIERA" de Goldoni

au théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis

POUR la Locandiera (l'hôtelière), le « *doux commerce* » se confond avec le commerce tout court. Usant de ses charmes et de malice, elle domine son petit monde même quand il est de condition sociale supérieure. Qu'ils soient nobles de fraîche date, avares et fauchés, ou opulents et généreux, ou qu'ils soient chevaliers tous finissent à ses pieds. C'est pour elle qu'ils fréquentent l'auberge. Elle ne leur donne rien en échange et n'accepte leurs cadeaux empressés qu'après les avoir refusés et s'être assurés de paraître céder sous la contrainte. Sa grâce ne touche pas uniquement ceux qui se font appeler « *Excellence* » ou « *illustrissime* », mais encore les valets. « *Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés* », même ce chevalier carapacé dans sa mysoginie dont la résistance, la lutte farouche, puis la chute pitoyable fournit la matière principale du scénario.

Si elle fait perdre la tête aux hommes, l'hôtelière garde toute la sienne et finit par épouser son valet, qui lui, au moins saura la protéger. Les valeurs sont renversées : c'est le valet qui est l'élu, et les hommes sont des sots qu'une seule femme est capable de dominer. Ces aventures, à défaut de prétendre changer la société, ont au moins le mérite de la défouler. Tout est d'ailleurs agrément et divertissement dans cette pièce où tous les acteurs ont su trouver le ton juste. La mise en scène recrée l'atmosphère de la « *Commedia del Arte* » dont seul le scénario était écrit et les répliques improvisées, donnant ainsi l'impression de « *décontracté* » à ce spectacle à la fois proche de la farce et du théâtre classique. L'esprit populaire y rejoint la littérature pour notre plus grand plaisir.

Une bonne soirée à passer.

Jean LAMARCK.

DEUX EXEMPLES DE SOLIDARITÉ

• INDRECO (Tours) : OUVRIERS ET PAYSANS

LE personnel de l'usine Indreco est menacé par des licenciements. Il a manifesté dans les rues de Tours sa colère et sa volonté de lutte. Et ce contact avec la population n'a pas été sans conséquences.

Car si jusqu'à présent la direction n'a rien cédé, des contacts, par contre, ont été noués entre la section CFDT de l'usine et des paysans de la région ; ces derniers, appartenant au CDJA d'Indre-et-Loire (organisme de jeunes agriculteurs qui dépend de la FDSEA) ont décidé de manifester leur solidarité aux ouvrières.

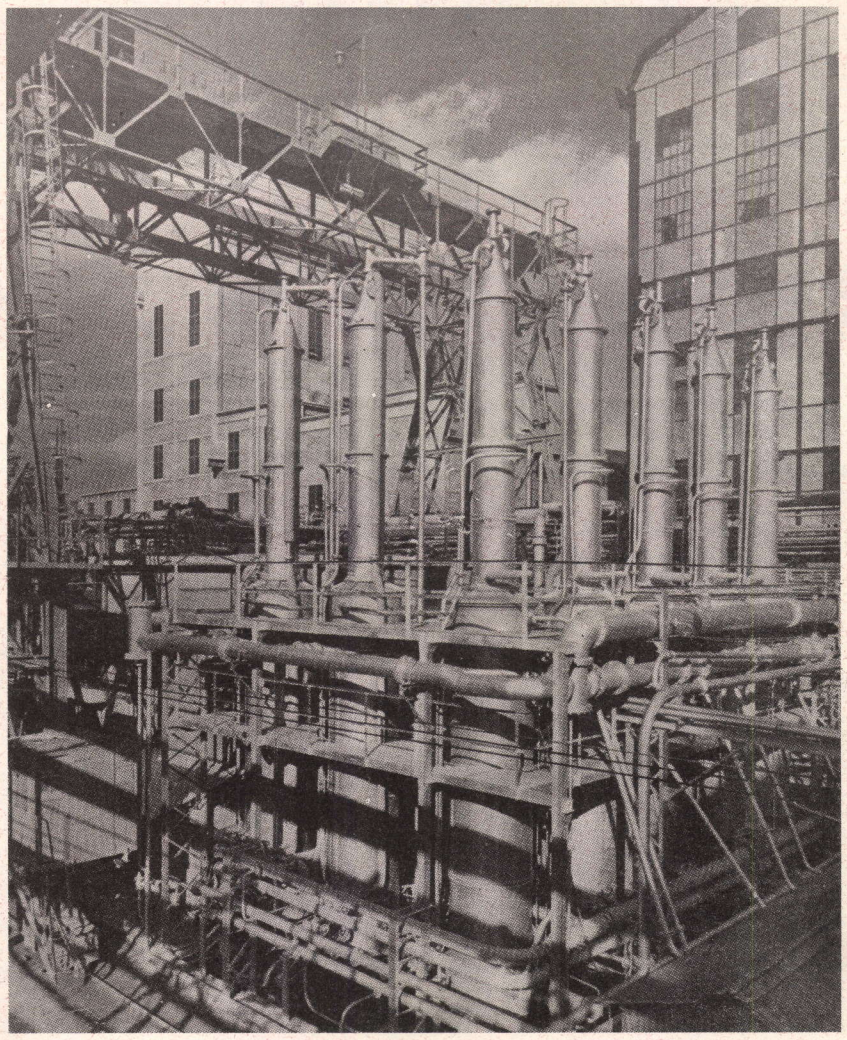
Ainsi, une quinzaine de jours après la manifestation, une trentaine de paysans sont arrivés à l'usine, abondamment pourvus de victuailles, et ont entrepris une vente directe de produits aux ouvrières, au prix de production. Par un tract et des prises de parole, ils ont exprimé leur solidarité avec les travailleurs, et également exposé leurs propres problèmes.

Outre les avantages matériels, l'ensemble des ouvriers a accueilli avec sympathie les petits paysans, sensibles à la solidarité qui s'est établie entre ces deux catégories laborieuses. L'atmosphère dans la cour était joyeuse et inhabituelle, sauf pour quelques chefs dont le sourire était plutôt jaune, car les paysans ont bien précisé que leurs produits n'étaient destinés qu'aux ouvrières...

Bien sûr, il ne s'agit là que d'une initiative locale, peut-être due au fait que la FDSEA d'Indre-et-Loire, qui a scissionné d'avec la FNSEA aux mains des Debatisse et autres grands exploitants, se situe « à gauche » du mouvement paysan. Cependant, d'autres initiatives identiques ont été prises récemment dans la région Ouest, et tous ceux qui luttent pour l'abolition du système capitaliste ne peuvent que s'en réjouir.

En effet, dans la lutte contre le capitalisme des patrons et des grands exploitants agricoles, petits paysans et ouvriers n'ont qu'à gagner, et tout à gagner, à se trouver du même côté.

Correspondant L.O.



• A.P.C. (Toulouse) ET LA FERROVIAIRE

EN l'espace d'un mois, trois grèves ont eu lieu successivement à l'A.P.C. dans trois ateliers différents, et toutes les trois ont obtenu satisfaction (voir L.O. n° 118).

Mais la dernière grève, celle du service I a été une belle manifestation de solidarité ouvrière.

Le service I, service d'ensachage, est le plus mal loti de l'usine quant aux salaires. C'est aussi dans ce service que sont employés des travailleurs d'une entreprise intérimaire, la Ferroviaire, qui paie très mal ses ouvriers et a toujours refusé de prendre en considération leurs revendications. Il fallait donc faire céder en même temps le patron de l'A.P.C. et celui de la Ferroviaire. Les camarades du service se sont tous mis en grève pendant deux jours et demi avec un piquet même la nuit.

Et c'est la direction de l'A.P.C. qui a cédé la première.

Il n'y aura plus au service I de coefficients inférieurs à 145. Pour certains cela fait un gain de vingt points, pour la majorité, c'est une somme importante. Restait à vaincre la résistance de la direction de la Ferroviaire. Ses premières propositions furent ridicules. Aussi la grève continua-t-elle et les camarades de l'A.P.C., malgré le succès de leurs revendications, furent solidaires des camarades de la Ferroviaire.

Enfin, le lendemain, le patron céda : augmentation de 0,57 centimes de l'heure et augmentation de la prime de panier. A midi, tous les camarades du service I reprenaient, le sourire aux lèvres. Ils avaient obtenu satisfaction sur toute la ligne. C'était la première fois que les travailleurs de l'A.P.C. et de la Ferroviaire luttaient ensemble, c'était la première fois aussi qu'une grève de la Ferroviaire aboutissait.

(Correspondant L.O.)

La grève du 1er décembre à la Caisse d'Assurance Maladie de Paris

LE 1er décembre était une journée d'action à l'échelle de la région parisienne pour les organismes de Sécurité Sociale.

Cette action, lancée par la C.G.T. et la C.F.D.T., avait pour objectif de faire pression sur le ministère pour qu'il signe les accords de salaires obtenus au niveau de l'organisme employeur : l'UCANSS.

Les accords prévoient à compter du 1er octobre 1970 :

— salaire minimum porté de 777 F à 860 F ;

— 5,82 % d'augmentation de la valeur du point ;

— 75 F d'augmentation minimum, déduction faite des précédentes augmentations minimales de 10 F et 15 F ;

— prime de 240 F pour tous pour la période du 1er avril 70 au 1er octobre 70 ;

— les 40 heures au 1er janvier 1971.

A la C.R.A.M.P., la C.G.T. et la C.F.D.T. préparèrent la journée d'action dès le jeudi 26 novembre. Le jeudi et le vendredi, les délégués et militants C.G.T. et C.F.D.T. passèrent dans les services pour consulter le personnel au sujet d'une grève de 24 heures.

Une nette majorité du personnel se déclara pour 24 heures de grève le 1er décembre. C'est pourquoi le lundi, la C.G.T. et la C.F.D.T. passèrent à nouveau dans les services pour appeler à la grève le lendemain, et inviter le personnel à venir manifester devant le ministère, rue de Tilsitt.

Cependant, le lundi, les militants F.O. se désolidarisaient de la grève par tract, grève que les employés feraient, disaient-ils, pour les directeurs qui auraient 400 F d'augmentation, contre 100 F aux plus petits coefficients.

Il faut dire que la Fédération F.O. des organismes de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales qui compte à sa tête quelques militants révolutionnaires, défend comme revendication une augmentation uniforme de 120 F.

L'argumentation de F.O. sema le trouble chez une partie des indécis qui se refusèrent à faire grève. C'est pourquoi, le 1er décembre, seul un peu plus de 50 % du personnel fit grève. La manifestation au ministère eut par contre un certain succès puisque un millier de personnes des différentes caisses s'y rassemblèrent.

Quant à F.O., le caractère mobilisateur de cette revendication, 120 F pour tous, était largement compromis par son refus de prendre part à la grève et par le fait qu'à la Caisse Maladie, ce syndicat se compose en majorité de cadres dont beaucoup sont membres de « l'amicale du personnel », ex-comité de soutien à Pompidou à peine camouflé. Les militants des autres syndicats avaient donc beau jeu d'affirmer, avec l'ombre d'une justification, que le syndicat F.O. reprenait cette revendication dans un but purement démagogique en refusant de s'engager dans la lutte. Les militants de F.O. apportèrent d'ailleurs de l'eau à ce moulin lorsque, après s'être peu souciés de défendre leur position auprès du personnel et avoir refusé de débrayer, ils reprirent l'argumentation de la direction en prétendant que les militants C.G.T. et C.F.D.T. avaient fait « pression » sur le personnel pour qu'il se mette en grève en passant dans les services.

Ceci avec la grève du 1er décembre aura servi au personnel à manifester son mécontentement contre la hausse des prix et la stagnation des salaires. Mais elle aura été aussi, indirectement, l'occasion pour le personnel de donner son opinion sur les augmentations hiérarchisées.

Car si l'attitude du syndicat F.O. de la CRAMP fut démagogique dans cette affaire, sa position en faveur des augmentations uniformes a rencontré un accueil favorable dans des couches qui dépassent largement l'audience de ce syndicat.

C'est là un des enseignements que devront tirer de ce mouvement la C.G.T. et la C.F.D.T.

Correspondant L.O.

(Photo L.O.)